

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

Réflexions sur la Révolution

par Vallet-Sanglier

Le prolétariat italien
est-il sur la voie de la libération ?

Science et Marxisme

par J. Péra

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 170 fr.
Un an 300 fr.

EXTERIEUR

Six mois 200 fr.
Un an 380 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,
et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 14

(MAI 1948)

Le prolétariat italien est-il sur la voie de la libération ?	
Le Carnet du Sauvage : L'éclatement de l'Internationale syndicale. — La tragédie de 43. — Un benêt solennel	P. MONATTE
Réflexions sur la Révolution	VALLET-SANGLIER
Science et Marxisme	J. PERA
Victor Serge et M. Malraux : Une lettre de Wladimir Serge	
Le crime de Karaganda : De Franco à Staline	R. HAGNAUER
Appel de la Fédération espagnole des déportés et internes politiques	A. GALLOIS
Action communiste en Hongrie	

Parmi nos lettres

Après 50 ans de luttes, le bilan n'est pas négatif. — Syndicalisme et anarchoisme. — La situation syndicale dans l'enseignement.

Notes d'économie et de politique

De Naegelen à Morard, de Blum à de Gaulle. — « Et si moi, je veux être trompé ! » — Les prix n'ont rien à faire avec les salaires. — La hausse des prix supérieure à la hausse des salaires (suite). — 30.000 francs de retraite par mois. — Ne pas toucher à la richesse acquise c'est, pour l'Angleterre, condamner l'ouvrier au chômage ou aux bas salaires.

La Renaissance du syndicalisme

Fusion... sans effusions. — Le « cheval de Troie » de la défense laïque (R.H.). — Le 1er mai à Marseille (Martial Desmoulin). — Nous sommes des déserteurs ! (Ch. Cordier). — Il faut « redécouvrir » le syndicalisme (R. Favry).

Faits et documents

La main tendue au Comité des Forges. — Kravchenko poursuit les « Lettres françaises ». — La hausse de 112 % des tarifs de l'électricité. — Un portrait de Vychinski.

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'élever avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Le prolétariat italien est-il sur la voie de la libération ?

Au lendemain des élections italiennes, nous avons rencontré à Paris deux camarades anarchistes italiens, très avertis de la situation sociale de leur pays. Nous publions ici les notes prises au cours de nos conversations.

La situation syndicale

Nous demandons d'abord à nos camarades leur opinion sur la situation syndicale, en Italie.

Il est difficile d'exprimer une idée générale sur la situation syndicale italienne qui soit valable pour toute l'Italie. Il importe, en effet, de tenir compte de l'extrême diversité qui caractérise le pays : diversité due aux conditions géographiques et historiques comme aux différences dans le développement industriel et agricole de chaque région. Pour apprécier cette diversité contentons-nous de quelques chiffres : 50 % au minimum des travailleurs italiens sont des paysans ; et 15 % seulement sont employés dans les grandes usines, les autres sont des artisans ou des ouvriers de petites entreprises.

Il importe aussi de ne pas oublier que nous venons de vivre vingt années de fascisme. L'industrie et l'agriculture ont perdu toute vitalité propre par les folies de l'autarchie et la subordination aux besoins de l'Etat et de la guerre. Il en résulte aussi une sorte d'esprit de troupeau qui porte à l'obéissance spontanée soit aux gouvernants, soit aux chefs des partis, soit à l'Eglise, soit aux leaders des soi-disant syndicats. La volonté est comme paralysée et on entrevoit mal des possibilités de résistance contre les pouvoirs organisés. Les syndicats demeurent toujours soumis au principe fasciste de l'unité obligatoire. Ainsi, se trouvent enfermées, dans un même cadre, toutes les tendances du mouvement ouvrier italien : communistes, socialistes, catholiques (démocrates-chrétiens) et libertaires. La C.G.I.L. (Confederazione generale italiana del Lavoro) et tous ses syndicats sont dirigés d'une manière autoritaire par des bureaucrates syndicaux dépendant des partis politiques.

Chaque secrétariat syndical comprend trois secrétaires : un communiste, un socialiste, un catholique. Les nominations sont toujours décidées hors de la volonté des ouvriers qui ne peuvent que les « confirmer » selon les méthodes bien connues de la démocratie « progressiste et chrétienne ».

L'influence dominante est celle du parti communiste. Mais les catholiques disposent d'une base assez solide et occupent même des positions majoritaires dans quelques localités. Les partis socialistes mènent dans les syndicats leur politique habituelle. Quant aux anarchistes, ils ont toujours refusé de participer au pouvoir syndical et jouent à la base un rôle surtout individuel — quoique l'on ait constitué çà et là des G.D.S. ou « Groupes de Défense syndicaliste » ; noyaux d'une renaissance d'action syndicale.

Les organisations syndicales fonctionnant

dans une atmosphère antilibertaire ne sont, en réalité, que les héritières des corporations fascistes et des rouages de l'Etat. Pour l'ouvrier et le paysan, le syndicat est essentiellement un office d'enregistrement. Ce qui est essentiel, c'est l'octroi de la « tessera » ou carte syndicale qui, contre le paiement d'une cotisation — impôt — assure une certaine sécurité dans le travail et l'espoir de la protection des grands hommes du parti. La crainte du chômage provoque la terreur parmi les travailleurs, car les allocations sont très légères. Aussi, est-on disposé à obéir à celui qui peut vous assurer la permanence de l'emploi. On a vu des ouvriers syndiqués qui recherchaient une double protection en adhérant, à la fois, au parti communiste et au parti démocrate-chrétien.

Les congrès savamment préparés par les « spécialistes » étouffent toute opposition réelle, en laissant quelques libertés à une vaine opposition verbale. On l'a vu au récent congrès du syndicat des cheminots qui, autrefois, était indépendant de la C.G.I.L. De longues journées, marquées par des discours à la tribune et les conversations particulières de tous les délégués... interrompues seulement par les applaudissements exigés par la « régie » du congrès.

Les petits groupements minoritaires, qui tentent de se constituer à l'intérieur des syndicats, se heurtent autant à la résistance des bureaucrates qu'à la passivité et à la peur des travailleurs.

Sans doute, a-t-on éprouvé le besoin d'incorporer quelques représentants des minorités dans la hiérarchie de la C.G.I.L. Ainsi, le vieux militant anarchiste Sassi, co-secrétaire avec un communiste, des mineurs de Valdarno : il est membre d'un organisme de la C.G.I.L. correspondant au Comité confédéral français. Il est vrai qu'il y est traité avec courtoisie et que les maîtres de la machine tiennent à sa présence à leurs côtés. Mais tous les congrès anarchistes italiens se sont prononcés contre la participation de militants à de telles responsabilités au titre « d'otages des partis ». Fantozzi, l'un des plus connus parmi les militants syndicalistes des cheminots, a été, lui aussi, pendant quelques années, membre du comité central du syndicat national des cheminots, mais il en a été exclu récemment par les grands chefs.

On a vu une grève spontanée des cheminots éclater à Turin en janvier 1948. Le mouvement prenait rapidement de l'extension en dépit de l'opposition des bureaucrates syndicaux, communistes et catholiques d'accord pour l'étouffement de la grève : les uns parce qu'ils espéraient encore rentrer au gouvernement, les autres parce qu'ils collaboraient avec le gouvernement de Gasperi. La fédération anarchiste du Piémont avait accordé son appui complet aux grévistes et ce fut naturellement l'anarchiste Fantozzi qui fut délégué du syndicat national pour inviter les cheminots à reprendre le travail. La grève fut arrêtée, mais on imagine dans quelle atmosphère de scepticisme et de découragement.

L'oppression de l'appareil est telle qu'on peut se demander s'il est encore possible de militer à l'intérieur de la C.G.I.L. ou s'il ne serait pas plus raisonnable de s'organiser à l'extérieur. Notons d'ailleurs, que les G.D.S. sont ouverts à toutes les oppositions de toutes les écoles politiques.

La politique générale

Nous avons demandé à nos camarades ce qu'ils pensaient de la politique générale italienne, de la position entre la Russie et l'Amérique, des élections, etc... Voici leur réponse :

La situation générale de l'Italie est encore plus complexe que celle du mouvement syndical, mais l'attitude des anarchistes est plus nette encore. Dans son dernier congrès, à Canossa, la Fédération anarchiste italienne a confirmé les décisions précédentes contre toute participation électorale et s'est prononcée en termes très précis contre les deux blocs impérialistes qui s'opposent dans le monde et risquent de nous entraîner dans une nouvelle guerre. Quelques militants ont peut-être hésité sur la définition impérialiste du gouvernement russe, mais cela n'a pas eu d'importance dans le mouvement et ces camarades ont, aujourd'hui, rectifié leur attitude.

Quand aux travailleurs, en général, ils font preuve du même esprit d'obéissance dans le domaine de la politique générale que dans celui de l'organisation syndicale. Vous en aurez une idée par les deux exemples significatifs suivants :

A Milan, le parti communiste manifestait contre le déplacement du préfet Troilo. La cellule d'une grande usine, de Sesto-S. Giovanni (dans la banlieue de Milan) donna brusquement aux ouvriers l'ordre de sortir de l'usine pour participer au défilé gouvernemental. Un de nos camarades, membre de la commission intérieure de l'usine (correspondant à peu près au Comité d'entreprise français) osa demander que la commission fût réunie et consultée. Il fut sauvagement battu par les « activistes » communistes.

Dans une grande entreprise de construction métallique à Naples, un ouvrier anarchiste poursuivait systématiquement sa propagande individuelle. On donna l'ordre à quelques jeunes communistes de châtier « un contre-révolutionnaire notoire », ce qu'ils acceptèrent d'abord avec enthousiasme. Mais lorsqu'on leur eut désigné la victime, ils refusèrent, ne voulant pas brutaliser un ouvrier connu pour sa sincérité, son antifascisme et sa dignité.

Les dernières élections prouvent à la fois un recul communiste dans toute l'Italie et un recul de l'influence des partis de droite dans le Sud.

Sans doute faut-il tenir compte de l'intense propagande catholique qui a su utiliser l'aide américaine. Mais le parti communiste a manifesté trop ouvertement sa volonté de se conduire en maître et en maître dur. Dans des usines de Gènes et de Milan, les dirigeants communistes annonçaient ouvertement qu'au lendemain du succès triomphal et certain de leur parti, les ouvriers qui leur avaient fait opposition seraient immédiatement congédiés. Résultat paradoxal : des ouvriers de gauche ont voté pour les catholiques par anticommunisme.

Le recul des partis de droite dans le Sud s'explique au contraire par les déceptions des

travailleurs qui ont entendu de nombreuses et riches promesses sans qu'aucune réalité en sorte. Certains observateurs pensent que la volonté de lutte des travailleurs se réveillera d'abord dans ces régions du Sud où les conditions de vie sont particulièrement misérables.

L'espoir de la libération, par les jeunes

Nous posons à nos camarades une dernière question. Quelles sont, à votre avis, les perspectives quant au développement du mouvement syndical italien ? Quel rôle vont jouer les minorités syndicales révolutionnaires ?

Dans une situation aussi chaotique il n'est pas facile de jouer le rôle de prophète. Il est probable que l'unité syndicale obligatoire imposée par les appareils des partis se brisera par l'effet de l'opposition entre ces appareils. Les communistes n'étant plus admis au gouvernement, les démocrates-chrétiens n'auront plus aucun intérêt à collaborer avec eux sur le terrain syndical. Et il n'est pas impossible que l'action des minorités révolutionnaires provoque la naissance d'une troisième force syndicale reprenant les traditions de la C.G.T. française de 1906.

Il faut constater honnêtement les difficultés énormes que rencontre toute opposition. Dans la région industrielle de Massa-Carrara les travailleurs, influencés par les anarchistes, avaient réussi à imposer Alberto Meschi comme secrétaire unique de la Bourse du Travail, sans lui adjoindre, malgré les ordres de Rome, un communiste et un catholique. Il a tenu vaillamment sa place. Mais la pression de l'appareil communiste a été si forte qu'il a préféré abandonner ses fonctions pour ne pas devenir un « collaborateur ».

Nous subissons, en Italie, les effets de vingt années de dictature et de servitude. Les partis communiste et socialiste, au lieu de remonter le courant, ont voulu profiter du climat d'obéissance, héritage du fascisme. C'est cela, essentiellement, qui a empêché, jusqu'ici, la renaissance d'un véritable mouvement ouvrier.

Mais les signes de libération apparaissent, surtout parmi les jeunes. Ce sont des jeunes qui animent partout le mouvement anarchiste. Nous sommes donc certains que l'avenir appartient à ceux qui veulent engager le combat social selon les méthodes et les fins de la liberté.

Du sang sur l'Acropole !

L'action actuelle du gouvernement d'Athènes est conforme à la logique des Etats totalitaires. (Un Etat démocratique peut d'ailleurs utiliser les méthodes totalitaires... dans ses colonies, par exemple !)

Répondre à l'action des rebelles, en fusillant en 1948 des otages arrêtés en 1945, c'est dans la tradition des procès de Moscou, comme des fusillades de Châteaubriand en France occupée.

La presse occidentale semble unanime à condamner cette infamie. Même celle du parti dit... américain ! Celle du parti russe ou russifiant s'élèvera-t-elle aussi contre les infamies analogues, commises derrière le rideau de fer ?

F. Mauriac écrit (Figaro du 11 mai) que la solution est à Washington et à Moscou. Si des conversations directes s'engagent entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. on y abordera de multiples problèmes... mais sans doute pas celui des « vagues humanités », victimes de la « guerre froide »...

Le Carnet du Sauvage

L'éclatement de l'Internationale syndicale

La F.S.M., l'Internationale syndicale mondiale, ne peut échapper au sort de la C.G.T. française. Elle est condamnée à éclater comme elle. Cela se produira-t-il à Rome ? On ne peut le dire ou le prédire. Ce qui est certain, c'est que cela se produira bientôt. Pour les mêmes raisons.

La maison internationale n'est pas plus habitable pour qui n'est pas stalinien, que ne l'était et que ne l'est la maison confédérale de la rue Lafayette.

En quoi l'atmosphère sera-t-elle changée parce que Saillant aura démissionné du secrétariat de la C.G.T. pour se consacrer exclusivement à la F.S.M. ? Ce n'est pas parce qu'il apportait jusqu'ici un esprit français au secrétariat de l'Internationale que la situation y était difficile. C'est parce qu'il n'y était qu'un instrument russe. Demain, il ne le sera pas moins ; il ne pourra l'être qu'un peu plus ; si toutefois c'est possible. Donc, cette prétendue concession ne concède absolument rien.

La C.G.T.F.O. sera-t-elle admise dans l'Internationale ? C'est vraiment peu probable. On ne fera pas à Frachon un pareil tour de cochon. Cependant, si l'on se rappelle que la C.F.T.C., la Confédération chrétienne, a pu appartenir au début à la F.S.M., et qu'elle s'en retira d'elle-même, on ne voit pas comment on peut valablement repousser aujourd'hui l'adhésion de la C.G.T.F.O. C'est ce que ne manqueront pas d'invoquer les Trade-Unions anglaises et américaines.

Mais ce n'est pas là le point principal de friction. L'attitude devant le plan Marshall revêt autrement d'importance.

Le C.I.O. n'est pas moins attaché que l'A.F.L. à la défense du plan Marshall. Jim Carey, son trésorier, donc l'un de ses militants les plus autorisés, était venu, on s'en souvient, à la précédente réunion du Bureau de l'Internationale syndicale. Il se heurta alors à un refus basé sur une question de forme. « Le plan Marshall, lui dit-on, ne figure pas à l'ordre du jour de cette réunion. Faites-le inscrire pour la prochaine. » C'est ainsi que le débat fut évité une première fois. On avait simplement gagné du temps. On a essayé d'en gagner encore en reculant indéfiniment cette nouvelle réunion. Peut-être a-t-on espéré obtenir des Anglo-Saxons un mouvement de mauvaise humeur entraînant leur retrait de la F.S.M. Ils ne s'y sont pas prêtés. Ils ont tenu une conférence des organisations sympathiques au plan Marshall sans renoncer pour cela à discuter cette question à l'intérieur de la F.S.M. C'est l'échéance de Rome. On voit mal comment pourront se concilier les points de vue russe et américain. En laissant la liberté aux différents mouvements nationaux ? Déjà, Di Vittorio, le secrétaire stalinien de la C.G.T. italienne, a jeté du lest. Renonçant à son opposition, il a déclaré qu'il est difficile de répondre par des injures à quelqu'un qui offre de vous rendre service. C'est évidemment ce qu'il avait fait par ordre jusqu'ici. S'il change maintenant, c'est peut-être moins pour cette bonne raison que pour une autre, meilleure encore : éviter l'éclatement de la C.G.T. italienne. Di Vittorio n'évitera probablement rien d'ailleurs. Les Russes, si manœuvriers soient-ils, ne peuvent rendre habitable la maison syndicale internationale en continuant à y casser la vaisselle sur la tête des Anglo-Saxons. Si flegmatiques que soient ces derniers, ils se fâcheront forcément. Ils sont en train de se fâcher.

Par leurs exigences à l'égard des Secrétariats professionnels internationaux, les Russes ont réussi à les dresser contre eux. La décision des métallurgistes, venant après celles des Transports et du Livre, est caractéristique. Le conflit est ouvert.

Comment résoudre ces différents conflits ? Comment rendre la F.S.M. habitable ? On ne voit pas comment. Le problème véritable n'est pas de réformer la F.S.M. Toute réforme est impossible. La question de structure est secondaire. L'essentiel, c'est de refaire une Internationale syndicale, qui ne soit ni un instrument des Russes et de leur impérialisme ni un instrument des Américains et de leur propre impérialisme.

D'aucuns rêvent à l'ancienne Fédération Syndicale Internationale. Elle n'est belle que dans leurs rêves et par comparaison avec celle qui lui a succédé.

D'autres voudraient bâtir l'Internationale syndicale sur les Secrétariats professionnels. On sait que telle fut l'idée de Fimmen au temps où il dirigeait le secrétariat des Transports. Mais cette solution n'est satisfaisante ni au point de vue pratique ni au point de vue moral. Sur une telle base, l'Internationale céderait peut-être moins au nationalisme, encore n'est-ce pas sûr ; mais elle ne serait pas moins réformiste, donc aussi impuissante, que la présente et que la précédente.

La logique et l'expérience réclament qu'on construise l'Internationale sur le modèle de l'ancienne C.G.T. française, basée sur les Unions départementales et sur les Fédérations d'industrie. Pour l'Internationale, les C.G.T. nationales tiendraient la place des U. D. tandis que les Secrétariats professionnels tiendraient la place des Fédérations d'industrie.

L'expérience indique en outre qu'il n'y aura pas de véritable Internationale syndicale tant qu'on acceptera qu'elle soit : 1° un médiocre appendice de la Société des Nations comme hier, ou de l'Organisation des Nations unies comme à présent, et 2° un conglomérat de nationalismes se disputant entre eux.

Pas d'Internationale sans esprit internationaliste.

La tragédie de 48

Jusqu'à maintenant, c'est le **Figaro littéraire**, je crois bien, qui a le mieux commémoré, d'un point de vue révolutionnaire, la Révolution de 1848. Avec lui, l'hebdomadaire socialiste de Lausanne, **Servir**.

Le premier a publié dans six numéros successifs du 28 février au 3 avril, l'« Explication de la tragédie de 1848 » d'Henri Guillemain. Cette Explication est probablement le résumé d'un volume sur 48 annoncé par cet historien depuis plusieurs mois.

Le second, c'est-à-dire **Servir**, a donné toute une série d'interviews d'outre-tombe, dans lesquelles un auteur anonyme, signant G., — retrouvons-nous là Henri Guillemain ? — recueille la confession des principaux hommes politiques de 48. Cette série d'interviews a pris fin un peu brusquement ; elles avaient tout d'abord paru en bonne place ; puis en moins bonne, enfin tout en queue du journal ; n'auraient-elles pas reçu l'accueil qu'elles méritaient ? Pour ma part, je les ai attendues avec impatience chaque semaine. Même celle de Proudhon, contenant quelques appréciations discutables, était pleine de saveur. Dommage que l'interviewer n'ait pas interrogé Louis Blanc et Blanqui. Cette série d'articles dégage si remarquablement les leçons principales de 48, et le fait de manière si plaisante, que je me suis demandé plu-

siens fois si la R.P. de juin ne devrait pas la reproduire.

Par son explication de la tragédie de 1848, Henri Guillemin renouvelle toute l'histoire de ces quatre mois de révolution. Des journées de Février aux journées de Juin, exactement quatre mois. Le sort d'une révolution s'est joué dans ce court laps de temps.

Dès les premiers jours, si beaucoup se laissaient porter par l'enthousiasme et par l'espérance d'un régime nouveau, des réalistes jugeaient froidement la situation. L'avocat républicain Marie, membre du gouvernement provisoire, disait le soir du 24 février : « Il faut amuser l'émeute jusqu'à ce qu'on puisse la museler. »

La grande bourgeoisie qui avait profité, sous le règne de Louis-Philippe, de l'essor industriel marqué dans les mines, le textile, les chemins de fer, les compagnies de navigation, n'entendait pas se laisser déposséder. Généreuse en paroles, mais terriblement avare en actes. Elle a mis peu de temps, quatre mois, à reprendre en main la situation. Elle en eût mis beaucoup moins encore si une équipe d'extrême gauche avait pris le pouvoir. Guillemin invoque le témoignage de Blanqui, d'après lequel une telle équipe n'eût pas duré huit jours.

L'apport nouveau d'Henri Guillemin éclaire tout particulièrement les journées de Juin, leurs causes et leur déroulement. On savait déjà que les Ateliers nationaux n'avaient pas été l'œuvre de Louis Blanc, ni la mise en application de ses idées sur l'Organisation du travail. Le jugement de Lamartine était déjà connu : « Bien loin d'être, comme on l'a dit, à la solde de Louis Blanc, les Ateliers nationaux étaient inspirés par l'esprit de ses adversaires. » Mais nulle part encore on n'avait montré avec cette précision comment avaient été conçus et menés ces ateliers.

Emile Thomas, le directeur des Ateliers, avait raconté que chaque jour il allait au ministère, mais que chaque fois il revenait avec cette réponse : les ingénieurs n'ont encore rien apporté. Il avait incriminé les polytechniciens du corps des ponts et chaussées. « Malgré toutes mes instances, je n'ai jamais pu obtenir du ministère aucun travail sérieux. » Il n'avait pas vu l'essentiel, c'est-à-dire le jeu du ministre Marie, s'abritant derrière les services du ministère ou derrière les refus de crédits du ministre des Finances, alors qu'il était bien résolu à ne laisser s'ouvrir aucun réel chantier d'Etat.

Lorsque Lamartine envisagera la reprise des chemins de fer par l'Etat et verra là un moyen d'employer une grande partie des ouvriers sans ouvrage, la « partie saine » du gouvernement provisoire refusera d'adopter un tel projet. Les chemins de fer étaient l'apanage des « dynasties bourgeoises ».

La découverte principale d'Henri Guillemin tient au rôle joué par le comte de Falloux dans la fermeture des Ateliers nationaux.

« Le trait de génie de M. de Falloux est d'avoir employé la destruction même de ces ateliers, que la banque et l'industrie voulaient voir au plus tôt disparaître, à la suscitation du conflit nécessaire. Il se décida à « hâter la dissolution des Ateliers nationaux (c'est Goudchaux lui-même qui parle) afin d'engager immédiatement le combat ».

Henri Guillemin montre à l'œuvre M. de Falloux. Il le suit au Comité des Trouvailleurs, à l'Assemblée, à la Commission spéciale qui réglera le sort des Ateliers. En dépit des avertissements, Falloux, qui sait mieux que personne que la fermeture des Ateliers entraînera l'insurrection, qui veut la fermeture parce qu'il veut l'insurrection, sachant que celle-ci sera noyée dans le sang, Falloux lui-même fait adopter par l'Assemblée le décret qui déclare que les Ateliers seront dissous dans les trois jours.

Comment Henri Guillemin a-t-il été amené à projeter cette lumière sur les événements de 48 ? Ses

travaux sur Lamartine l'ont dirigé sur ce sujet. Une fois là, il ne s'est pas contenté des redites courantes. Il a fouillé les Mémoires de l'époque. C'est ainsi qu'il a réussi à montrer comment se vole une révolution à ceux qui l'ont faite, comment la bourgeoisie de 48 a roulé les ouvriers ou lendemain de Février avont de les assassiner en Juin.

Un benêt solennel

En mors, j'aurais voulu signaler une colossale imbécillité dont le président Benès a le front de se vanter dans ses Mémoires. Non seulement personne ne l'a relevée, du moins à ma connaissance, mais d'autres hommes politiques à qui Benès s'était ouvert, notamment Léon Blum et Churchill, ont pu avouer cette stupidité doublée d'une conoillerie. Il reste donc plus nécessaire que jamais de rappeler cet homme à la pudeur malgré le malheur tombé sur lui et sur son pays.

Benès tire gloire d'avoir prévenu Staline en 1937 d'un complot machiné par Hitler et Toukhatchevski.

Qu'il ait pu se laisser abuser en 1937, cela ne plaiderait guère en faveur de son intelligence et de son esprit critique, mais qu'il ne se soit pas aperçu encore en 1948 qu'il avait avalé une bourde invraisemblable et qu'on s'était joué de lui, cela dépasse tout ce qu'on peut imaginer.

Alors qu'il devrait rougir et s'excuser, cet homme se vante.

Voici, d'après « France-soir » du 3 mors, le morceau en question des Mémoires de Benès :

Vers le milieu de janvier 1937, je fus informé officieusement de Berlin, par une note très confidentielle, qu'Hitler poursuivait à ce moment d'autres négociations qui, en cas de réussite, pourraient avoir des répercussions sur nos affaires.

Ces « autres négociations », comme nous devions l'apprendre plus tard, grâce à une indiscretion involontaire de Trauttmannsdorff, se poursuivaient avec les conspirateurs soviétiques antistalinien, le maréchal Toukhatchevski, Rykov et les autres. Hitler était convaincu de leur réussite et n'avait par conséquent aucune raison de rechercher des résultats de notre côté. Il est vrai que la situation politique en Europe eût été profondément bouleversée si Hitler était parvenu à renverser le régime soviétique. Mais Staline prit des mesures nécessaires à temps. J'avais, en effet, immédiatement informé le ministre de l'U.R.S.S. à Prague, M. Alexandrovsky, de ce que l'on m'avait appris de Berlin à la suite des conversations Mastny-Trauttmannsdorff.

Si Benès avait pu avouer en 1937 que huit ou neuf des plus grands chefs de l'armée rouge s'étaient associés et vendus à Hitler, il aurait pu revoir son jugement après la publication en 1940 du livre de Krivitsky. Cet ancien chef des renseignements soviétiques en Europe occidentale a montré dans **Agent de Staline**, en une quarantaine de pages lumineuses, « pourquoi Staline fit fusiller ses généraux ».

Revoir son jugement, douter au moins de l'exocritude de la version lancée alors par la police russe au moyen de ses agents doubles, ouoit peut-être coûté à l'amour-propre d'un grand universitaire, d'un homme d'Etat célèbre, d'une gloire des assemblées de la défunte Société des Nations comme Benès. C'était sans doute au-dessus de l'intelligence et de la loyauté de cet homme. Mais on comprend mieux qu'avec des benêts pareils la Société des Nations ait été impuissante, la Tchécoslovaquie sans avenir et que la liberté dans le monde soit en péril.

Pierre MONATTE.

Réflexions sur la Révolution

Le présent : la grande pagaïe

Désordre et confusion, voilà l'état général du monde depuis la fin de la guerre.

Voyons pour la France. Nous ne sommes plus tout à fait en régime capitaliste ; l'économie libérale a dû s'incliner devant un dirigisme étatique dont on ne sait s'il est circonstanciel ou s'il répond à une doctrine économique. Les nationalisations accusent, elles aussi, un recul du libéralisme sans qu'on puisse affirmer qu'elles constituent un essai réussi de socialisation. On ne voit trace nulle part, naturellement, de socialisme ni de communisme, même pour demain. Ce sont là des vocables qui ont contenu, au cours d'un siècle, tant de conceptions différentes qu'ils ne sont plus que des enseignes pour des partis, ayant à peu près la même valeur que : Demain l'on raserait gratis. Un autre les a supplantés, et devient à son tour le mot fourre-tout qu'on aura vite galvaudé, c'est la démocratie. Pour l'instant, elle tient le coup. Mais elle prétend, avant de s'organiser, « redresser » c'est-à-dire vaincre les énormes difficultés actuelles qu'elle croit passagères. A ces fins, elle se fait empirique, multiplie les « expériences » sans jamais dépasser le stade des tâtonnements et des improvisations. Certains de ses expédients sont de nature à jeter un discrédit définitif sur l'Etat... Elle ne s'en aperçoit pas. Dans une époque de malheur, la malhonnêteté surgit de partout. L'Etat pourrait s'attacher à préserver de la ruine quelques valeurs de moralité ; il n'en a cure. Nécessité et efficacité sont présentement ses seules lois.

Notre démocratie semble n'avoir de politique ferme et d'avenir pour rien, se débattant souvent sous des réalités mondiales qui la dépassent et la contraignent. Dans tous ses efforts de redressement, on ne voit rien de cohérent, de logique ; rien qui puisse représenter pour l'esprit l'esquisse d'une structure économique originale, d'un ordre social nouveau.

Nous avons l'impression que ce pays cherche à se sauver sans que personne ne sache exactement de quoi, ni comment.

Il n'y a pas une orientation nette vers quelque chose, mais des initiatives dans tous les sens, des tentatives de résoudre fragmentairement des problèmes qui font un tout. Cela donne l'impression que doit donner un homme tombé à l'eau, qui lutte contre la noyade : il gesticule en tous sens, saisit n'importe quoi avec l'espoir instinctif de remonter à la surface et de regagner sa barque chavirée. Il ne peut ni ne veut voir plus loin.

Des élections, des referendums ont eu lieu. Ont-ils donné une indication sur l'orientation politique et économique que la majorité des Français est censée concevoir ? Nullement. Toutes ces consultations ont montré nos profondes divisions, le désarroi général des esprits, l'attachement à des intérêts de groupes, hostiles, contradictoires, mais souvent périmés. Rien de plus. Je veux dire aucun courant assez puissant pour triompher des autres et porter tout un peuple vers des concepts hardis, neufs, imprégnés d'un grand rêve européen ou mondial.

Nous sommes dans le brouillard, nous sommes dans l'inconnu. Et le pauvre type, ignorant de tout, qui ressasse : « On ne sait pas où l'on va ! » dit peut-être, sans s'en douter, la seule vérité du moment...

Mais nous ?...

Mais nous qui collaborons à une revue dénommée **la Révolution prolétarienne**, ou qui la lisons avec intérêt, avons-nous des idées plus nettes sur cette Révolution ?

Pour ma part, je suis troublé : je me sens hérétique intégral devant toute explication du monde, de l'histoire ou des événements qu'on érige en système ; aussi devant les constructions idéologiques les plus séduisantes. Mais je me rends bien compte que cette hérésie-là est négative. Tout au plus constitue-t-elle une self-défense, un salutaire nettoyage de l'acquis intellectuel, livresque ou expérimental, lequel permet à l'esprit d'aborder en toute liberté n'importe quel problème. Mais la révolution ?... Dès que nous la concevons possible ou souhaitable il faut y attacher notre pensée, non plus superficiellement mais dans un effort de clarté. Il faut réfléchir à l'événement, au sens qu'on voudrait qu'il eût s'il se produisait ; surtout aux principes qui doivent en marquer la valeur dans le domaine de ces deux grandes choses que sont la paix et la justice entre les hommes.

La révolution est comme ces grands mythes qu'on respecte sans oser les examiner de trop près de peur que la raison raisonnante ne les fasse chanceler en cherchant à en découvrir le contenu.

Y a-t-il des contingences, une poussée révolutionnaires en France ? Le pays est-il conservateur, socialiste, communiste ? Ou rien du tout, le scepticisme et la lassitude générale n'autorisant même plus ces échappées vers l'avenir ?

Retour en arrière

sur la doctrine de Sorel et sur une époque révolutionnaire mieux accusée que la nôtre. La classe ouvrière y était tout autre que maintenant, non dans ses masses mais dans ses avant-gardes. Elle venait de se libérer — croyait-elle — des politiciens et menait son propre combat. Qu'on me permette d'y revenir, car c'est une période que j'ai vécue avec intensité, non en philosophe, mais en acteur passionné.

Je la situe, cette époque, à ma sortie du régiment en 1896. Je travaillais sur un chantier (construction d'une jetée-débarcadère) où il me fut donné de rencontrer encore quelques vieux compagnons tout remplis du souvenir de la Commune et qui parlaient de choses dont je ne sentais pas très bien toute la portée. Quelques années plus tard je devenais postier à Paris, de sorte que j'ai assisté à la naissance de la C.G.T. et aussi à celle du syndicalisme dans les services publics et chez les fonctionnaires. Je devais faire là une carrière de militant passablement tourmentée.

Je crois qu'il convient de relire l'étude de Louzon sur cette période du jeune syndicalisme ouvrier si l'on veut saisir la différence entre l'action révolutionnaire des minorités agissantes et la lourde machine qui devint plus tard le syndicalisme des masses.

Sorel fut le philosophe, le doctrinaire de cet « ouvrierisme » indépendant. Louzon prétend justement que c'est à la pratique ouvrière que Sorel doit toute sa construction idéologique. C'est vrai. Mais il est également certain que la doctrine sociale de Sorel eut ensuite sa répercussion et son influence profonde sur les jeunes militants, dont j'étais, par la

transposition, sur un plan plus vaste, des facteurs sentimentaux et des données morales (révolte pour la Justice) qui animaient la lutte quotidienne et en faisaient une sorte d'héroïsme prolétarien capable de susciter l'enthousiasme.

La pensée maîtresse de Sorel était que le syndicalisme devait tendre à séparer aussi profondément la classe ouvrière de la bourgeoisie que les premiers chrétiens se séparaient du monde païen pour instaurer entre eux une société nouvelle dotée d'institutions originales, d'une justice, d'une règle de vie totalement étrangère au milieu romain dans lequel elle se développait. Selon Sorel, il s'agissait aussi pour les ouvriers de créer une société fermée à l'intérieur d'une autre et de faire petit à petit éclater les cadres de cette dernière en la vidant de toute vie, le syndicat devenant la cellule essentielle d'une société de producteurs. Cette doctrine de l'isolement syndicaliste, faisant appel au sacrifice et au refus, s'apparentait, en effet, aux positions du premier christianisme. L'opposition au patronat se faisait irréductible : il s'agissait de tenir les exploités en révolte permanente et de bâtir une nouvelle cité dans l'abnégation. C'était là un grand dessein à proposer à de jeunes hommes. On en appelait à leur courage pour des buts plus hauts que l'amélioration des salaires ; on ne parlait de rien de moins que de la suppression du salariat, que de l'émancipation totale des travailleurs, que d'une révolution qui devait abolir les classes et le privilège de l'argent, bousculer un ordre social basé sur la propriété et le profit. On accordait à la grève générale insurrectionnelle une grande vertu sans voir plus loin que la donnée romantique et sans démonter, par l'étude et la réflexion, le mécanisme complexe des sociétés modernes. A vrai dire, il s'agissait là de constructions intellectuelles dont les deux grands architectes furent Sorel avec ses « Réflexions sur la violence » et Lagardelle avec son « Mouvement socialiste ». Dans le monde ouvrier on restait les pieds mieux fixés sur le sol. Je me souviens d'une conversation que nous eûmes, Taboulot et moi, avec Griffuelhes et Pouget, au secrétariat de la C.G.T. naissante (vers 1902 vraisemblablement, puisque notre intention était d'intéresser la C.G.T. aux mouvements qui se dessinaient dans nos milieux administratifs). Nous eûmes bien l'impression que ces vieux militants ouvriers, (nous étions jeunes, nous) observaient les choses avec prudence et sang-froid sans se livrer à des anticipations trop audacieuses. Je puis même dire que nos idées trouvèrent auprès d'eux un accueil plutôt froid. Ils étaient tout entiers à « l'ouvriérisme » pur ; ils ne croyaient guère à l'appui du « prolétariat en faux col », et la méfiance qu'ils avaient de l'Etat s'étendait facilement chez eux à son nombreux personnel de fonctionnaires. Mais revenons au syndicalisme révolutionnaire des premiers temps.

Comme je l'ai dit, cette époque faisait surtout appel aux minorités agissantes, à la bagarre continue dans une révolte spasmodique ou concertée contre le patronat. C'était l'action directe plus soucieuse d'enthousiasme et de cran que d'effectifs.

Je crois qu'elle ne comportait pas tout le sens philosophique et moral du sorellisme. Elle répondait plutôt à l'idée fondamentale d'échapper aux partis politiques fractionnés à l'époque en trois ou quatre tendances qui s'opposaient dans des luttes stériles. Elle visait à entraîner le prolétariat à la lutte ouverte en ne comptant plus que sur lui-même. Inutile de dire que libertaires et anarchistes, proudhoniens ou blanquistes étaient bien préparés à se rallier à cette conception du syndicalisme. Proudhon avait laissé dans l'atmosphère sociale les échos de sa diatribe sur le suffrage universel et la Commune y avait mis des réminiscences

de barricades et d'insurrection. Et tout cela réapparaissait depuis Fourmies et les premiers redressements ouvriers matés à coups de fusil ou d'emprisonnement.

Le syndicalisme de la période héroïque pouvait-il durer ?

Quoi qu'il en soit, la question qui se pose est celle-ci : Ce syndicalisme turbulent et courageux pouvait-il durer ? Evidemment non. Il avait un caractère utopique dont on se rendit compte plus tard. Le régime capitaliste était trop solide pour être sérieusement ébranlé par des minorités passionnées. Il fallait engager toute la classe ouvrière dans l'action. Mais comment l'empêcher de s'embourgeoiser, comme le redoutait Sorel, dans une société où toutes les classes sociales jouissaient d'une liberté relative propice à des contacts et des imprégnations ? Seuls une foi ardente, des ghettos ou des monastères peuvent séparer des groupes d'hommes. Et encore !...

Fatalement le syndicalisme d'action directe devait rapidement perdre de sa force. En voici d'ailleurs d'autres raisons : les conquêtes mêmes du syndicalisme en réduisaient les exigences ; son extension aux masses ouvrières en tempérant l'ardeur, l'émasculait, en quelque sorte, à mesure que la condition des salariés s'améliorait sous le triple ressort de l'action syndicale, de l'évolution des techniques, de l'évolution de l'esprit public. N'oublions pas, en effet, que de l'époque 1896, prise pour point de départ, à nos jours la classe ouvrière a vu se réaliser les réformes sociales suivantes : loi sur les accidents du travail, amélioration des lois sur la salubrité et la sécurité dans les ateliers, sur la protection de l'enfance. Limitation de la durée de la journée de travail. Repos hebdomadaire. Contrats collectifs, congés payés, sursalaire de nuit ou pour heures supplémentaires de travail, etc... et bien d'autres améliorations de détail qui furent le fait autant des mœurs que des lois. Le vieil « Autrefois » avec son patronat incompréhensif et imbu de son rôle changeait petit à petit de visage ou disparaissait. Le syndicalisme gagnait ainsi les masses dans un certain mieux-être propre à apaiser ou à endormir l'esprit révolutionnaire. Branché sur ces faits essentiels, l'embourgeoisement s'accroissait encore par tout ce qui était susceptible de détourner les esprits des grands problèmes sociaux : les loisirs, le sport, le cinéma, la T.S.F. Ce sont là des dérivatifs non négligeables. Et enfin... qui mesurera jamais les conséquences du massacre de la jeunesse au cours des années tragiques 1914-1918 !

La classe ouvrière a-t-elle retrouvé une conscience révolutionnaire ?

D'aucuns répondront carrément non. Je ne suis pas si catégorique étant mal placé maintenant pour en juger par de fréquents sondages. J'incline pourtant à penser qu'il n'y a pas de conscience révolutionnaire, au moins dans les masses ; c'est ce qui m'a fait écrire plusieurs fois : on n'accouche pas un ventre vide. Il y a seulement des agitations réflexes limitées aux besoins élémentaires du moment. On regimbe si le standard de vie s'abaisse trop, mais il n'entre guère dans ces réactions un souci de changer l'ordre social de fond en comble.

Sans doute, après l'effondrement du syndicalisme

sous l'occupation, une activité quelque peu brouillonne s'est manifestée depuis la libération. Était-ce là une renaissance ? Je ne l'ai jamais pensé. La catastrophe qui s'était abattue sur le monde avait créé une misère profonde partout, et notre pays en particulier a subi un appauvrissement si grand qu'on n'est pas parvenu à le chiffrer exactement. La fuite devant le malheur devait prendre l'aspect d'un sauve-qui-peut malhonnête et odieux, où les faibles seraient inmanquablement écrasés, dans un pays si pénétré d'individualisme, et qui, faute de civisme, érige le système D au faite des qualités dont il s'enorgueillit. Ça n'a pas manqué. Après qu'on eut rejeté tous les vieux, les déficients et les économiquement faibles dans une nouvelle classe sociale qu'on pourrait appeler « les parias de la foire d'empoigne », la classe ouvrière active fut à son tour la grande victime parce que notre économie libérale détraquée ne réussissait pas à équilibrer les salaires et les prix. De là des remous, des colères, des troubles, des grèves, souvent exploités, par surcroît, à des fins partisanes. On pouvait se laisser prendre à l'illusion d'un réveil de la conscience ouvrière, en effet. Mais pour ne pas être dupe, il suffisait de se rappeler ce qui s'était passé entre 1910 et 1939 et qui empêchait la révolution de reparaitre dans les esprits avec toutes ses exigences. C'est le fait que, le syndicalisme héroïque a-politique, a-parlementaire des premiers ans ayant échoué, il fut petit à petit déserté par bon nombre de militants désabusés ou ambitieux au profit d'une méthode nouvelle : la conquête des pouvoirs publics par le bulletin de vote. La classe ouvrière avait en somme démissionné. Le travail s'était mis lui-même en tutelle et comptait acheter sa libération au moindre prix, c'est-à-dire par l'intermédiaire de représentants au parlement, par les partis politiques de gauche.

Des esprits généreux, dans la clandestinité de la résistance, ont eu la hardiesse de penser et de croire que fatalement ou logiquement la libération allait, de plano, entraîner les masses à la révolution. La bourgeoisie, honteuse de trop de complaisances envers les vainqueurs de la part d'un grand nombre de ses représentants les plus qualifiés, n'aurait peut-être pas opposé une grande résistance à une poussée populaire. La révolution a peut-être eu une chance à ce moment précis. Mais il y avait les politiciens, les partis, à qui le prolétariat avait remis son destin depuis longtemps. On sait comment tout se liquéfia en salive et en encre, s'effrita en parolotes, en rivalités, en querelles partisanes dont le grand bénéficiaire fut le parti communiste. La conquête des pouvoirs publics par la voie légale de l'électorat implique le renoncement à la guerre sociale, et à la violence qui, selon Sorel, devait lui maintenir ce caractère de guerre sans compromis possible. En remettant la charge de son émancipation à des partis politiques, la classe ouvrière reconnaissait donc la légalité républicaine et jouait le jeu assez loyalement, comme par un logique de l'abandon d'elle-même.

Depuis une trentaine d'années, le parlementarisme triomphait. Dans le syndicalisme ouvrier, il ne manquait pas d'amateurs pour ce rôle de « délégué dans les assemblées délibérantes », comme on disait. C'était moins ingrat que celui de militant de base et entraîneur d'hommes. Au prix d'un stage souvent éphémère dans le syndicalisme, le candidat s'assurait un avenir plus agréable, convaincu d'ailleurs qu'il servait la cause ouvrière au parlement, même en contribuant à vider le syndicalisme de ses éléments actifs. C'est ainsi que petit à petit la conception révolutionnaire de la première période s'était effacée dans les brumes, et, bien assagi, le syndicalisme ramenait ses ambitions à celle d'un simple corporatisme au jour le jour, sans

mettre en cause la structure économique, la légitimité du profit et de la propriété. On ne concevait plus qu'un seul plan : celui des salaires et l'on dépensait une énergie réelle à des revendications sans cesse renaissantes — et pour cause !

C'est donc par un long processus que l'idée d'une révolution insurrectionnelle, catastrophique, s'était transformée en conquête de pouvoirs publics, que les partis ouvriers s'étaient puissamment affermis, organisés. Les naifs de la résistance devaient les retrouver à la libération avec leurs cadres, leur idéologie, leur tactique... et une classe ouvrière qui faisait de plus en plus confiance au plus dynamique : le parti communiste.

Ce dernier cependant n'était pas sans inquiétude au sujet du syndicalisme dont il n'ignorait ni le passé ni les réflexes possibles. Sa docilité lui donnait bien quelque méfiance. Aussi s'appliqua-t-il à l'envahir, à le domestiquer, à le politiser, à lui arracher tous les leviers de commande pour empêcher son réveil et son retour à une indépendance dangereuse. Tout le monde connaît le processus doucereux ou brutal de cette mainmise. La maladresse des dirigeants du parti communiste gâcha tout. Elle devait amener à cette catastrophe : la scission. Ils étaient trop bêtes pour en flairer l'approche et en mesurer les conséquences.

Mais dans le même temps, que se passait-il hors de la classe ouvrière ?

Démocratie et classes sociales

Parallèlement à l'évolution du syndicalisme pendant un demi-siècle s'opérait un changement dans toutes les classes de la société. La division du travail y faisait naître la moyenne industrie; le progrès technique rejetait beaucoup de main-d'œuvre dans l'échange ou dans les professions parasitaires. En cinquante ans, les boutiquiers ont pullulé partout, les uns auxiliaires utiles de la production, les autres parfaitement superfétatoires. Même remarque pour les intermédiaires de toutes sortes. Puis, ce que j'appellerai en gros le divertissement (dancings, théâtres, cinémas, tourisme, sport, etc...) a engendré des activités qui, dans une certaine mesure, reclassaient des travailleurs arrachés à l'industrie par le machinisme. Il s'est donc opéré une sorte de regroupement de forces issues de l'industrie et de l'agriculture, forces disparates, bigarrées, qui sont venues s'ajouter à l'artisanat survivant pour former les classes moyennes. On en parle toujours au pluriel parce qu'elles se subdivisent en un grand nombre de catégories.

Mais le changement le plus important depuis la guerre 14-18 a été l'ascension de la paysannerie. Elle tient une grosse partie de la fortune française. Elle sort petit à petit de son individualisme foncier; elle s'éveille à l'industrialisation, au modernisme dans les techniques. Surtout elle s'organise de plus en plus pour la défense de ses intérêts encore qu'elle soit loin de présenter un front homogène. Mais sa tendance à former une vraie classe sociale est indéniable. Dès maintenant, elle offre un bloc aussi compact que celui de la classe ouvrière.

Il faut considérer, d'autre part, que la forme anonyme des entreprises de la grande industrie a éparpillé le capital en de nombreuses mains. Il n'est plus si commode d'évoquer le « mur d'argent », les « congrégations économiques ». Les nationalisations leur ont certainement porté un coup. Il aurait pu être plus rude si cette grande expérience n'avait pas été en partie sabotée par les politiciens, si elle avait été conçue comme une véritable socialisation seulement soumise aux impératifs du rendement, de la compétence, de l'ordre gestionnaire avec un contrôle vraiment national

non inféodé à une politique quelconque. Quoi qu'il en soit, le grand capitalisme a été touché mais il a de rudes chances en réserve : les bévues des politiciens, leur aveuglement de partisans, et enfin l'appui de centaines de milliers d'épargnants. Les innombrables valeurs industrielles ou d'Etat répandues dans leur public bigarré créent un conservatisme social; l'épargne a beau être pillée, détroussée périodiquement, elle reste toujours un élément conservateur, un facteur antirévolutionnaire parce qu'elle implique l'instinct de sécurité qui table sur la stabilité des choses, d'un ordre ou d'un régime. Le minuscule capitaliste est souvent plus conservateur que le gros magnat qui fait la loi dans les assemblées générales des entreprises industrielles.

Le tableau de la société française d'aujourd'hui n'est donc plus exactement celui d'il y a un demi-siècle. Les classes sociales y sont moins bien délimitées. L'évolution naturelle des idées a même altéré en chacune d'elles cette sorte d'unité qui cimentait les attitudes. Les macrobites du patronat de droit divin disparaissent petit à petit. Un patronat nouveau plus cultivé, plus perméable à certains courants, plus psychologue aussi s'emploie à éloigner la guerre finale révolutionnaire dont il redoute les inconnues. Si bien que lorsque l'on parle de lutte de classes, on ne sait plus très bien où sont les classes opprimantes ni contre laquelle il faut diriger les révoltes.

Dans quelques années, par suite d'un remembrement qui s'impose, une agriculture industrialisée s'épanouira partout. Elle recréera des hobereaux, non plus parasitaires mais devenus chefs de grandes entreprises employant de nombreux salariés. Savoir si ces koulaks montreront la même habileté manœuvrière que le jeune patronat industriel ?

Devant ces changements, si nombreux et si divers, le salarié d'aujourd'hui, s'il rêve encore de révolution, ne sait plus quelle attitude prendre, à quel sauveur faire appel, à quel grand dessein il pourrait bien donner son courage et sa bonne volonté. C'est une époque de grand désarroi. Pour les jeunes surtout le cheik est difficile; ils sont désemparés. Ils sentent que ce monde est mauvais, injuste, mal organisé ou même chaotique, et aussi que des temps meilleurs seraient possibles. Mais les événements du passé ont étendu le brouillard partout et rendu les difficultés inextricables. Ne sachant plus très bien où porter leurs coups, et pris à la gorge par les nécessités de l'existence matérielle, beaucoup de jeunes renvoient purement et simplement aux rhéteurs le thème révolution et se débrouillent à la petite semaine dans le crabisme.

Le crabisme ?...

C'est la compétition sans grandeur faite de tous les appétits peu délicats, peu scrupuleux sur les moyens d'attraper quelques sous. Dans le crabisme, on fait flèche de tout bois, on tire sur toutes les ficelles sans jamais élever les problèmes au-dessus d'un égoïsme qui ne s'embarrasse ni de morale, ni de civisme, ni d'altruisme surtout. Ce n'est plus la lutte de classes, c'est la lutte entre individus. Le petit crabe invoque ses besoins, le plus gros ses mérites ou ses talents, le moyen crabe invoque les droits acquis, les précédents, les coutumes, que sais-je ? Et tous les crabes disent : une seule chose, se démerder.

C'est ce crabisme qui rend impossible, par exemple, le reclassement de la fonction publique : trois ou quatre mille emplois se tirent dans les jambes, se jalouent en invoquant toujours des mérites imaginaires ou incommensurables entre eux et ne relevant d'aucun arbitrage possible. C'est également le crabisme qui érige en dogme intangible le respect

du fameux éventail des salaires. C'est encore le crabisme qui fait loucher le travailleur national contre son copain de chantier italien, polonais ou hongrois; dès qu'il y a menace de chômage, la xénophobie a vite repris ceux qui braillent « les damnés de la terre » ou « prolétaires de tous les pays unissez-vous ». Car il ne faut pas voir les salariés nantis de toutes les vertus; le Français, entre autres, est loin d'être pénétré d'un esprit d'équipe, de groupe communautaire dans lesquels les efforts et les talents se fondraient en des moyennes qualitatives et quantitatives appréciables collectivement. C'est peut-être pour cela que les communistes parlent de tout sauf de communisme.

Dans les époques de pénurie et de malheur comme la nôtre le crabisme devient virulent. C'est la ruée, c'est la jungle. Et devant le spectacle d'un monde désaxé, en proie aux luttes mesquines sous l'empire des nécessités élémentaires, le jeune qui arrive à l'âge d'homme avec des enthousiasmes, avec, en lui, quelque chose de pur encore, avec un besoin de s'attacher à quelque grande tâche qui vaille qu'on se dévoue et qu'on se batte pour la conduire à bien s'effraie et se décourage. Il rêvait d'une grande épreuve, d'une belle aventure : il voit des horizons fermés, pleins de laideurs et de pestilences. Le jeune interroge, se tourne vers les anciens dont il ignore ou raille le passé, les rudes efforts, les âpres luttes, pour ne voir que le désordre actuel dont il est victime. Quelques-uns appellent un messie, un faiseur de miracles. Mais il y en a probablement qui doivent sentir en eux l'aiguillon de la révolte contre le fait établi, contre les conventions sociales, contre la condition prolétarienne moderne, et qui mesurent l'étendue d'un aussi vaste problème. Ceux-là doivent certainement commencer par en repenser les données s'ils ne sont pas de vulgaires suiveurs moutonniers attachés mystiquement aux lèvres d'un politicien qui, du haut d'un tréteau, foudroie toutes les difficultés avec des slogans, des mots et des formules de charlatan.

Et ces jeunes hommes de bonne volonté sont forcément amenés à nous poser un grand nombre de questions...

De quoi s'agit-il ?

Qu'est-ce que vous entendez par la révolution ? Est-ce simplement la prise du pouvoir ou l'exigence qui en découle et qui implique la capacité créatrice ?

Comment concevez-vous un ordre nouveau ? Croyez-vous que cet ordre qui, nécessairement, dans l'économie, bousculerait des préjugés, des intérêts, des résistances, puisse s'établir sans violence ? Aune révolution n'a réussi ce tour de force, comment le voyez-vous possible ?

Quels sont vos principes ? L'ordre nouveau réaliserait-il la dissolution du gouvernement dans l'organisme économique, comme le voulait Proudhon, ou la souveraineté serait-elle accordée à l'Etat traditionnel chargé, par surcroît, d'orienter l'économie ? Donc, économie libre, semi-libre ou dirigée ?

Dans quelle mesure l'ordre nouveau respecterait-il la liberté individuelle : 1° en matière politique ; 2° dans l'économie ; 3° dans le domaine de la pensée et de son expression ?

L'initiative privée et la liberté d'entreprise considérées, par un grand nombre de peuples, comme les grands, voire les seuls moteurs de la civilisation industrielle doivent-elles faire place à d'autres conceptions ? Par exemple, l'idée de « service social » et de dévouement à une œuvre collective vous semble-t-elle un ressort assez puissant pour amener les travailleurs à sacrifier en partie leur individualis-

me à la grandeur de la société socialiste ou communiste ?

Proudhon distinguait entre l'autorité et la raison, cette dernière devant, selon lui, supplanter l'autorité. Croyez-vous cela possible sans une sorte d'ascèse dans le civisme, qui manque précisément aux peuples latins, et singulièrement aux Français ? Ne pensez-vous pas, au contraire, que le complètement des appels à la raison, pour quelques-uns qui n'en ont guère, a toujours été une trique ?

Enfin comment voyez-vous possible la suppression du salariat ?

La révolution peut-elle être l'œuvre d'une seule classe sociale, la classe ouvrière ? Une révolution nationale seulement, donc isolée, vous semble-t-elle possible si elle se heurte à l'hostilité du reste du monde ?...

De quelques propositions...

Je ne veux pas continuer l'énonciation d'un grand nombre de questions qui viennent à l'esprit dans un enchaînement plus ou moins logique. Mais voici quelques propositions qui valent d'être soumises, je crois, à la réflexion de ceux qui observent la marche du monde :

1° Les événements sont, de nos jours, à une échelle qui ne permet plus de raisonner comme il y a un demi-siècle. Il ne faut pas s'attarder dans des temps révolus. La charte d'Amiens est bien vieille ;

2° La civilisation tend à une complexité toujours plus grande. Elle fixe sans cesse de nouveaux problèmes, dont un certain nombre ne peuvent recevoir de solution que du temps et de l'évolution des idées ;

3° L'expérience démontre chaque jour que l'ère des grandes découvertes n'est pas achevée. La science moderne appliquée à toutes les techniques et dans tous les domaines peut, dans un temps très court, bouleverser et rendre caduques les conceptions que nous avons du travail, de la propriété, de la liberté, de nos besoins ;

4° Une révolution industrielle peut abolir tous les motifs légitimes et actuels d'une révolution sociale, ou bien en changer totalement les aspects. Tous les scientifiques assurent que l'homme moderne possède dès maintenant les possibilités de rétablir rapidement le règne de l'abondance et de relever, dans un nombre très grand de cas, l'homme par la machine. La période dite « entre les deux guerres » nous a d'ailleurs prouvé que l'hypothèse n'est pas chimérique. Que deviendraient alors la malédiction ancienne que « l'homme doit gagner son pain à la sueur de son front » et la formule féroce des Russes : « Qui ne travaille pas ne mange pas » ?

Cela amène directement une observation sur notre concept actuel : L'existence matérielle des hommes est forcément liée à un travail effectif, à une production. Le temps n'est peut-être pas loin où l'énorme machinerie économique nécessaire à la production mondiale ne demandera plus aux hommes que quelques heures de travail par jour.

Il faudra donc réviser complètement nos idées sur la répartition du travail et celle du loisir (car l'affreux chômage, le mot et la chose, doivent disparaître). C'est alors un problème nouveau qui se posera : celui du service social, sa forme, sa durée, le choix de ceux qui en seront dispensés sans qu'à aucun moment de l'existence humaine l'impossibilité de travailler n'entraîne pour qui que ce soit une privation, une gêne ou la misère. Nous ne sommes pas dans l'utopie en songeant dès maintenant à cet immense progrès humain. La science au service des techniques le réalisera certainement, si les

hommes sont assez sages pour ne point en éloigner l'avènement par de nouvelles guerres de destruction ;

5° Nos constructions idéologiques sont toujours en retard d'une ou plusieurs décades. Ce qui vaut pour l'époque de pénurie actuelle ne répondra plus aux circonstances dans dix ans. Nous serons peut-être revenus à brûler le café et le blé dans les locomotives et à pratiquer un malthusianisme criminel faute d'avoir conçu et organisé à temps une économie distributive répondant non plus à la loi du profit mais à la satisfaction des besoins ;

6° Toute la vie universelle se ramène à une loi d'équilibre. Les choses humaines aussi. L'un des premiers objectifs d'une révolution économique est la recherche du point d'équilibre entre la production et les besoins.

Même remarque pour la liberté dans l'ordre économique. La vie individuelle et la communautaire ont chacune leur exigence. Pas d'ordre social juste sans le respect de l'une et de l'autre. La liberté individuelle a ses limites marquées par les disciplines nécessaires à l'épanouissement de la société. Il s'agit de déterminer entre les deux choses le point d'équilibre qui réalise la justice sociale. Car, bien entendu, je n'appelle pas révolution un trouble plus ou moins profond ou sanglant qui substitue une tyrannie à une autre. Si l'oppression et le despotisme changent de forme (Etat, bureaucratie ou police) la révolution est à refaire ;

7° La contradiction majeure de nos temps est la cristallisation des idées et des sentiments autour des nationalismes, alors que les réalités économiques et le rétrécissement du monde commandent qu'on s'en affranchisse. Patriotisme et universalisme sont deux courants opposés, deux antinomies. Pourtant l'un et l'autre se manifestent avec force dans notre monde tourmenté et ruiné. Ici le point d'équilibre ne peut être recherché que dans un système fédéral au sein d'une unité territoriale beaucoup plus vaste où chaque peuple conserverait ses caractères en aliénant une part de sa souveraineté. Il faut précipiter l'évolution des idées dans ce sens. Notre syndicalisme se doit de redevenir internationaliste avec toute l'intelligence et le discernement que l'expérience nous commande.

Et maintenant ?

Je me réserve — si l'on me le permet — de revenir sur les questions et propositions que je viens de soumettre à tous les esprits libres. A l'une des principales, Victor Serge a répondu par avance dans la conclusion de son étude sur la déviation de la Révolution russe au bout de trente ans :

« Tant de changements se sont produits dans ce monde chaotique que pas une conception marxiste valable en 1920 ne saurait plus trouver maintenant d'application pratique sans les mises à jour essentielles. Je ne crois pas que, dans un système de production où le laboratoire acquiert par rapport à l'atelier une prépondérance croissante, l'hégémonie du prolétariat puisse s'imposer, si ce n'est sous des formes morales et politiques impliquant en réalité le renoncement à l'hégémonie. Je ne crois pas que la « dictature du prolétariat » puisse revivre dans les luttes de l'avenir. Il y aura sans doute des dictatures plus ou moins révolutionnaires : la tâche du mouvement ouvrier sera toujours, j'en demeure convaincu, de leur maintenir un caractère démocratique, non plus au bénéfice du seul prolétariat, mais au bénéfice de l'ensemble des travailleurs et même des nations. En ce sens la révolution prolétarienne n'est plus à mes yeux notre fin ; la révolution que nous entendons servir ne peut

être que socialiste au sens humaniste du mot, et plus exactement socialisante, démocratiquement, libérairement accomplie... »

Je pense, moi aussi, que la conception catastrophique d'une révolution accomplie par une seule classe sociale est périmée. Mais si les hommes, hébétés, meurtris, découragés par les terribles épreuves de la guerre n'ont pas encore retrouvé une conscience révolutionnaire, un réveil ne peut pas manquer de se produire. Et dans la nouvelle catastrophe qui nous tombe dessus — je veux parler de la scission qui va paralyser la classe ouvrière — il y a peut-être un bienfait : celui de nous obliger à une prise de conscience des réalités et des rôles importants que le syndicalisme doit jouer.

Il faut donc savoir, maintenant que la scission est un fait accompli, quel contenu idéologique on pourra mettre dans la nouvelle C.G.T. Force Ouvrière, en dehors de l'action purement corporative qui n'est pas négligeable pour la défense au jour le jour des intérêts légitimes des travailleurs, mais qui ne doit pas dégénérer en crabisme.

Dès maintenant, j'exprime deux craintes : d'abord que la nouvelle C.G.T. s'égare dans un anticommunisme de principe. Ce serait une erreur grave. Il faudra tôt ou tard refaire l'unité ouvrière. Je sais bien, il y a des dirigeants communistes qui sont à la fois des militaires et des religieux qui s'ignorent. L'armée et l'Eglise ont produit de grandes figures, quoi qu'on en dise, mais en la personne de certains chefs communistes elles se sont confondues en un composé de l'adjudant et du frère ignorantin.

Et après ? Est-ce que cela ne s'est rencontré que dans ce parti ? Il n'en reste pas moins que la grande masse des ouvriers communistes est une force active, et que, par sa charte même, le syndicalisme s'interdit toute prévention, tout ostracisme contre un syndiqué en raison de ses opinions politiques, philosophiques ou religieuses tant que, de bonne foi, ce dernier se soumet aux disciplines syndicales et ne vise pas à servir délibérément un parti à travers l'organisme professionnel. Il ne faut pas que la nouvelle C.G.T. soit soupçonnée de complicité avec d'autres forces disparates dans le pays dont les campagnes anticommunistes ont un sens facile à déceler. La C.G.T.F.O. doit rester ouverte à tous. Personnellement, je vais plus loin, et je dis que les trois grands organismes ouvriers — j'y comprends la confédération des travailleurs chrétiens — devront avoir des contacts suivis et ne pas couper les ponts entre eux. Les événements leur imposeront probablement des actions communes.

Ma deuxième crainte est que le syndicalisme français coupé ainsi en tronçons ne soit plus capable d'opposer un front commun, d'une part à la psychose de guerre, d'autre part à la renaissance d'un capitalisme dont les sympathies pour l'Amérique des grands trusts ne fait pas de doute.

La position de la C.G.T.F.O. sera extrêmement délicate en face de ce danger. Car, du côté communiste où des maitres-gaufres sont à la barre avec, sur les yeux, des lunettes en zinc mais fabriquées à Moscou, il peut se produire toutes sortes de maladroites ou de manœuvres. Il faudra sans cesse éclairer la classe ouvrière, dissiper les brouillards, les mensonges, affirmer la nécessité de faire enfin une Europe unie et viable dans une ambiance de liberté. C'est une grande œuvre de patience et d'habileté. Elle ne convient pas à des fanatiques mais à des hommes de raison et vraiment libres.

A nous les libertaires, à nous les hérétiques !

VALLET-SANGLIER.

Parmi nos

LETTRES

Après 50 ans de luttes le bilan n'est pas négatif

Il faut entendre les jeunes — plus nombreux qu'on ne le croit — que leur inquiétude oriente vers la R.P. Il faut aussi entendre les « vieux » qui retrouvent dans la R.P. les tendances fondamentales du syndicalisme français. C'est encore à un de ces anciens, notre camarade Fontaine, vieux militant de l'Enseignement, que nous donnons la parole aujourd'hui. Et ses propos sont de nature à reconforter ceux qui doutent, à éclairer ceux qui veulent agir.

Le bilan de cinquante années de luttes dirigées par nos centrales syndicales n'est pas négatif. Le syndicat est une réalité, et, plus que le parti, il a conservé son aurole, son pouvoir magique. Les événements lui conservent toute sa valeur d'arme essentielle de défense des intérêts ouvriers. C'est grâce au syndicat que le salarié, le fonctionnaire, l'artisan, le paysan même, le travailleur quel qu'il soit, se sent moins isolé, a pris conscience de son existence dans la société, de son rôle social. Le syndicat a chassé de son âme, non seulement cette peur ancestrale des dieux, de ses maitres qui le hantait à la façon des héros d'Ibsen, mais encore lui a montré le chemin de sa libération. S'il n'a pas encore bien compris, néanmoins l'on peut affirmer aujourd'hui que l'ouvrier n'a plus peur de son patron, le fonctionnaire de son chef, le paysan de son propriétaire. Le pendule a peut-être oscillé un peu trop fort ! Bien sûr, bien sûr ! l'idéal entrevu par les militants d'avant la guerre de 1914 est bien loin d'être atteint : la classe ouvrière comme le chien de l'écriture retourne à ses vomissements, elle adore de nouveaux dieux, elle se « rue vers la servitude », selon la forte expression de Louzon. Mais est-ce bien profond, n'y a-t-il pas là réflexes héréditaires déclenchés par de faux prophètes, un mouvement artificiel habilement entretenu, sans force réelle, à la merci d'une épreuve sérieuse ? Un proche avenir va nous fixer sur ce point. J'ai, pour ma part, bon espoir que les événements qui se préparent ne démentiront pas mes pressentiments optimistes. Devant la faillite évidente des marchands, des intellectuels, des politiciens, jusqu'ici seuls organisateurs du partage inégal de la plus-value, la prédiction soréliste de la prise du pouvoir par l'homme en tant que producteur (créateur quantitatif et qualitatif des produits) me paraît conforme aux données de toute dialectique, même la plus spécifiquement marxiste. La charte d'Amiens reste toujours aussi actuelle ; le syndicalisme n'a qu'à lui rester fidèle, dans son esprit et dans sa lettre et il aura son heure.

Autre chose au sujet de la R.P.

**

Je pense que la partie économique, traitée par Louzon, ne tient pas assez de place dans la revue. Certains numéros des « Etudes matérialistes » auraient leur place dans la R.P. Pourquoi ? Parce que le drame mondial qui se joue à l'heure actuelle provient de la décomposition des classes dirigeantes, provoquée par la chute de l'Economie libérale. Le matérialisme historique que Marx n'a pas inventé, mais qu'il a interprété à sa façon en explique parfaitement l'effondrement. Les socialistes et les syndicalistes auraient un grand intérêt à le bien savoir, et s'ils le savent à s'en inspirer dans leur conduite présente. J'ai idée que si les luttes syndicales prennent de plus en plus une couleur politique, c'est précisément que les batailles économiques se livrent sur le terrain politique sans pour cela perdre leur premier caractère. Donc le syndicat (à caractère lutte de classes) est bien par nécessité obligé d'accepter la bataille, là et dans les conditions où elle se présente, quelle que soit son obéissance ou sa philosophie. Ce qui ne signifie pas pour lui qu'il faille sacrifier aucune parcelle de son indépendance et de son idéal.

Donc, même si les nécessités de la lutte l'obligent à prendre position sur des questions politiques (par exemple : plan Marshall, gouvernement mondial, union européenne occidentale, quatrième ou cinquième République, etc.), j'estime que le syndicat doit rester maître de ses décisions, de ses mouvements, de sa philosophie et conserver farouchement son indépendance. Il faut pour lui que les mots : intérêt ouvrier, libertés ouvrières, bien-être, etc., aient un sens clair, précis, qui ne prête à aucune équivoque. Par exemple, libertés ouvrières doivent signifier pour le travailleur : liberté de choisir son domicile, son genre de travail, sa religion, s'il en a une, son pays, sa compagnie, etc.

J'estime que le jour où le travailleur acceptera de force ou de plein gré, la vie en groupe fermé, en touffe, la vie encadrée, la vie de caserne, le camp de concentration (liberté surveillée), il ne faudra plus parler de syndicat, de progrès, d'émancipation, de liberté, une ère nouvelle s'ouvrira pour l'humanité. Ce sera au sens littéral du mot la fin du monde, tel que nous l'a donné l'histoire.

Suis-je trop pessimiste d'évoquer de semblables perspectives ? Et cependant ces questions se posent, comme elles se sont posées avant la guerre qui vient de finir. J'ai l'impression décevante en lisant les études de nombre de militants sur la scission qu'ils ne sont pas à la page. Est-ce être aveugle ou fou que de prévoir avant peu un coup d'Etat communiste en France, appuyé par la C.G.T. Frachon, que suivra immédiatement une intervention des U.S.A. qui ne toléreront pas d'avoir à dos la force armée française aux mains de P.U.R.S.S. ? Les C.G.T. indépendantes doivent avoir autre chose à faire que de discuter sur la meilleure façon de payer les cotisations, de distribuer les cartes, alors que demain peut commencer la bataille suprême, qui cette fois sera décisive et décidera du sort de l'humanité.

Syndicalisme et anarchisme

Notre camarade Francis Dufour, de Carcassonne, n'admet pas que l'on dise de la C.N.T. qu'elle est simplement une succursale de la Fédération anarchiste. Sur les rapports entre le syndicalisme révolutionnaire et l'anarchisme, il formule ici une opinion — discutable évidemment — mais qui n'est pas négligeable. Il s'agit d'ailleurs d'un débat qui remonte à la fondation de la C.G.T. et qui n'est pas clos..

Le syndicat est un groupement au moyen duquel s'assemblent des individualités pour la défense d'intérêts matériels ou moraux qui leur sont communs. Puissant moyen (pour le prolétariat) de démolition, de construction et d'émancipation, qui peut tout aussi bien, s'il se laisse injéoder, servir de simple facteur de consolidation dans un régime capitaliste décadent ou, ô malheur ! être un des instruments coercitifs d'un système étatique totalitaire. Ces constatations sur le syndicat étant faites, il nous reste à développer notre conception du syndicalisme et à déterminer ainsi le rôle que nous voulons et désirons ardemment voir jouer au syndicat.

Nous ne partageons pas l'opinion des partis politiques dits « révolutionnaires » qui « considèrent que le mouvement syndical doit être, non seulement une sorte d'école primaire — enfantine, plutôt — du socialisme en général, mais encore et surtout un grand corps sans âme, animé et dirigé par eux, avant d'être intégré dans l'Etat (toujours) totalitaire qu'ils rêvent tous d'instaurer ». Les syndicalistes révolutionnaires, reprenant les termes de cette partie de la résolution d'Amiens, qui déclare que « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production... » ; affirment avec la Charte — notre Charte — dite de Lyon, « que le syndicalisme, expression naturelle et concrète du mouvement (actif) des producteurs, confiant à l'état latent et organique, toutes les activités d'exécution et de direction capables d'assurer la vie nouvelle ».

Quant à l'anarchisme, c'est un courant impétueux du socialisme tendant à instaurer une société « où tous les hommes valides seront producteurs » et qui veut « que les activités sociales, au lieu d'être dirigées

par un organisme qui se superpose à elles, et, leur étant de fait étranger, devient une cause de désordre, de freinage et d'oppression — tel est l'Etat — le soient par les organisations émanant de ces activités mêmes et constituées par ceux qui les exercent ».

Parallèlement au syndicalisme révolutionnaire qui « résume et contient toute l'action ouvrière » nous sommes en toute objectivité amenés à reconnaître que loin d'exploiter, comme le font tous les partis politiques, le mouvement ouvrier, l'anarchisme ne peut être que l'animateur de cette élite de « militants assez lucides pour guider la majorité des travailleurs et, en l'absence d'une éducation, la protéger contre elle-même ».

Cela déterminé, en quoi l'influence d'un courant d'opinion tel que l'anarchisme pourrait-il être préjudiciable au syndicalisme révolutionnaire ? Je ne vois pas, car au fond confondre syndicalisme et esprit révolutionnaire ce n'est pas subordonner cette « indépendance d'action (qui nous est si chère) du syndicalisme en lutte constante contre l'exploiteur et l'oppresseur ; c'est au contraire marier deux expressions dont l'union, à mon avis, est indispensable à l'enfantement de cette société sans classes où tous les individus trouveront les conditions organiques, idéalistes et humaines de la Révolution sociale !

La situation syndicale dans l'Enseignement

D'un ami instituteur de la Haute-Vienne — le département du secrétaire général actuel du Syndicat national — ces observations reçues au début d'avril et qui appellent la discussion :

En vous envoyant le montant de mon abonnement, je tiens à vous adresser mes plus vifs encouragements pour l'effort que vous poursuivez. La repartition de votre revue a été pour moi, il y a un an, comme une lueur dans la nuit qui s'épaississait depuis le 1er septembre 1939.

Je suis entièrement d'accord avec la position de Monatte, Chambelland et Haqnauer sur l'affiliation syndicale. Je regrette profondément que la majorité de mes collègues de l'enseignement n'aient pas compris les raisons qui militent en faveur du rattachement à Force ouvrière. Dommage que ces arguments n'aient pas reçu une diffusion plus large. L'« Ecole libératrice » n'a accordé qu'une place infime au point de vue F.O. alors qu'on avait toutes les complaisances pour les partisans de la C.G.T. stalinisée. Aigueperse a bien élevé quelques timides protestations contre le sectarisme des communistes. Mais n'avait-il pas facilité l'accession au Bureau du S.N. de « son ami Labrunie » et autres seigneurs galonnés de la Résistance (leur sacrifiant des militants anciens et sans reproche) ?

Il ne faut pas se faire d'illusions. Le redressement sera difficile dans l'enseignement. L'activité tenace et sans scrupules des staliniens leur a permis de gagner du terrain, mal défendu par des adversaires hésitants et divisés. L'esprit « résistancialiste » est la source de bien des complications. Enfin le syndicalisme pur ne paraît pas être un moteur suffisant pour animer les masses populaires. Je crois à ce sujet que nous devons réviser certaines de nos positions.

Quant à la nouvelle centrale F.O. il est à craindre que, privée d'un contingent important de syndicalistes indépendants, elle ne soit rejetée sous l'influence exclusive de Jouhaux et de ses amis. Je souhaite me tromper. Attendons le congrès.

La crise syndicale n'est pas sans relation avec la situation internationale. Il serait utile qu'une confrontation analogue à celle qui a eu lieu sur l'orientation syndicale s'établisse sur les problèmes de l'organisation mondiale. Un mouvement intéressant a lieu actuellement en faveur d'un fédéralisme européen. Sur quelles bases peut-on envisager de fonder cette fédération ? Parlement ? Organisations ouvrières ? ou quoi ? Quelles limites fixer à cette Europe ? Faut-il refuser d'y inclure l'Espagne, par exemple ? Quels seront ses rapports avec les deux colosses, russe et américain ? Voilà des questions que j'aimerais voir débattre dans l'esprit internationaliste qui est le nôtre.

Notes d'Economie et de Politique

DE NAEGELEN A MORARD DE BLUM A DE GAULLE

Les élections à l'Assemblée algérienne, dont nous avons parlé le mois dernier — élections faites selon la recette stalino-fasciste, avec un truquage 100 p. 100 des urnes et pour lesquelles Moch lui-même a dû reconnaître devant la Chambre que « tout ne s'était pas passé d'une manière correcte » — ont une portée qui dépasse de beaucoup le cadre colonial. Elles sont, pour la France même, un signal et un avertissement.

Elles ont été faites sous la direction immédiate du gouverneur général **socialiste** Naegelen et sous la supervision du ministre **socialiste** Moch, mais avec l'approbation enthousiaste et l'appui total des éléments **fascistes** algériens. Ceux-là mêmes dont le fascisme s'exprimait avant-hier par les Croix de feu et hier par Pétain.

Leur principal porte-parole, le président des Chambres de commerce d'Algérie, Morard, n'en a pas caché. Au lendemain des élections, dans une déclaration devant le « Comité de l'Empire » (sic), celui-ci n'a pas hésité à reporter sur Naegelen tout l'honneur du succès remporté par « la France » (c'est-à-dire par la malhonnêteté et la fourberie des Français) au scrutin du 4 avril; l'attitude du nouveau gouverneur, a-t-il dit, a eu « une importance considérable sur le moral des électeurs ».

Or, par le fait du dynamisme des coloniaux qui est sensiblement plus élevé que celui des gens de la métropole, ceux-là sont généralement les premiers à s'engager sur les voies que ceux-ci ne tardent pas à suivre.

C'est en Afrique du Nord, au Maroc espagnol, et en s'y appuyant, dans les premiers temps, exclusivement, que Franco et les militaires espagnols ont pu, en 1936, réussir leur mauvais coup contre la République espagnole; de même, les Croix de feu étaient déjà les maîtres d'Alger lorsqu'ils ont tenté leur coup à Paris en février 34; et de même, enfin, la coalition Naegelen-Morard n'est que l'amorce de la coalition Blum-de Gaulle. Une coalition allant du « socialisme » au bonapartisme.

Ce ne sera pas là d'ailleurs quelque chose de nouveau, mais, au contraire, quelque chose de tout à fait conforme à la plus constante tradition de la bourgeoisie française; ce ne sera pas autre chose qu'une réédition de la « coalition de Versailles ». La coalition qui, depuis un siècle, rassemble périodiquement contre la classe ouvrière toute la bourgeoisie, depuis le plus riche des capitalistes jusqu'au plus miteux des petits-bourgeois, lorsqu'il faut opérer une saignée sur le prolétariat parce que celui-ci a été trop menaçant. La coalition de juin 48 groupait aussi bien les partisans de Louis-Napoléon que les républicains de Cavaignac; celle de mars-mai 71 allait du comte de Chambord à Louis Blanc et à Tolain en passant par M. Thiers et par Gambetta; prenant prétexte du pacte germano-russe, de la Rocque et Blum ont fait front commun en septembre 39, sous la houlette de Daladier, afin que la bourgeoisie ait sa revanche de 36: tout ce qui était ouvrier fut frappé indistinctement, aussi bien les anticommunistes du Centre syndical d'action contre la guerre que les adorateurs de Staline; et c'est cette coalition que nous reverrons demain, après qu'une nouvelle saloperie des czaristes français lui aura fourni un bon prétexte.

Pour l'instant, le danger immédiat n'est plus, comme c'était encore le cas tout récemment, le danger stalinien; il réside dans la coalition versaillaise, dans

la soif de sang qui s'empare, lorsqu'elle a eu peur, de l'hystérique bourgeoisie française et qui se satisfait, sous la conduite des éléments de « droite », avec l'acquiescement tacite des éléments de « gauche ». M. Blum pleurera — après coup; il dira lui aussi: « Je n'avais pas voulu cela », mais pendant tout le temps que « cela » sera, il acquiescera, au moins par son silence. Et ces messieurs du M.R.P. — qui sont, paraît-il, eux aussi, de « gauche » — libéreront leur conscience en demandant à leurs confesseurs l'absolution des massacres auxquels ils auront présidé.

Le tragique de notre destin est qu'en ce combat ultime, nous serons réduits à rester neutres! Nous ne pourrions prendre notre place à côté de la classe ouvrière, nous n'aurons même pas la ressource de mourir avec elle, car elle combattra sous le drapeau du stalinisme, et nous ne pouvons tout de même pas lutter pour une cause qui, si elle triomphait, apporterait au monde la nuit immédiate et au prolétariat la plus dure des servitudes qu'il ait jamais connues!

« ET SI MOI, JE VEUX ETRE TROMPE ! »

« Et si moi, je veux être battu ! » déclarait le Sganarelle de Molière. Nouveau Sganarelle, Jean Prolo veut, lui, délibérément être trompé.

Prétendre qu'on va faire baisser d'une façon tant soit peu durable le coût de la vie par un coup de baguette magique, ou par des mesures de police (fixation des prix, réquisitions, etc...), ou par des expédients tels que de jeter à perte sur le marché quelques dizaines de milliers de tonnes de viande congelée, est une absurdité qui ne résiste pas à une seconde d'examen. La hausse des prix est un phénomène dû exclusivement à l'inflation, c'est-à-dire à un phénomène monétaire; on ne peut donc agir sur elle que par des mesures monétaires, en arrêtant l'inflation.

Pendant, il est permis de ne pas se rendre compte qu'une chose est absurde, on peut ne jamais vouloir faire l'effort d'un peu de réflexion, mais ce qui n'est vraiment permis à quiconque, c'est de se refuser aux constatations de l'expérience. A des constatations sans cesse répétées et qui crévent les yeux.

Non seulement voici huit années que tous les régimes et tous les gouvernements qui se sont succédé ont annoncé que par des mesures diverses ils allaient empêcher la hausse des prix, et que les prix n'ont pas cessé de monter, mais il y a eu, en outre, il y a à peine plus d'un an, l'« expérience » Blum. Pour écarter une revendication menaçante des fonctionnaires, Blum annonça qu'il allait décréter une baisse des prix de 10 % et les prix, un an après... avaient doublé.

Eh bien! c'est cette expérience qui aujourd'hui recommence avec la tribu des Mayer, et aujourd'hui, comme il y a un an, la classe ouvrière française marche! Elle renonce à exiger une hausse des salaires correspondant à celle des prix, dans l'attente d'une... baisse des prix! Comme depuis huit ans, comme au début de l'an dernier, en ce printemps 48, elle se laisse, une fois de plus, duper! Au lieu de combattre pour la hausse de son salaire, seul terrain sur lequel elle peut lutter directement, par elle-même, avec ses propres forces, et donc d'obtenir des résultats, elle préfère se bercer de l'illusion qu'un autre qu'elle, l'Etat, lui évitera de faire sa besogne, par le miracle de la baisse des prix!

Mais, de fait, si la classe ouvrière française accepte ainsi de se laisser tromper, n'est-ce pas simplement parce qu'elle n'a plus assez confiance en elle-même,

n'est-ce pas qu'elle a perdu la volonté de lutte, qu'elle craint d'agir ? Si Sganarelle disait qu'il voulait être battu, c'est qu'il n'était pas assez fort pour empêcher qu'on ne le batte; si le prolétariat français veut être trompé, c'est qu'enlisé comme il l'est aujourd'hui, dans l'ornière du réformisme étatique et de la soumission à l'impérialisme russe, il a peur d'être vaincu.

LES PRIX N'ONT RIEN A FAIRE AVEC LES SALAIRES

Mais, au-dessus de la peur, la vérité garde ses droits. Rappelons donc encore une fois, en quoi consiste la vérité.

1° : Les prix ne dépendent pas des salaires

Les prix ne dépendent pas des salaires, c'est là le point fondamental qu'il faut absolument bien se mettre dans la tête, quoique les journalistes, les politiciens et votre concierge disent le contraire.

Qu'est-ce, en effet, qui détermine un prix ?

C'est uniquement le fait de savoir si, à ce prix-là, le commerçant peut vendre ou ne peut pas vendre sa marchandise.

Supposez que le salaire de l'ouvrier qui fabrique un objet soit augmenté de 10 % et que le patron décide, en conséquence, d'augmenter le prix dudit objet de 10 %. Si, à ce nouveau prix, le patron ne trouve pas d'acheteurs, il se trouvera bien dans l'obligation de revenir, malgré l'augmentation du salaire, à l'ancien prix. D'autre part, supposez, au contraire, que le salaire de l'ouvrier ne varie pas, mais que le patron s'aperçoive qu'il trouve facilement acheteur à un prix de 10 % plus élevé que celui auquel il vendait jusque-là; il est bien évident qu'il élèvera son prix de 10 p. 100, quoique le salaire n'ait pas bougé. Il s'ensuit que le prix d'un objet est toujours et n'est jamais que le prix maximum auquel l'objet peut être vendu. La hausse des salaires n'entraîne pas plus une élévation des prix que le maintien des salaires n'en entraîne la stabilité, ou que la baisse des salaires n'amène une baisse des prix.

Confirmation expérimentale au cours de ces huit dernières années : la hausse des prix a toujours précédé la hausse des salaires. Alors que ceux-ci étaient « gelés », qu'il étoit interdit de les accroître, aussi bien sous Vichy que sous de Gaulle, les prix n'en ont pas moins monté à une allure vertigineuse, et ce n'est qu'après une très forte hausse des prix, lorsque l'ouvrier risquait de crever de faim avec son ancien salaire qu'on se décidait à lui en fixer un nouveau.

2° : Les prix dépendent de la quantité de fausse monnaie émise

Nous venons de dire que les prix dépendent uniquement de la possibilité de vendre à de tels prix, que les prix sont toujours les prix maxima auxquels on peut trouver acheteur. Dès lors, si, à un moment donné, il existe une certaine quantité X de marchandises, qui soit à vendre dans un pays donné, il va de soi que ces marchandises pourront trouver acheteur à un prix d'autant plus élevé que les acheteurs auront davantage d'argent à leur disposition. S'il y a, par exemple, à un certain moment, 100 milliards de billets en circulation, ces marchandises pourront être vendues 100 milliards, mais pas plus; par contre, s'il y a le lendemain, non plus 100, mais 200 milliards de billets dans les poches des acheteurs, ces marchandises pourront être vendues 200 milliards, et, puisqu'il y a acheteurs possibles à 200 milliards, le

prix de vente sera porté à 200 milliards; autrement dit, les prix doubleront.

Or l'émission par l'Etat de faux billets de banque, l'inflation, consiste précisément en ceci qu'on accroît le nombre de billets de banque sans augmentation correspondante de la quantité des marchandises qui sont à vendre. D'où, en vertu de ce que nous venons de dire, et d'où seulement, la hausse des prix.

Quand est-ce que les honorables crétins du Conseil National Economique voudront-ils bien admettre ces vérités élémentaires ? Ou, s'ils les connaissent et les acceptent, quand en tireront-ils les conséquences ? Quand voudront-ils cesser de faire comme si elles n'existaient pas ?

En fait, leur imbécillité systématique trouve son explication dans cette constatation que fait Marx : « Toute l'histoire du passé — et, ajouterons-nous, celle du présent — « prouve que chaque fois qu'il se produit une semblable dépréciation de la monnaie, les capitalistes — et, ajouterons-nous, leurs complices du gouvernement, de la Presse et de tous les Conseils nationaux économiques — « s'empres- sent de saisir l'occasion pour frustrer les ouvriers. » « Prétendre, dans un pareil cas, » ajoute Marx, « que l'ouvrier ne doit pas réclamer avec insistance une augmentation proportionnelle des salaires » — c'est-à-dire l'échelle mobile — « revient à lui dire qu'il lui faut se contenter de mots en guise de choses. (1) »

Faire que l'ouvrier se contente de mots en guise de choses, telle est, en effet, la raison d'être et la seule fonction de tous les Conseils économiques, qu'ils soient d'hier, d'aujourd'hui ou de demain.

LA HAUSSE DES SALAIRES SUPERIEURE A LA HAUSSE DES PRIX

(suite)

Si les prix ne dépendent pas des salaires, c'est que leur rapport dépend uniquement du degré de combativité de la classe ouvrière et des conditions plus ou moins favorables dans lesquelles celle-ci peut mener sa lutte. C'est pourquoi, alors que le prolétariat français des années 40, émasculé par le notionisme, l'étatisme et le stalinisme, assiste à une élévation des prix bien supérieure à celle de son salaire, les classes ouvrières combattives continuent à voir, comme le prolétariat français des années 1900 et 1920, leurs salaires monter plus vite que les prix. Nous en avons déjà donné maints exemples; en voici un de plus :

D'après une statistique dressée par le Trust de l'Acier — et qu'à notre connaissance, les syndicats ouvriers n'ont point démentie — le salaire horaire des ouvriers métallurgistes américains a augmenté, depuis 1940, de 81,3 p. 100, alors que le coût de la vie n'a monté que de 67,2 p. 100.

Mais les syndicats américains n'ont jamais abandonné un instant leur lutte pour les salaires; ils ne se sont liés ni à l'Etat de leur pays ni à l'Etat russe, et ils ont l'inestimable avantage de ne pas avoir « leur » parti au gouvernement, pour la banne raison... qu'ils n'ont pas de parti.

(1) K. MARX. Prix, salaires et profits. — Ce passage de Marx ne s'applique pas à la hausse des prix par l'inflation, l'inflation étant inconnue du temps de Marx, mais à la hausse des prix par dépréciation de l'or consécutive à la découverte de mines plus riches que les précédentes; mais les deux phénomènes sont identiques, au point de vue qui nous occupe; il s'agit, dans les deux cas, d'une hausse des prix par dépréciation de la monnaie; la nature de la monnaie et l'origine de sa dépréciation seules diffèrent.

30.000 FRANCS DE RETRAITE PAR MOIS

Ne quittons pas l'Amérique sans signaler qu'à la suite du dernier arrêt de travail des mineurs américains, les mineurs âgés de 62 ans et plus ont commencé à toucher une pension de retraite de 100 dollars par mois, soit 30.000 francs par mois (au cours du dollar sur le marché libre officiel). Ces retraites sont versées par un fonds qui est exclusivement alimenté par les versements des compagnies.

NE PAS TOUCHER A LA RICHESSE ACQUISE C'EST, POUR L'ANGLETERRE, CONDAMNER L'OUVRIER AU CHOMAGE OU AUX BAS SALAIRES

Stafford Cripps a annoncé, le mois dernier, aux Communes que le budget 47-48 se soldait par un formidable excédent, beaucoup plus que ce que l'on avait escompté, et l'on avait escompté déjà pas mal !

Du coup, la livre a monté. Elle était en France, sur le marché libre des changes, aux environs de 750; la voilà maintenant aux environs de 900. Et il est bien certain que, tout comme son cours sur le marché des changes, son cours sur le marché intérieur, c'est-à-dire son pouvoir d'achat en Angleterre, est désormais solidement assis. Peut-être que les prix anglais monteront encore un tant soit peu, car il n'est pas sûr que les effets de l'inflation de guerre soient dès maintenant complètement résorbés, mais, en tout cas, cette hausse ne pourra être, avec de tels budgets, que très faible.

Il est vraiment curieux de constater qu'à 25 ans de distance, avec des gouvernements représentant deux partis opposés, l'Angleterre poursuit une politique identique. Après la guerre de 1914, le ministre conservateur qui prit alors le pouvoir n'eut qu'une pensée : faire remonter la livre à sa parité-or, et il y parvint ; après cette guerre-ci, le ministre travailliste qui a accédé aux affaires s'arrange pour que, grâce, comme son prédécesseur, à une fiscalité très lourde, la livre, sinon remonte, au moins ne baisse plus.

Socialement qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie qu'on ne veut point toucher, au moins dans des proportions importantes, à la richesse acquise. On veut que celui qui, avant la guerre, avait un revenu de 100 livres sterling, puisse encore s'acheter aujourd'hui presque autant de marchandises qu'il pouvait s'en acheter avant la guerre, c'est-à-dire qu'il soit aussi riche.

Or quelles furent les conséquences de cette politique dans les années 20 ? Elles se résument en un mot : la crise. La terrible crise qui a sévi sur toute l'économie britannique, durant toute l'entre deux guerres, de 1919 à 1939.

Par contre, aujourd'hui, il n'y a pas de crise en Angleterre. Au lieu de 1 à 2 millions de chômeurs, le chômage est pratiquement nul (et, soit dit en passant, c'est là la raison de la popularité persistante du ministre travailliste), mais... les salaires y sont gelés.

Durant les années 20, le mouvement ouvrier britannique était plein d'allant et de vigueur ; ce fut la belle époque du mouvement des conseillers d'usine, l'époque de la Triple Alliance des cheminots, des mineurs et des transports, l'époque de la grève générale de 1926 ; on ne pouvait songer alors à empêcher les revendications ouvrières. Les travailleurs britanniques revendiquèrent et obtinrent, mais... ce fut le chômage. Aujourd'hui, les ministres travaillistes peuvent faire ce que ne pouvaient même songer à tenter les ministres conservateurs, ni même les ministres travaillistes d'alors : persuader les syndicats d'abandonner toutes leurs revendications concernant les sa-

laire. Il n'y a donc pas chômage, mais il y a maintien, et même aggravation (car, durant ces dernières années, le coût de la vie a augmenté) des conditions de vie de la classe ouvrière.

Pourquoi tout cela ?

Parce qu'une économie qui, comme celle de l'Angleterre du XX^e siècle, doit faire face à une concurrence internationale sévère, parce qu'une économie qui, après avoir été presque le seul fournisseur de produits industriels pour le monde entier, se trouve aujourd'hui en face d'un monde presque totalement industrialisé et en présence de concurrents mieux armés qu'elle (Etats-Unis) ne peut maintenir, à la fois, une grande activité et un standard de vie élevé pour les travailleurs qu'à la condition que soit expropriée la richesse acquise.

Du revenu national, c'est-à-dire de l'ensemble des richesses produites annuellement sur le sol national, il est fait trois parts : l'une qui va aux possesseurs de la richesse acquise, aux créanciers, à tous ceux qui vivent, comme l'on dit, « de leurs revenus » ; une seconde qui va aux chefs d'entreprise, et la troisième, aux travailleurs. Tout ce qui va, en plus, à l'une de ces catégories est nécessairement pris à l'une ou à l'autre des deux autres ; tout ce qui est retiré à l'une d'elles est disponible pour les autres.

Les chefs d'entreprise ont besoin de faire un minimum de profit ; si leur affaire n'est plus « rentable », ils la laissent tomber ; or leur profit dépend, toutes choses égales d'ailleurs, du degré d'exploitation auquel ils soumettent leurs ouvriers, c'est-à-dire des salaires qu'ils leur paient. Si les ouvriers obtiennent de hauts salaires, le profit, pour nombre d'entreprises, tombe au-dessous du minimum nécessaire, d'où diminution de l'activité économique, chômage. C'est ce qui est arrivé durant l'entre deux guerres. Au contraire, si les ouvriers se contentent de bas salaires, excitée par les hauts profits qu'elle réalise, l'industrie marche à plein. Hauts salaires et activité économique sont donc, au moins dans les conditions actuelles de l'Angleterre, incompatibles.

Mais... incompatibles seulement si l'on ne touche pas à la part du troisième « copostageant » : le possesseur de richesses acquises. Car si, au contraire, on accepte de rogner la part de celui-ci, si, par l'inflation, et la hausse des prix qui en résulte, on diminue son pouvoir d'achat, tout ce qui lui est ainsi enlevé devient disponible pour les deux autres groupes : le patron peut voir son profit croître tout en augmentant le salaire de ses ouvriers ; l'activité économique augmente, en même temps que le bien-être des travailleurs s'élève.

En se refusant à suivre la voie de l'inflation, en se refusant à exproprier largement la classe oisive des rentiers par une baisse drastique du pouvoir d'achat de la livre, ministres travaillistes d'aujourd'hui, comme ministres conservateurs d'hier, ne peuvent échapper au dilemme : ou chômage ou bas salaires.

R. LOUZON.

Un pays doit être libre, afin de pouvoir mourir si cela est nécessaire pour le bien du monde. Aussi ma conception du nationalisme est-elle que mon pays puisse mourir pour que les races humaines puissent vivre.

Il n'y a pas de raison de ne pas étendre notre service envers notre prochain au delà des frontières tracées par l'Etat.

GANDHI.

Science et Marxisme

« Pas pénétré de l'esprit scientifique du XIX^e siècle » !

C'est comme par hasard, Georges Sorel qui met les pieds dans le plat. (1)

« L'emploi du terme de socialisme scientifique, adopté communément en Allemagne pour désigner les doctrines de la social-démocratie, a beaucoup contribué à jeter la confusion dans les études faites sur l'œuvre de Marx.

» Ce titre un peu ambitieux dérive d'une phrase écrite par Engels en 1877... (2)

» ...Il faut ajouter que dans la littérature socialiste revient constamment cette idée que le marxisme est un matérialisme, c'est-à-dire une connaissance organisée d'une manière analogue à celle des sciences naturelles. On a donc été amené à croire que Marx avait construit ses théories avec des préoccupations identiques à celles que l'on rencontre chez le savant contemporain. C'est une erreur fondamentale qu'il ne sera plus permis de commettre après la critique que nous présente Arturo Labriola.

» ...Lorsque j'essayai, en 1898, de me rendre compte des sources qui avaient été utilisées par Marx, je fus très frappé de voir que les références du Capital indiquent de singulières lacunes dans les connaissances de l'auteur. Il avait lu, avec une attention minutieuse, les grands économistes, beaucoup de livres anglais consacrés à l'histoire anglaise ; mais sur la France, sur l'antiquité et sur le moyen âge, il ne savait vraiment que peu de chose.

» Bien qu'il ait maintes fois soutenu que, pour comprendre les rapports sociaux d'une

(1) Dans la préface à la traduction française, par Edouard Berth, du *Karl Marx* d'Arturo Labriola. — Rivière édit., 1910

(2) Il y a une erreur matérielle. Trente et un ans avant la date indiquée, le terme de « socialisme scientifique » figure dans les *Contradictions économiques* de Proudhon.

Mais, selon toute vraisemblance, Proudhon tenait le terme de Marx lui-même.

En 1844, en effet, Marx, qui vient d'élaborer son système, est à Paris. Il voit assidûment Proudhon. « Au cours de longues conversations qui se prolongeaient parfois toute la nuit, je l'infectais », écrit-il, « je l'infectais à son grand préjudice d'un hégélianisme qu'il ne pouvait pas approfondir, à cause de son ignorance de l'allemand ». Marx fait en même temps connaître à Proudhon l'économie anglaise : Smith et Ricardo. Il est absolument vraisemblable que l'expression de socialisme scientifique a été prononcée au cours de ces conversations... A la suite de quoi, Proudhon sort un bouquin qui parle de « socialisme scientifique » et qui veut précisément être une synthèse de l'économie anglaise et de la philosophie allemande.

D'où une terrible colère de Marx. Il rompt toutes relations et aux *Contradictions économiques* ou *Philosophie de la misère*, il répond par sa « *Misère de la philosophie* », dont voici les premières lignes : « M. Proudhon a le malheur d'être singulièrement méconnu en Europe. En France il a le droit d'être mauvais économiste, parce qu'il passe pour être bon philosophe allemand. En Allemagne, il a le droit d'être mauvais philosophe, parce qu'il passe pour être économiste français des plus forts. Nous, en notre qualité d'Allemand et d'économiste à la fois, nous avons voulu protester contre cette double erreur. »

époque, il faut se rapporter aux procédés employés dans la production, ses études technologiques étaient demeurées singulièrement rudimentaires. (1)

» En écrivant un grand nombre de pages sur les maux causés par l'excès de travail aux ouvriers, il n'avait pas éprouvé le besoin de posséder des notions générales sur la physiologie moderne.

» Quand on part de ce fait que Marx n'était pas pénétré de l'esprit scientifique du XIX^e siècle, il devient facile de comprendre pourquoi son œuvre a pu donner lieu à des jugements si contradictoires. »

Est-ce exact ?

Il est évident que, s'il est exact, ce fait doit constituer un élément important de la compréhension du marxisme, c'est-à-dire que sa connaissance pourra éviter au lecteur bien des difficultés et bien des tentatives d'interprétation à sens forcé.

Mais est-il exact, ce fait énorme qu'énonce en passant, et comme sans y toucher, le Renan du marxisme ?

A ne considérer que le passage que nous venons de citer, l'affirmation est très insuffisamment étayée.

Il n'y a qu'un exemple, donné en note :

« Comme exemple des idées que Marx avait en physiologie, voici un passage bien typique. « Un travail continu et uniforme finit par affaiblir l'essor et la tension des esprits animaux » (die Spann und Schwingkraft der Lebensgeister) qui trouvent délassément et charme « au changement d'activité. » (Capital. — Tome premier)

Etant du premier tome du *Capital*, la phrase a été envoyée à l'imprimeur en 1867.

Claude Bernard a alors publié depuis deux ans son *Introduction à l'étude de la Médecine expérimentale*. Depuis quatorze ans, depuis les « *Recherches* », du même auteur, « sur une nouvelle fonction du foie considéré comme un organe producteur de matière sucrée », les gens frottés de science savent que les organes fonctionnent « dans un sirop » et que le travail, animal ou humain, résulte de la combustion de ce sucre. De même que l'énergie d'une machine à vapeur provient de la combustion de charbon, de même l'énergie des animaux provient de la combustion du sucre qui est dans leurs tissus et dans leur sang — donc, en définitive, de leurs hydrates de carbone et graisses alimentaires.

Il est certain qu'en 1867 c'est dater terriblement que de parler d'« esprits animaux » et l'expression

(1) « Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitaliste industriel », écrit Marx dans *Misère de la philosophie*. Or le moulin à bras est, non pas du moyen âge, mais de l'antiquité, non pas du temps du suzerain, mais de celui du propriétaire d'esclaves. La disparition de l'esclavage, trait principal du passage de la société antique à la société féodale, semble liée à l'apparition du moulin à eau. Un tout petit peu d'attention aurait fait voir cela à Marx. Mais Marx n'abaissait pas son attention à ces détails matériels. Il chérissait l'idée matérialiste, mais n'a jamais cru nécessaire de pratiquer la matérialité du matérialisme, comme fait le chercheur scientifique. (Note de l'auteur).

ne peut pas être employée dans un travail à présentation scientifique.

Cependant, Marx l'a employée hors de son sujet principal. La phrase peut être hâtive. Et, pour fautive que soit l'expression, on ne saurait conclure d'elle seule à une absence d'esprit scientifique.

Pour apporter la preuve de son affirmation, Sorel compte donc évidemment non pas sur sa préface elle-même, mais sur l'œuvre préfacée. La thèse centrale de celle-ci est que, dans le *Capital*, Marx ne poursuit pas une recherche scientifique, mais se place à un point de vue de critique philosophique. « *Marx a voulu être le Feuerbach de l'Economie.* » Vue à laquelle l'argumentation de Labriola donne un caractère de grande vraisemblance.

Mais mon intention n'est pas de vous donner ici une resucée de la thèse et de la démonstration de Labriola.

C'est un autre élément de démonstration que je voudrais apporter à l'affirmation de Sorel, un élément relatif à la formation scolaire de Marx.

Dans les années de la vie qui sont capitales pour la formation d'une intelligence, Karl Marx a-t-il été pénétré de l'esprit scientifique du XIX^e siècle — ou d'un tout autre esprit ?

Eh bien, nous avons un document pour répondre à la question.

Epicure et Démocrite

Marx, étudiant en droit depuis 1836 à la faculté de Berlin, présente sa thèse de doctorat à Iéna, en 1841.

Le sujet est « *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et chez Epicure* » (1).

Le sujet n'est pas en discordance avec ce que nous savons du jeune Marx.

En ces années, la passion antireligieuse qui anime les cercles avancés de l'université allemande est à son maximum chez lui. (Elle ne cessera d'être son motif intellectuel principal que quand il aura découvert la question sociale.) Démocrite et Epicure, deux matérialistes, lui vont comme un gant.

Des deux, c'est à Epicure que vont ses plus grandes sympathies, car c'est lui qui a relégué les dieux le plus loin. (Ils n'ont pas plus de rapport avec les hommes que nous n'en avons avec les poissons d'Hyrkanie.)

Or il ne serait pas difficile de montrer, en s'appuyant sur les seuls arguments produits dans la thèse, que, des deux philosophes, c'est Démocrite qui représente l'esprit scientifique.

« *Démocrite est poussé à l'observation empirique. Ne trouvant pas sa satisfaction dans la philosophie, il se jette dans les bras de la connaissance positive.* »

« *Une figure toute opposée nous apparaît dans Epicure. Il trouve sa satisfaction et sa félicité dans la philosophie.* »

(1) Publié en français par Costes édit., dans un volume intitulé *Œuvres philosophiques de la collection « Œuvres complètes de Karl Marx »*.

Le sujet de la thèse est philosophique. Ce qui a fait dire à plusieurs auteurs (exemple Dunois, dans le n^o 101 de la R.P.) que Marx était docteur en philosophie. Non, il était inscrit à la faculté de droit — sa correspondance ne laisse pas de doute à ce sujet. Il est donc docteur en droit. Il ne serait sans doute plus possible aujourd'hui de soutenir une thèse comme celle-là devant une faculté de droit. Mais, à cette époque, en Allemagne, la philosophie est partout chez elle. Et il y a bien d'autres choses qui ne seraient plus possibles aujourd'hui : par exemple se faire conférer le grade « *in absentia* », c'est-à-dire sans se déranger, ce que fit Marx.

Démocrite cherche la réalité derrière l'apparence. « *Ce n'est que dans l'opinion, dit-il, qu'il existe du chaud, qu'il existe du froid ; en vérité, il n'y a que les atomes et le vide.* »

Pour Epicure, qui ne cherche pas la connaissance par la science, mais l'ataraxie par la philosophie, il est bien plus commode de ne pas mettre en doute le témoignage des sens. « *Tous les sens sont des hérauts du vrai.* » « *Rien ne peut réfuter la perception sensible.* »

« *Il faut bien considérer comme exacte, dit Marx, la conclusion qui fait hausser les épaules à Cicéron : « Le soleil paraît grand à Démocrite parce qu'il est un savant parfaitement versé en géométrie ; il paraît à Epicure d'environ deux pieds de diamètre, car Epicure juge qu'il est aussi grand qu'il paraît. »*

« *Nous voyons Démocrite parcourir la moitié du monde pour recueillir des expériences, des connaissances, des observations. « De tous mes contemporains, se vante-t-il, c'est moi qui ai parcouru la plus grande partie de la terre et exploré les pays les plus lointains... J'ai entendu la plupart des savants et, dans la composition des figures avec démonstration, personne ne m'a surpassé, pas même ceux que chez les Egyptiens on appelait les Arsipédonaptes. »*

« *Mais tandis que Démocrite cherche à s'instruire auprès des prêtres égyptiens, des Chaldéens, des Perses et des gymnosophistes indiens... c'est à peine si Epicure quitte deux ou trois fois son jardin d'Athènes et se rend en Ionie, non pour se livrer à des recherches, mais pour rendre visite à des amis.* »

« *Epicure, sentant approcher l'heure de la mort, se met dans un bain chaud, réclame du vin pur et recommande à ses amis de rester fidèles à la philosophie.* »

Epicure est le sage qui ne s'étonne de rien.

Le sage type Démocrite est celui qui s'étonne de tout, qui derrière toute apparence poursuit une réalité. C'est le chercheur, c'est le scientifique.

Une drôle de physique

Mais mon projet n'est pas de me satisfaire de la disposition que manifeste le jeune Marx envers ce qui, dans l'antiquité, peut être considéré comme représentant l'esprit scientifique.

Mon objet est bien plus actuel.

Le sujet choisi par Marx est philosophique, d'accord. Mais c'est aussi un sujet de physique. Une « philosophie de la nature », surtout si elle est matérialiste, qu'est-ce, sinon une physique générale ?

Sujet, évidemment de tous les temps.

Or, dans la façon dont Marx traite son sujet, rien n'indique qu'il écrit au XIX^e siècle et non pas au plus beau temps de la scolastique.

Vous allez voir.

Marx est amené, naturellement, à examiner une des difficultés des systèmes atomiques des anciens.

Les atomes tombent de haut en bas dans le vide spatial. Mais s'ils se déplacent sur des lignes parallèles, et avec la même vitesse, ils ne se rencontreront jamais. Ils ne pourront donc pas s'agglomérer et former des corps. Le monde ne naîtra pas. Il est donc nécessaire que les atomes dévient de la ligne droite selon laquelle ils tombent.

Mais d'où proviendrait cette déviation ?

La difficulté physique est grande.

Mais qu'est-ce que cela pour un philosophe ?

Marx est très à son affaire : (*loc. cit.* p. 26).

« De même que le point est supprimé dans la ligne droite, tout corps qui tombe est supprimé dans la ligne droite qu'il décrit. Sa qualité spécifique n'importe pas du tout ici. Dans sa chute une pomme décrit aussi bien une ligne verticale qu'un morceau de fer. Tout corps, en tant qu'il est considéré dans le mouvement de chute, n'est donc rien autre qu'un point qui se meut, un point sans autonomie qui, dans un certain mode d'être — la ligne droite qu'il décrit — renonce à son individualité. C'est pourquoi Aristote observe avec raison contre les pythagoriciens : « Vous dites « que le mouvement de la ligne est la surface » et celui du point la ligne ; par conséquent, « les mouvements des monades seront également des lignes. » La conséquence, pour les monades aussi bien que pour les atomes, en serait donc que la monade et l'atome, étant en perpétuel mouvement, n'existent pas, mais se perdent au contraire dans la ligne droite ; car la solidité de l'atome n'existe pas du tout encore, tant qu'on le conçoit uniquement comme tombant en ligne droite. Tout d'abord, si l'on représente le vide dans l'espace, l'atome est la négation directe de l'espace abstrait, donc un point dans l'espace. La solidité, l'intensité, qui s'affirment contre l'incohésion de l'espace en soi, ne peuvent s'ajouter que grâce à un principe qui nie l'espace dans sa sphère totale, tel que le temps l'est dans la nature réelle. En outre, ne voulût-on pas même concéder ce point, l'atome, en tant que son mouvement est une ligne droite, est purement déterminé par l'espace, un mode d'être relatif lui est prescrit et son existence est purement matérielle. Or nous avons vu qu'un des éléments de la notion d'atome est d'être une pure forme, la négation de toute relativité, de toute relation avec un mode d'être différent. Nous avons remarqué en même temps qu'Epicure se représente objectivement les deux éléments qui se contredisent, il est vrai, mais sont inclus dans la notion d'atome.

» Comment Epicure peut-il réaliser la pure détermination formelle de l'atome, la notion de pure individualité, laquelle nie tout mode d'être déterminé par autre chose ?

» Comme il opère dans le domaine de l'être immédiat, toutes les déterminations sont immédiates. Les déterminations contraires sont donc opposées les unes aux autres en tant que réalités immédiates.

» L'existence relative qui s'oppose à l'atome, le mode d'être qui doit nier, c'est la ligne droite. La négation immédiate de ce mouvement est un autre mouvement, par conséquent, en représentation dans l'espace, la déclinaison de la ligne droite. »

Et voilà ! (1)

(1) Vous entendez bien que, si la démonstration est plus ou moins (d'ailleurs beaucoup moins que plus) prêtée à Epicure, elle est intégralement du jeune Marx. Il ne peut résister au plaisir d'y revenir à la fin de son travail. (Loc. cit. p. 67) : « L'atome est la matière sous la forme de l'autonomie, de l'individualité, en quelque sorte la représentation de la pesanteur. Or, la réalité la plus haute de la pesanteur, ce sont les corps célestes. En eux sont résolues toutes les antinomies entre la forme et la matière, entre la notion et l'existence, antinomies qui ont constitué l'évolution de l'atome ; en eux sont réalisées toutes les déterminations qui étaient exigées. Les corps célestes sont éternels et immuables ; ils ont leur centre de gravité en eux-mêmes et non pas hors d'eux-mêmes ; leur acte unique, c'est le mouvement ; et, séparés par l'espace vide, ils déclinent de la ligne droite. »

Or, une science vient de naître...

Franchement, est-ce que cela a l'air écrit au XIX^e siècle ?

Est-ce que cela a l'air écrit à un moment où, précisément sur cette question de l'atome, les scientifiques viennent de faire des progrès étonnants ?

Depuis vingt-quatre siècles — s'il est vrai qu'on ne puisse pas la trouver au delà de Leucippe ! — l'atomistique était une conjecture. Eh bien, dans les décades qui ont précédé l'entrée de Marx à la faculté, dans le premier quart du siècle, elle est devenue une science.

On n'a pas encore vu les atomes, mais c'est tout juste ! Dulong et Petit les pèsent, du moins les uns par rapport aux autres. Si on lui présente, dans deux flacons, deux gaz, Avogadro sait dire combien de fois plus que l'autre le premier flacon contient de molécules, et donc d'atomes.

L'on pressent que, bientôt, on saura dire combien, tout simplement, il y en a ; c'est-à-dire que ce que nous appelons le « nombre d'Avogadro » sera établi.

En vérité, pour ce qui est de l'extérieur de l'atome (1), les années 1800-1841 ont fait tout autant que feront, pour la connaissance de l'intérieur de celui-ci, les années 1900-1941.

N'y a-t-il pas, là, de quoi enflammer un jeune homme dont la capacité d'enthousiasme est grande ?

Or, RIEN, dans le travail de Marx, n'indique qu'il ait connaissance de ces recherches, de leurs résultats et des perspectives qu'ouvrent ceux-ci.

On me dira : « Mais Marx écrit sur Démocrite et Epicure. Il n'a pas à parler de l'atomistique d'Ampère ! »

Voyons. Supposons que cent ans après Marx, en 1941, un jeune homme ait présenté une thèse, littéraire ou philosophique, sur un quelconque atomiste de l'antiquité, Lucrèce par exemple. Est-ce que notre candidat aurait pu ne pas dire un seul mot de ce monde de découvertes qui a suivi celle du radium — et de ce qui en résultait pour les conceptions générales, notamment sur les rapports de la matière et de l'énergie ?

Bien sûr, le candidat aurait dit que ce n'était pas là son sujet. Mais, pour le dire, il aurait eu au moins un paragraphe, à titre de parapluie contre une accusation d'ignorance.

C'est qu'aujourd'hui, le prestige de la science est grand. Même à la faculté des lettres, on a de la considération pour les travaux des chercheurs et leurs résultats.

Si donc, en 1841, Marx n'a pas un mot sur l'atomistique des chercheurs contemporains, c'est que l'écho de leurs recherches n'est pas parvenu jusqu'à la faculté de droit de Berlin.

Au fait, comment s'appellent-ils ces chercheurs ?

Ils s'appellent Dalton, Proust, Dulong, Petit, Avogadro, Ampère, Faraday, Berthollet, Gay Lussac, Bladgen, J.-B. Dumas, Prout, Berzélius.

A part Humboldt (qui n'est pas de formation allemande : il a travaillé avec Gay Lussac), ce ne sont pas des Allemands (2).

(1) Et même, en une vue géniale, l'Anglais Prout, en 1815, est entré à l'intérieur de l'atome. Remarquable que les poids atomiques des divers corps sont des multiples de celui de l'hydrogène, il conçoit l'unité de la matière et que les atomes des divers corps considérés comme « simples » sont en réalité des agglomérats d'un même élément, l'atome d'hydrogène. Vision admirablement confirmée par les travaux du XX^e siècle.

(2) Il y a une exception, au moins apparente, celle du tandem Wenzel et Richter. La « loi des équivalents » a été établie par Wenzel en 1777 et confirmée par Richter en 1792. Mais, voyez les dates. Il s'agit d'une génération très antérieure à celle qui nous oc-

La science allemande aura un éclat dans la deuxième moitié du XIX^e siècle ; dans la première moitié, l'esprit scientifique est en France, en Angleterre, en Italie, en Suède, en bien des lieux, mais il n'a pas pénétré dans les universités allemandes.

C'est un fait contre lequel nul ne peut rien !

Le temps de la vie où l'intelligence est la plus perméable, Marx l'a passé dans un milieu qui n'avait pas été touché par l'esprit scientifique du XIX^e siècle.

Divers sens d'un même mot

Dans les universités allemandes, on fait cependant un large usage du mot « science » et, au Club des Docteurs, de Berlin, que fréquente Marx, si, par hasard, on ne tient pas son voisin pour un âne, on lui donne du « savant ».

C'est que le mot science n'a pas alors et dans ce milieu le sens que nous lui donnons aujourd'hui.

A la fin de sa première année de droit, Marx écrit, à propos d'une philosophie du droit qu'il a tentée (1) :

« Sur la fin de mon droit privé, je me suis aperçu de mon erreur générale ; l'ensemble touchait au kantisme dans le plan que je m'étais tracé, mais s'en éloignait énormément dans l'exécution et je me rendis compte, une fois de plus, que je n'en sortirais pas sans la philosophie. Je pus donc me rejeter dans les bras de cette science en toute tranquillité et j'écrivis un nouveau système métaphysique fondamental. »

On pourrait faire des quantités de citations analogues.

Et il ne s'agit pas d'un emploi impropre du mot. Voici un passage qui ne laisse pas de doute sur ce point :

« Ce qui pousse Démocrite au loin, c'est d'une part le désir d'apprendre, qui ne lui laisse ni cesse ni trêve et c'est, d'autre part, le fait de pas trouver sa satisfaction dans la science véritable, c'est-à-dire philosophique. » (Loc. cit., p. 13).

La science véritable, c'est-à-dire la philosophie ! Serait-il possible d'écrire cela aujourd'hui ?

Evidemment non ! (2)

Inversement, quand Marx veut désigner ce que nous appelons science, il a besoin d'une autre expression. Nous l'avons vu écrire : « Tandis que Démocrite, la philosophie ne l'ayant pas satisfait, se jette dans les bras de la connaissance positive... »

Or qu'est-ce, pour nous, que la science ? C'est, précisément, avant tout, une connaissance positive. (Le caractère raisonné que présente souvent cette connaissance n'est qu'accessoire — exemple, l'anatomie, alors qu'il est essentiel en philosophie.)

Mais il est bien clair que ce sens du mot science n'est fixé que depuis peu de temps. La séparation des domaines de la physique et de la métaphysique

cupe, à celle qui a imprégné l'esprit du jeune Marx. L'esprit souffle où il veut ; c'est bien entendu. A la fin du XVIII^e siècle, il a soufflé dans la tête de deux Allemands. Mais la petite lueur qui a brillé là n'a pas été jusqu'à atteindre, dans les décades ultérieures, les milieux universitaires d'Allemagne.

Au fait, Wenzel était-il de formation allemande ? Nous savons qu'il fut élève d'un pharmacien d'Amsterdam !

(1) Lettre à son père, 10 novembre 1837.

(2) Dans la préface qu'il a écrite quand il a projeté la publication de sa thèse, Marx nous affirme que la philosophie « ne souffre pas de rivale ». Et une phrase commence ainsi : « La philosophie, tant qu'une goutte de sang fera battre son cœur absolument libre et maître de l'univers... »

(philosophies, théologies) est une acquisition récente de l'esprit humain. Et l'on constate, dans le temps et l'espace, des fluctuations étendues dans le sens des mots correspondants.

Au moyen âge, la science est la connaissance des textes sacrés et des conclusions qu'on peut en tirer selon le raisonnement aristotélicien que les Maures d'Espagne ont transmis à l'Occident. (De nos jours encore, en pays musulman, c'est précisément là ce qui fait le savant, « alim » — pluriel *uléma*.) (1)

Le XVIII^e siècle français appelle « philosophiques » des recherches, astronomiques et autres, qui sont évidemment, pour nous, de l'ordre scientifique.

A l'inverse, dans les premières décades du XIX^e siècle, l'Allemagne appelle science la connaissance des systèmes philosophiques et tient pour « scientifique » l'application de l'un de ceux-ci (2) soit aux faits directement présentés par la nature, soit aux éléments déterminés, à partir de ceux-ci, par l'investigation positive.

Dans le monde des faits économiques, les économistes anglais ont isolé des éléments comme le « travail », la « valeur des marchandises » et la « rente ». Cette « économie vulgaire » ne deviendra, pour Marx, « scientifique » que par insertion dans un système philosophique.

Tout ce que l'on veut...

Or il y a, au moins, deux reproches à faire à la philosophie étendue à des domaines qui, pour nous, relèvent de la recherche scientifique : un reproche majeur, principal (elle est un instrument inadéquat à son objet) et un reproche mineur, occasionnel (l'instrument peut être dangereux).

Commençons par le reproche occasionnel. (Car, par sa nature même, il comporte un développement plus étendu que l'autre.)

Le raisonnement philosophique peut servir à démontrer tout ce que l'on veut. Hors le cas où il est employé dans son domaine propre avec une absolue rigueur et sur des définitions strictes, il conduit non pas à la vérité, mais où le raisonneur veut aller.

Revoyons, par exemple, la démonstration marxienne de la déclinaison de la ligne droite.

(1) Simone Weil remarque quelque part, dans la R.P., que notre temps n'a plus de « savants ». La remarque est très juste. Quand la science était la connaissance d'une ou de quelques synthèses, un seul homme pouvait la posséder toute. Mais, tournant résolument le dos aux synthèses abstraites, la science s'est dirigée vers les faits et l'analyse. Elle s'est alors scindée en des catégories très nombreuses de connaissances positives, dont chacune s'enrichit sans cesse. Et, quoi qu'en dise Carrel, un seul homme ne peut pas les posséder toutes ! Il n'y a d'ailleurs pas lieu de regretter la chose. Nos médecins sont-ils inférieurs à ceux du XIII^e siècle ? Ils ne le sont ni en efficacité ni en culture. Et voilà le mot de la situation. Si l'on ne parle plus aujourd'hui de « savants », on parle de gens « cultivés ». (Il serait intéressant de chercher à savoir ce que cela veut dire. Un élément important de la définition me semble devoir être « chaque chose à sa place ! » : la non-confusion de domaines différents, intelligents les uns et les autres, mais non réductibles les uns aux autres et appelant des méthodes différentes. Pour le « savant », il n'y avait qu'un seul domaine et une seule méthode. D'autre part, le genre de savoir que nous appelons « érudition » est secondaire pour l'homme cultivé. Il allait de soi chez le « savant ». La thèse du jeune Marx montre une érudition étendue.)

(2) Encore faut-il que ce soit le meilleur. Quand Marx ou Engels critiquent un ouvrage d'économie, ils accordent à la critique de la philosophie de l'auteur (Dühring ou Proudhon) une place qui nous paraît effarante. C'est que, s'il y a défaut dans le système philosophique, l'œuvre n'est plus « scientifique » !

Le truc de Feuerbach

Y en a-t-il de belles choses dialectiques là-dedans : la suppression du corps qui tombe dans la ligne qu'il décrit ; l'atome négation de l'espace ; un principe qui nie l'espace dans sa sphère totale ; la contradiction des deux éléments inclus dans la notion d'atome ; le mode d'être que l'atome doit nier ; la négation du mouvement, qui est un autre mouvement ! Et la « réalisation de la contradiction », dans un autre passage sur le même sujet (1) — en sorte que c'est complet.

Oui, y en a-t-il de belles négations dans cette chute des atomes de haut en bas... Alors qu'il n'y avait réellement qu'une chose à envoyer au diable, la chute elle-même, avec son haut et avec son bas !

Et admirez la plasticité de la déduction philosophique. La négation d'un mouvement, si c'était, comme il nous semble, à vous comme à moi, l'immobilité, ça n'arrangerait pas le raisonneur. (Et pourtant la déduction serait presque acceptable : les atomes se déplaçant selon des lignes parallèles et avec la même vitesse, dans l'espace vide et incoordonné, ils seraient comme immobiles... Seulement le monde ne naîtrait pas.) Alors, à la négation du mouvement est substituée une négation de rectitude et, tout facilement, le mouvement droit devient mouvement courbe.

On nie ce qu'on veut par ce que l'on veut. Après quoi, en niant comme l'on veut la dernière négation, il n'est pas difficile d'arriver là où l'on voulait.

C'est chose bien claire pour qui a un peu lu les praticiens de la dialectique.

Tenez, rappelez-vous le *Manifeste communiste*.

Le fait nouveau des temps modernes, c'est la bourgeoisie. La bourgeoisie est la thèse du développement dialectique.

L'antithèse de la bourgeoisie, c'est le prolétariat. Donc « la chute de la bourgeoisie et le triomphe du prolétariat sont également inévitables ».

Or tout en restant dialectique, le raisonnement aurait pu aboutir à des conclusions toutes différentes.

On aurait pu dire par exemple : la thèse, le fait réellement nouveau qui suit la Révolution française, c'est la liberté économique ; cette liberté engendre l'exploitation du monde ouvrier (antithèse) ; contre celle-ci, le prolétariat fait appel à l'Etat (par exemple, réduction légale de la journée de travail à dix heures, en Angleterre) ; donc la synthèse sera l'étatisme et l'économie dirigée.

Ou encore : le grand fait de la société moderne c'est la lutte de deux classes productrices (thèse) ; contre les maux qu'engendre cette lutte (antithèse), bourgeois comme prolétaires font appel à l'intervention d'un élément non producteur, l'Etat ; nous allons donc à la dictature des fonctionnaires improductifs (2).

Parce que, *a posteriori*, la tournure des choses paraît confirmer la conclusion de ces raisonnements-ci, ne disons pas qu'ils étaient meilleurs que l'autre. Non, ils ne valent pas plus, étant aussi arbitraires dans le choix des termes et la manière de les articuler (3).

(1) « La détermination épiciurienne de l'atome a donc modifié toute la construction intime du monde des atomes, en faisant prévaloir la détermination de la forme et en réalisant la contradiction incluse dans la notion d'atome. » (Loc. cit. p. 35).

(2) Ou encore : Dans le *Manifeste*, le bourgeois est envisagé sous son aspect de propriétaire. Mais il est aussi directeur de production. Quand les ouvriers brisent de nouvelles machines, c'est sous cet aspect-là qu'ils le nient. La négation de cette négation, c'est la direction de l'économie séparée de la personne du bourgeois. Nous allons donc à la « *managerial revolution* », à « l'ère des organisateurs ».

(3) On lit dans Sorel (loc. cit.) :

Tous les écrivains social-démocrates ont admis qu'Engels a donné dans l'Anti-Dühring des modèles excellents pour les écrivains qui veulent utiliser d'une manière sûre la négation de la négation. Or ces

Mais il n'y a pas que la dialectique.

Plus exactement, celle-ci peut revêtir des formes assez dérivées pour sembler constituer des procédés indépendants.

Parmi ceux-ci, il y en a un que Marx tient d'un de ses aînés, chargé de cours révoqué de l'université d'Erlangen, Feuerbach.

Il s'agit de l'explication de faits extérieurs à l'homme, ou paraissant tels, par l'extériorisation d'un fait humain.

Quelques mots d'Otto Ruhle vont nous faire comprendre de quoi il s'agit : (1)

« *L'esprit absolu, selon Feuerbach, n'était autre, en réalité que l'esprit fini et subjectif de l'homme, pensé seulement dans l'abstrait... Partant de l'homme, Feuerbach explore les relations dont le tissu se présente comme la religion. Selon lui, en dehors de toute philosophie, l'homme est l'être le plus haut pour l'homme, à la fois début, centre et fin de la religion. Les idées sont des rejets de la nature, les dieux de simples créations de l'imagination humaine, personnification de sentiments humains que l'on a idéalisés et logés au ciel.* »

La conception n'a rien de déraisonnable. Mais, comme bien d'autres, elle demande, au moins, à ne pas être employée à tout bout de champ et à propos de n'importe quoi (2).

Or le jeune Marx est enthousiaste :

« *Qui a balayé la dialectique des concepts, terminé la guerre des dieux ? C'est Feuerbach. Qui a placé l'homme sur le trône occupé par l'ancien Jafas et par la conscience infinie ? Feuerbach et le seul Feuerbach !* »

exemples sont généralement assez malheureux. J'en citerai seulement deux, empruntés aux mathématiques, parce qu'Engels les regardait comme étant tout particulièrement propres à réfuter les objections de Dühring. Considérons une quantité a . « Nions-la et nous aurons $-a$; si nous nions cette négation en multipliant $-a$ par $-a$, nous avons $+a^2$, c'est-à-dire la grandeur positive primitive mais élevée d'un degré. » Le calcul différentiel « consiste à nier les grandeurs finies et à construire « un rapport quantitatif sans la quantité » ; le calcul intégral est la négation de la négation. Emervillé par ces belles choses, Engels défie Dühring de pouvoir se passer de la dialectique, à moins qu'il n'invente « une mathématique dans laquelle — a multiplié par — a ne donne pas $+a^2$ et dans laquelle, sous peine de mort, il soit défendu à quiconque de différencier et d'intégrer ». Les gens raisonnables qui n'appartiennent pas aux partis socialistes sont incapables de comprendre.

(1) Otto Ruhle, Karl Marx. — Grasset édit., 1933.

(2) Renan a peu de considération pour les publications de Feuerbach, Bauer, Stirner... « Toute évolution considérable dans le champ des opinions humaines est digne d'intérêt, lors même qu'on n'attache pas un grand prix au fond d'idées qui s'y agite. C'est à ce titre que l'homme voué aux recherches de la critique ne peut refuser son attention aux travaux de l'école néo-hégélienne sur le christianisme, bien que ces travaux n'aient pas toujours un caractère vraiment scientifique et que la fantaisie de l'humoriste y ait souvent plus de part que la sévère méthode de l'historien. » (Etudes d'histoire religieuse)

C'est moi qui ai souligné. Nous comprenons parfaitement, maintenant, que les ouvrages des parahégéliens ne soient pas « vraiment scientifiques », au sens que l'adjectif a en France dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Et nous allons avoir une débauche de feuerbachisme.

L'Essence du Christianisme, l'ouvrage où Feuerbach expose son idée, est de 1841. La thèse de Marx aussi. Mais on y trouve déjà le procédé nouveau (1) :

« *La vénération des corps célestes est un culte que célèbrent tous les philosophes grecs. Le système des corps célestes est la première manière d'être, naïve et déterminée par la nature, de la raison réelle. La position de la conscience du moi grecque est la même chose dans le domaine de l'esprit. C'est le système solaire intellectuel. Dans les corps célestes, les philosophes grecs adoraient donc leur propre esprit.* » (*loc. cit.* p. 59).

Ne nous étonnons plus de lire dans Renan (*loc. cit.*) qu'il y a, chez nos parahégéliens, des morceaux « qui ne peuvent, en aucun sens, être pris au sérieux ».

Le feuerbachisme est encore manifeste dans la *Critique de la philosophie du droit*, dans *l'Ideologie allemande*, dans la *Question juive*, dans la *Sainte Famille* (transposition de la famille terrestre).

Et il n'y a pas que les œuvres de jeunesse.

Les « catégories économiques » (c'est-à-dire les idées de « valeur », « prix », « rente », etc.), qui sont les éléments de la science économique, auraient, elles aussi, un caractère mythique et Marx entreprendra d'être leur Feuerbach.

D'après Labriola, c'est là un des buts importants que Marx s'est proposés dans le *Capital* (2).

Le malheur est que les idées susdites ne sont pas véritablement mythiques. (Quand les gens disent que les prix « montent » ou que la valeur « baisse », ils ne créent pas des dieux « prix » ou « valeur » qui feraient ce qu'ils veulent, en narguant les humains. Il s'agit simplement d'une façon commode de parler.) Et, pour ramener feuerbachiquement la « marchandise-fétiche » parmi les choses terrestres, Marx devra commencer par créer le fétiche marchandise.

Le « reflet »

Il y a, encore, le procédé du « reflet ».

« Les idées sont des reflets de la nature », vient de nous dire Otto Rühle.

(1) Admirez la rapidité avec laquelle le jeune Marx est perméable aux nouveautés philosophiques, alors que tout se passe, nous l'avons vu, comme s'il était ignorant de résultats scientifiques vieux d'un quart de siècle.

(2) « Les économistes prennent les rapports de la production comme des catégories fixes, immuables, éternelles. L'auteur, qui a devant lui ces catégories toutes fermées, veut nous expliquer l'acte de formation, la génération de ces catégories, principes, lois, idées, pensées... Les matériaux des économistes, c'est la vie active et agissante des hommes ; les matériaux de l'auteur, ce sont les dogmes des économistes... »

Voilà qui va admirablement avec ce que Labriola nous dit être le but de Marx.

Or, qui a écrit ces lignes ?

C'est Marx lui-même.

Et à propos de qui ?

A propos de Proudhon et du bouquin que celui-ci a publié à la suite des longues séances où Marx l'a « infecté » de philosophie allemande. (Remplacez « l'auteur » par « Monsieur Proudhon » et vous avez un extrait de « *Misère de la philosophie* ».)

Comment Labriola ne s'est-il pas avisé du rapprochement ?

La terrible et définitive colère de Marx contre Proudhon est venue de ce que Proudhon avait à peu près écrit le livre que lui, Marx, méditait et projetait et dont il lui avait, lui-même, livré l'idée... On ne peut pas parler de plagiat. (On ne plagie pas ce qui n'a pas été publié.) Mais, d'après ce que nous savons de Proudhon, il est évident que cette idée était tout à fait étrangère à sa manière habituelle de penser.

Combien de fois n'avons-nous pas lu que « les conceptions juridiques, religieuses, politiques, artistiques, etc » (on aime beaucoup les etc. chez les marxistes vulgaires !) sont « le reflet » des rapports sociaux, ou de production, de la société où ils sont éclos !

C'est là une idée du plus haut intérêt et génératrice d'un véritable plaisir esthétique dans tous les cas particuliers où on en apporte une vérification.

Mais nullement quand on la profère sans démonstration.

« Dire d'une chose qu'elle est déterminée par une autre, sans donner en même temps une idée précise du mode de jonction, c'est dire une de ces bêtises qui ont rendu si ridicule les propagateurs du matérialisme vulgaire. » (Sorel, *loc. cit.*)

Va pour des « reflets », puisqu'on tient à ce mot commode.

Mais, dans tous les cas où on ne nous montre pas en quoi consiste le processus de réflexion, qu'on ne vienne pas nous dire qu'on fait œuvre scientifique !

Une extrapolation majeure

Mais le reproche capital à l'emploi de la méthode philosophique dans le monde des phénomènes, c'est que ce n'est pas là son domaine.

La méthode philosophique est faite pour résoudre... les problèmes philosophiques. Son domaine n'est pas celui des questions posées par les faits. Son domaine est celui des grandes abstractions, des « idées », des « catégories logiques », des noumènes ». C'est le domaine de la « raison pure ».

Quand on dit de l'exploration de ce domaine qu'elle est une après-physique (méta-physique), on dit, par cela même, que sa méthode ne doit pas être transportée dans la physique.

« En quoi consiste », demande Marx (1), « le mouvement de la raison pure ? A se poser, à s'opposer, à se composer, à se formuler comme thèse, anti-thèse, synthèse, ou bien encore à s'affirmer, à se nier, à nier sa négation. »

Il est possible que le mouvement de la raison pure soit cela.

Il est encore plus possible qu'on puisse reconnaître dans le déroulement des phénomènes un processus semblable au mouvement de la pensée. « Tout ce qui est réel est rationnel », disaient les hégéliens, tandis que Hegel lui-même avait noté, avec plus de délicatesse, « la tendance de la raison à se reconnaître elle-même en toutes choses (2) ».

Mais, de ce que, dans le déroulement des phénomènes, on peut, *a posteriori*, reconnaître un mouvement d'allure dialectique, cela ne veut pas dire que la connaissance de la dialectique puisse servir à prévoir les faits, en sorte qu'elle serait une méthode d'investigation universelle.

(1) *Misère de la philosophie*.

(2) « *Le monde est ma représentation.* » Ce mot de Schopenhauer me paraît être la formule achevée de la conception idéaliste. Si le monde est cela, il n'y a pas autre chose en lui que ce qui est en mon esprit et je retrouverai dans le déroulement des phénomènes le processus du déroulement de mes idées. **La dialectique est donc la méthode de l'idéaliste.**

Pour être rigoureux, un matérialiste n'aurait le droit de recourir à elle que s'il commençait par démontrer qu'elle est la loi de l'évolution de la matière.

Marx dit qu'avant lui la dialectique « marchait sur la tête » et il est tout heureux, en l'appliquant à la matière d'abord, de l'avoir « remise sur ses pieds ». Il est très probable qu'il a fait là une extrapolation philosophiquement insoutenable. Elle s'ajoute à l'extrapolation scientifiquement dangereuse que comporte tout transport de la philosophie dans le monde des phénomènes.

C'est la prétention que semblent bien avoir eue pour elle des hégéliens.

Cependant, les investigateurs véritables des faits n'ont tenu nul compte de cette prétention et ont constitué, pour chacun des ordres de leur recherche, une méthode particulière. Il y a une méthode pour la physiologie, une pour la botanique, une pour chaque branche de la physique, d'autres pour les sciences mathématiques (1) et bien d'autres encore. Et aucune d'elles n'est la dialectique.

On lit souvent que l'esprit scientifique est né à la Renaissance.

Cela est qu'à demi vrai.

La Renaissance est essentiellement un mouvement de laïcisme — un retour à l'antiquité par désir de détachement des sources sacrées.

Cesser de chercher l'explication des phénomènes dans les Testaments et leurs gloses, c'est évidemment nécessaire. Mais, pour faire l'esprit scientifique, il faut un détachement de plus.

L'humble interrogation des faits implique le détachement de tout système du monde.

L'Allemagne avancée qui a formé l'esprit du jeune Karl Marx n'avait pas encore fait son deuxième détachement.

Les deux éléments du « Capital »

Nous voyons maintenant ce que c'est que le « socialisme scientifique ».

C'est la science économique anglaise insérée dans la dialectique parahégélienne.

De là, l'aspect d'un ouvrage comme le *Capital*.

On y distingue deux éléments très différents, mêlés en une étrange salade.

Il y a un élément scientifique — l'économie — pour lequel Marx a peu de considération et qu'il appelle l'économie vulgaire. Et il y a l'élément qui tient au cœur de Marx, celui qu'il appelle « scientifique » et que nous ne pouvons absolument pas considérer comme tel, puisque c'est de la métaphysique.

Voulez-vous faire une lecture utile du *Capital*, une

(1) Puisque je viens de nommer les mathématiques, employons pour une fois leur langage. Dire qu'un phénomène a un développement dialectique, c'est dire, au moins, que les tangentes à sa courbe représentative ne sont pas de même sens. (Il est en effet remarquable que c'est le cas habituel. Dans la pratique, une très bonne manière de faire des prédictions fausses est de raisonner sur la base du « de plus en plus ».) Mais les mathématiciens ne peuvent pas se contenter de cette vérité vague. Ils s'attachent à formuler les diverses fonctions.

Ici une difficulté. Il y a une infinité de fonctions. Mais parmi elles, il y a tout de même des fonctions continuellement croissantes, de la fonction linéaire, par exemple.

Comment la dialectique s'accommode-t-elle de cela ?

Le dialecticien, me semble-t-il, répondra à peu près ceci : « La fonction linéaire n'exprime pas un rapport entre des phénomènes véritables. La relation qu'elle exprime résulte seulement d'une façon de parler. Dire que la distance entre deux droites augmente à mesure que l'on s'éloigne de leur point d'intersection, cela revient à dire que ces droites se coupent. Depuis que je suis au monde, mon âge augmente de plus en plus. Dire cela n'est pas exprimer une relation, c'est faire une tautologie. L'âge d'une personne n'est pas un phénomène et ne peut être considéré comme la thèse d'un développement dialectique. La thèse du développement en question, c'est la vigueur croissante de l'organisme jeune. Mais, sous la magnifique apparence, se poursuit un processus d'usure, en sorte qu'un moment vient où un accroissement de force fait place à un accroissement de faiblesse. Et vous connaissez la synthèse où il n'y a ni force ni faiblesse. »

Il est bien évident que ces beautés dialectiques ne sauraient rendre inutile la recherche physiopathologique.

lecture qui vous enrichisse d'une méthode scientifique dans un domaine nouveau ? Prenez dans le livre tout ce qui est de l'économie anglaise, ou en est directement dérivé et laissez tomber tout le reste.

Une étrange conception

Les « marxistes » ont coutume de dire que, si le marxisme n'est pas reconnu comme scientifique par le monde savant, c'est à cause des intérêts que risquerait de léser une telle reconnaissance.

C'est se faire une étrange idée du critérium de la vérité scientifique que peuvent avoir les hommes de science.

Y a-t-il une seule découverte scientifique qui n'ait pas lésé d'intérêts ? C'est douteux.

Et y a-t-il des intérêts qui aient, de façon durable, empêché une découverte de se faire ? Sûrement pas. De même que l'artiste ne peut s'empêcher de créer son œuvre, le chercheur qui est sur une bonne voie ne peut s'empêcher de faire sa découverte.

Si le socialisme était réellement scientifique, rien ne pourrait empêcher qu'il soit reconnu comme tel par les gens de science.

Si la victoire du prolétariat était scientifiquement inévitable, comme l'affirme le « socialisme scientifique », les hommes de science le considéreraient comme tel sans beaucoup plus d'émotion qu'ils n'en éprouvent devant les horribles conséquences possibles de la désintégration de la matière.

Loin d'être « inévitable », la « victoire du prolétariat », si elle se produit, sera une réussite tout à fait remarquable, car elle est menacée, de toutes parts, de toutes sortes de dangers — dont le moindre n'est pas celui que constituent les chefs marxistes.

Pour une pensée ouvrière

Dans la pratique, dans la vie ouvrière, le gros reproche à faire au marxisme, c'est qu'il n'est pas une pensée ouvrière.

Il n'a pas été élaboré par des ouvriers.

Il plane au-dessus de la classe ouvrière. Et l'important n'est pas tant qu'il soit fondé ou non, scientifique ou pas. L'important, le grave est qu'il n'est pas directement accessible à cette classe ouvrière.

La classe ouvrière est obligée de s'en remettre à quelques hommes de le connaître et comprendre pour elle.

Il est évident qu'il y a là la source non pas d'une émancipation, mais d'un asservissement.

« Un grand changement se produira dans le monde le jour où le prolétariat aura acquis le sentiment qu'il est capable de penser d'après ses propres conditions de vie. »

Sorel met ce jour dans l'avenir... Or il y a eu un temps où la classe ouvrière a pensé par elle-même, d'après ses conditions de vie et en fonction de son travail. C'est le temps de ce constructivisme ouvrier, coopérateur et mutualiste, qui s'appelait « socialisme », qui a duré une bonne partie du XIX^e siècle et qui n'a cessé que dans les années 60 et quelque, avec le triomphe du marxisme. Nous avons vu cela dans une étude antérieure (1) où l'adhésion de la classe ouvrière au marxisme nous est apparue comme résultant d'un renoncement de celle-ci à sa construction propre.

Pour refaire un socialisme, il serait très vain de compter sur l'usure inévitable du marxisme actuelle au pouvoir.

Un mouvement socialiste ne renaitra que si la classe ouvrière retrouve confiance en elle-même, c'est-à-dire en ses propres capacités constructives.

J. PERA.

(1) « Le Manifeste à cent ans ». — R.P. février, mars 1948.

Victor Serge et M. Malraux

A la suite de la publication de la lettre de Victor Serge à M. Malraux, nous avons écrit à Wladi Serge, le fils de Victor Serge, pour lui signaler l'utilisation faite du nom de son père par la propagande gaulliste.

Malheureusement cette réponse ne nous est parvenue qu'après la sortie de notre numéro d'avril, dans lequel nous prenions position sur cette affaire, en nous appuyant sur les seuls éléments que nous possédions à ce moment-là.

Nous accueillons, avec une fraternelle sympathie, les explications de Wladimir Serge. Nous ne concluons pas.

Seul Victor Serge aurait pu nous éclairer sur l'évolution de sa pensée. S'il avait pu prévoir sa fin brutale, ce n'est certainement pas à M. Malraux qu'il aurait confié son testament politique.

Laissons aux nécrophages de la publicité gaulliste dix lignes de Serge. Il nous reste à nous son œuvre et sa vie depuis trente ans. C'est là que nous retrouvons le Victor Serge que nous avons aimé, le Victor Serge fidèle à notre R.P., le Victor Serge pour qui le socialisme était essentiellement le respect de l'homme.

La lettre du fils de Victor Serge

Mexico, avril 1948

Plus qu'affligé, je suis indigné de l'interprétation de la lettre de Victor Serge à Malraux.

Bien que ne connaissant pas textuellement celle-ci, je me sens qualifié pour en parler. Elle fut écrite, à l'occasion du succès électoral du R.P.F., à titre personnel et pour rétablir des relations de courtoisie, justifiées par la part active que Malraux a eue dans la libération de Serge (lors du voyage de Malraux à Moscou, après le scandale du Congrès de la Culture, il parla du cas de Victor Serge à Staline personnellement).

Lors de la dernière entrevue de Victor Serge avec Malraux, à Marseille, après juin 40, à propos de son activité cynique en Espagne, Malraux répondit qu'il le referait si c'était à refaire. Usant du vieil argument de la casuistique stalinienne, du « subjectif révolutionnaire » et de « l'objectif contre-révolutionnaire », il nous dit avec irritation que même s'il se voyait condamné par le parti, le chef ou le Komintern, même s'il voyait la possibilité de sa propre liquidation tôt ou tard, même ainsi il saurait demeurer fidèle !

L'entrevue fut orageuse et amère de la part de Malraux. Victor Serge resta calme et dur, lui reprochant l'inconséquence entre l'homme de la « Condition humaine » et sa conduite présente.

Quelques années plus tard, quand les nouvelles de la divergence entre Malraux et les staliens parvinrent jusqu'à nous, quelques camarades (et moi) prirent celle-ci comme une rectification dans le sens du socialisme révolutionnaire, et ce fut Victor Serge qui exprima des doutes quant à l'évolution de Malraux vers la « gauche » et sur le sens révolutionnaire possible de l'action des maquisards.

L'attitude de Victor Serge à l'égard du gaullisme n'a jamais été de sympathie et encore moins d'identification.

En observant de loin les événements, il a pu être porté à se réjouir du développement d'une opposition au stalinisme, mais cela n'a jamais signifié aucune approbation : pas plus que souhaiter la défaite des troupes japonaises aux Indes, pendant cette guerre, n'était accepter le colonialisme anglais !

La dernière fois que nous avons parlé du gaullisme, mon père et moi, ce fut à l'occasion d'un meeting-provocation où les staliens reçurent une fameuse raclée. Victor Serge attristé me dit : « N'oublions pas que les braves prolos égarés et trompés sont des ouvriers du quartier, et que les autres sont des réactionnaires. »

Ce que je constate chaque jour davantage, c'est que Victor Serge ces dernières années s'est trouvé seul, révolutionnaire incurable rebutant ses camarades les plus proches par son manque d'orthodoxie, et qu'il continue à être repoussé pour son attitude de pensée indépendante.

Ne suffit-il pas de voir son œuvre, ses livres et la profonde intransigeance de toute sa vie ?

Victor Serge disait : Ce n'est pas moi qui fait l'Histoire, et le principal pour agir c'est de comprendre. »

N'est-il pas évident que dans un conflit éventuel, la défaite de la Russie ne serait pas une défaite fatale au socialisme et qu'en cas de victoire stalinienne la classe ouvrière en aura pour longtemps avant de se réveiller ? Cela ne veut pas dire que je souhaite la guerre. Au contraire, je crois que si elle tarde on pourra l'éviter, et que du bon travail pourra être fait.

Malraux n'aurait pas publié cette lettre du vivant de Serge, car celui-ci aurait pu se défendre. Malraux la publie précisément pour se donner l'appui moral d'un militant révolutionnaire qui, vivant, aurait combattu violemment cette misérable confusion.

La confusion a été créée par une apparente ambiguïté de certaines constatations faites par Victor Serge. Moi-même, je me suis maintes fois révolté contre un manque de « conclusions concrètes ». Je me souviens qu'un jour de la dernière guerre, Victor avait affirmé que « la seconde guerre mondiale portait en elle, en plus de toutes les caractéristiques habituelles d'une guerre impérialiste, un caractère nouveau de transformation sociale ». Des camarades lui avaient reproché d'attribuer ainsi à la guerre actuelle une fonction que seule la révolution sociale peut accomplir. Mais qui niera aujourd'hui que, bien que les forces socialistes ne furent guère de poids dans les événements, c'est bien tout le socialisme qui est en jeu ? Et pour qui, plus que pour Victor, le socialisme fut toujours et avant tout prise de conscience ? De la sorte, Victor Serge affirmait bien sa confiance dans le socialisme.

Je t'assure qu'il n'y a eu aucun fâcheux tournant, ni aucun encouragement pro-gaulliste de la part de Victor Serge. Si cela était, nous serions tous là à le condamner. Mais c'est bien là méconnaître l'esprit profondément révolutionnaire d'un homme qui n'a jamais cessé d'en donner la preuve. Je suis prêt à défendre l'unique bien de celui à qui, comme beaucoup d'autres, je dois tant.

Fais de cette lettre ce que tu voudras : je t'autorise à exprimer tous les démentis que tu jugeras utiles.

De Franco à Staline!

La R.P. de mars 1948 a publié un article de Pedro Bonet sur les soixante Espagnols antifascistes enfermés au camp soviétique de Karaganda. La documentation de la Fédération espagnole des Déportés et Internés politiques a alimenté une campagne de presse menée dans la presse socialiste et libertaire de France, d'Europe et d'Amérique. La Fédération nationale des Déportés et Internés de la Résistance soutient l'action de la Fédération espagnole, qui a déterminé des interventions du gouvernement républicain espagnol et de tous les groupements et partis antifranquistes, à la seule exception des staliniens.

On a protesté — c'est bien. Mais c'est tout... et déjà on n'y pense plus. Comme on ne pense guère aux socialistes, syndicalistes et libertaires polonais, yougoslaves, tchèques, roumains, bulgares... disparus derrière le rideau de fer. Il faut dire franchement que cela n'intéresse plus le lecteur... On se lasse de ces histoires de déportations, d'assassinats collectifs. Et l'industrialisation de la mort émousse l'émotion individuelle. Les grands mouvements d'opinion pour Dreyfus, pour Ferrer, même pour Sacco et Vanzetti... c'est du style 1900 ! On veut bien à l'occasion illustrer par des exemples une polémique politique. Mais il ne faut pas abuser jusqu'à l'espoir de sauver des vies humaines !

Et surtout dans les grandes associations — où l'on se préoccupe, paraît-il, des problèmes d'ordre moral, comme la Ligue des droits de l'homme et la Fédération de l'Éducation nationale — on ne veut pas sortir du système imposé par l'orthodoxie... antifasciste. Or celle-ci ne connaît pas d'ennemis... à gauche... ni à l'Est. On parlera de la Grèce, pour embêter les Américains, de la Palestine pour embêter les Anglais, de l'Espagne pour embêter M. Bidault... On évoquera avec des tremolos dans la voix l'affaire du professeur Roussy — souffrant d'une hypertrophie de millions — ou le supplice subi à la douane américaine par Mme Joliot-Curie !... Mais, n'est-ce pas, des antifascistes qui ne sont pas staliniens sont naturellement suspects. Au congrès du secrétariat professionnel international de l'Enseignement de 1938, Marie-Louise Cavalier, spécialiste des questions internationales, me confiait son indignation de l'attitude des communistes espagnols qui — pour des raisons politiques — s'opposaient à l'évacuation des groupes d'enfants lorsqu'ils n'en gardaient pas le contrôle. A Karaganda sont internés les éducateurs et les médecins qui accompagnaient les colonies d'enfants en Russie — dont le docteur Juan Bote — coupable d'avoir refusé « de donner une éducation sectaire aux jeunes pupilles de sa colonie ». Depuis dix ans — et surtout depuis quatre ans — Marie-Louise Cavalier a quelque peu évolué. Elle a beaucoup appris au cours de ses voyages en U.R.S.S. et en Allemagne et de ses entretiens avec l'officier stalinienn Delanoue, dont elle fut la candidate au secrétariat général du Syndicat national des instituteurs. Elle a oublié pas mal de choses. Mais peut-être se souvient-elle encore que la route vers Moscou passe par un grand nombre de « Karaganda », où meurent quelques-uns des meilleurs d'entre nous.

Car ici, aucune excuse au silence des responsables. Les staliniens espagnols ont prétendu qu'il s'agissait d'éléments « franquistes ». Cette ignoble calomnie est quelque peu usée. Elle a déjà servi à justifier la déportation, l'emprisonnement et l'assassinat des révolutionnaires espagnols qui furent parmi les meilleurs combattants des armées républicaines et qui s'opposèrent à la dictature des agents de Staline. La Fédération des déportés espagnols publie des noms, des états de service, des « preuves matérielles » à l'appui de sa protestation.

D'exil, le gouvernement républicain espagnol est intervenu pour la libération de ses compatriotes, par des démarches officielles le 4 décembre 1946,

le 22 avril 1947 et le 26 novembre 1947. Vainement !

La Fédération a recueilli, pour sa campagne, l'adhésion des organisations suivantes : du parti socialiste ouvrier espagnol (dont le secrétaire général R. Llopis fut un ami personnel de Georges Lapierre, le militant du syndicat des instituteurs, mort en déportation); de la C.N.T. espagnole; de « l'Esquerra republicana de Catalogne »; de « l'Isquierda republicana »; de l'Union générale des travailleurs d'Espagne; du P.O.U.M. (parti ouvrier d'unification marxiste); de l'Union républicaine espagnole; du Groupe catalan des invalides et mutilés de guerre en France; des Intellectuels espagnols; des Jeunesses socialistes d'Espagne, etc... et des organismes officiels d'Espagne, de Catalogne, d'Euzkadi, siégeant en exil.

Et les protestations émanent de gens qui ont largement payé leur tribut à la cause de l'antifascisme, qu'il s'agisse de la guerre contre Franco ou de la guerre contre Hitler, de gens qui « ont souffert dans leur chair des sadiques tortures du régime hitlérien ». MM. Albert Bayet et Emile Kahn n'ont donc pas de répugnances à vaincre, pour répondre à leur appel !

Des franquistes, les internés de Karaganda ! Si cela était vrai, ils ne seraient pas internés. Ceux qui en 1939 se sont ralliés à Franco et ont manifesté le désir de rentrer en Espagne franquiste — d'ailleurs très peu nombreux — ont été l'objet d'égards particuliers de la part du gouvernement soviétique qui les a fait rapatrier par la Turquie. Les mercenaires franquistes de la fameuse « Division bleue » prisonniers en U.R.S.S. ont bénéficié du statut des prisonniers de guerre établi par la Convention de Genève. Les autres (élèves pilotes d'aviation, marins du « Cabo St-Augustin » et du « Sebastien Eleano », civils encadrant des colonies d'enfants) ont été sélectionnés en juin 1941. Ceux qui optèrent pour demeurer en Russie ont été transformés en « travailleurs libres ». On ne sait ce qu'ils sont devenus. Les autres qui préféraient rejoindre la France ou le Mexique ont subi toutes les rigueurs réservées par le gouvernement stalinienn à ses pires ennemis. De l'infamie prison de Novorsivirsk (Sibérie du Sud), où la température atteint 50° au-dessous de zéro; du camp de travail de Krasnoïark, dont aucun n'est sorti indemne physiquement; d'un camp de Yakoutie, dans l'extrême Nord de la Sibérie, où ils demeurèrent dans la nuit continue (il n'y fait jour que trois mois par an), et où beaucoup trouvèrent la mort, ils furent tous transférés, pendant l'hiver de 1942, à Karaganda où le régime est semblable à celui des camps de déportés hitlériens.

A la fin de l'année 1947, 900 internés résidaient à Karaganda. Des hommes, des femmes, des enfants — en majorité des juifs autrichiens. A l'est et à l'ouest s'étend la steppe stérile appelée la « Bet Pakdala » (steppe de la faim). Des travaux agricoles très pénibles, un appel matin et soir, une soupe dont le seul aspect provoque le dégoût, des baraques sans éclairage, ni chauffage, des sanctions individuelles (la prison avec privation de nourriture pendant deux jours consécutifs), des sanctions collectives (trois heures au garde-à-vous par une température de — 60°). On croirait lire des extraits du livre de David Rousset : *Les jours de notre mort* !

Soixante Espagnols antifascistes (s'ils ont tous survécu) à Karaganda, au milieu de 900 internés — hommes, femmes et enfants ! — Des centaines de Karaganda... et probablement des centaines de milliers d'internés de toutes nationalités, sur le territoire de la « patrie du socialisme » ! En face de cette abominable duperie, le silence devient la forme la plus méprisable de la complicité dans le crime !

Roger HAGNAUER.

Appel de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques

Il n'est pas dans nos intentions de faire le procès chronologique de la douloureuse odyssee des républicains espagnols déportés au camp de travaux forcés de Karaganda, dans le désert de Kazakstan (U.R.S.S.).

Nous qui avons souffert dans nos chairs les sadiques tortures du régime hitlérien, et avons survécu aux horreurs des enfers d'extermination systématisée, ne pouvons pas nous résigner à ce que ces êtres humains, qui, comme tous les républicains espagnols, furent les premiers qui opposèrent généreusement la première résistance organisée au fascisme international, soient soumis à de pareilles méthodes par un pays qui se réclame ami, et qui lutte contre l'Allemagne nazie, en arborant au vent les drapeaux de la liberté.

C'est un devoir impérieux pour nous, impératif pour tous ceux qui ont connu la famine, le froid et la désolation sous la domination inquisitoire de la Gestapo et des S.S., et c'est une fonction de tout citoyen pour qui les paroles Liberté et Droit des gens ont un sens bien défini par les codes, de réclamer et d'exiger, par solidarité, la libération de ces hommes sur lesquels pèse une menace de mort certaine. Nos voix et notre protestation sont dirigées également contre toute méthode ou régime qui privent les hommes de pain et de liberté.

Tant que nos compatriotes en Espagne ou en

U.R.S.S., hommes de conscience libre, de n'importe quelle race et où qu'ils se trouvent, souffriront dans leur chair et dans leur esprit la rigueur de l'injustice et du despotisme, les déportés et internés politiques ne pourront se croiser les bras sans avoir abdicé honteusement ce que nous sommes et ce que nous représentons.

Nous avons recours au moyen extrême de cet appel adressé à tous les hommes et à toutes les femmes de par le monde, qu'ils soient prolétaires ou intellectuels, athées ou croyants, blancs ou de couleur, qui n'auraient pas oublié les douleurs et les déchirements de la terrible tragédie à laquelle a été soumise l'humanité, leur demandant de bien vouloir ajouter leurs efforts aux nôtres pour aboutir à la libération de tous ceux qui, injustement, à Karaganda — et à tant d'autres Karaganda — sont les victimes d'une monstrueuse aberration.

Espérons aussi que notre appel sera entendu par l'O.N.U. et par les gouvernements, et que ceux-ci, spontanément, offriront, sans hésitation, asile et sécurité à nos compatriotes. La Ligue internationale des droits de l'homme, nous n'en doutons pas, faisant honneur à ses principes fondamentaux, secondera avec chaleur et sans retard, l'action généreuse qui réclame la libération des Espagnols antifascistes de Karaganda.

Action communiste en Hongrie

Les méthodes employées par les communistes, en Hongrie, constituent un enseignement de tactique valable pour tous les pays.

En Hongrie, le parti communiste bénéficie d'aides substantielles, de l'appui des forces occupantes, et aussi, il faut le dire, d'un dynamisme pourvu de procédés de propagande très particuliers.

Bien avant les dernières élections, les communistes avaient constitué des équipes de choc de travail qui s'égaillaient dans les campagnes toutes les semaines, dès le samedi à midi. Munies de camions et de tout le matériel de construction nécessaires, ces équipes partaient dans les villages pour reconstruire les églises broyées par la guerre. Une cinquantaine de ces édifices ont été relevés gracieusement ainsi à titre de propagande.

D'autres équipes, différemment outillées, parcouraient le pays pour réparer gratuitement tout le matériel de cuisine : poêles, chaudrons, casseroles, etc... Pour qui ne connaît pas l'état de délabrement et de destruction des campagnes hongroises, ces efforts peuvent paraître futiles. Au contraire, dans l'état actuel de la vie paysanne, nous estimons que de telles entreprises présentent une importance réelle.

De même, d'autres équipes assurent la réparation des chaussures. Pour tout ce travail, dans chaque village, on passe dans toutes les maisons et, parfois, si la nécessité s'en fait sentir, on laisse, au nom du parti communiste, un tablier, une paire de galoches.

En d'autres cas, on vient en aide aux paysans bénéficiaires des domaines partagés. On leur offre des semences, un outil; on leur apporte conseils et prêts d'argent.

Dans ce pays arriéré, des cartomanciennes courent la campagne pour dire la bonne aventure et faire, en même temps, très habilement, la louange du parti communiste.

Toujours avant les élections, un député réactionnaire proposa à la Chambre l'instauration de l'enseignement laïc dans le pays. Les communistes votèrent pour le maintien obligatoire de l'enseignement religieux dans les écoles de l'Etat.

Lors du départ de Ferencz Nagy, la basilique de Budapest brûla pendant la journée. L'événement sema une psychose de panique dans les esprits. Le lendemain, Rakosi, secrétaire général du parti communiste, fit voter une somme importante pour la réfection du monument alors que les maisons d'habitation éventrées par la guerre attendent depuis trois années d'être restaurées.

Une fédération des femmes démocratiques hongroises, une jeunesse groupée dans une association d'apparence neutre, d'autres sociétés également camouflées, épaulent le parti communiste dans son action de conquête des masses.

Le résultat d'un tel déploiement d'imagination et de moyens n'a pas été bien brillant. Les communistes qui avaient conquis 17 % des suffrages en 1945 n'ont obtenu en 1947 que 22 % des voix, soit une augmentation de 5 % seulement.

Malgré un appareil de contrainte, éminemment efficace, ils n'ont pas développé leur emprise au gré de leur volonté. Ce freinage est dû au souverain que le peuple hongrois a gardé du traitement infligé par l'occupant lors de la libération du territoire. L'attitude passée de l'armée russe desservit la cause du communisme.

Trois formes d'opposition subsistent actuellement dans le pays : l'opposition socialiste, l'opposition religieuse et l'opposition de droite.

Rakosi, grand maître de la Hongrie, estime « qu'un parti ouvrier unique sert le mieux la cause de la classe ouvrière ». Aussi, le parti social-démocrate devra exclure de sa direction tous les ennemis de l'unité ouvrière et de l'Union Soviétique. Déjà Karl Peyer a dû fuir son pays pour des raisons de résistance. Il est traître, espion, vendu à une puissance étrangère. En réalité, il est simplement resté socialiste fidèle, mais rebelle à l'emprise communiste. Pour cette seule raison sa vie s'est trouvée en danger.

L'Eglise catholique, déjà, est accusée de cacher les ennemis du peuple hongrois. Les sourires d'un passé récent se sont éteints. Rakosi ne parle rien de moins que de régler « les relations entre l'Eglise et notre république populaire ». On sait ce que cela signifie et Mgr Mindszenty devra prendre acte de la République, s'y soumettre ou sinon Rakosi rugira.

Quant au parti paysan, il est bien décimé. A vrai dire, dans les mois à venir, le parti communiste qui n'a que 22 % de la population pour lui, mais qui possède tous les leviers de commande de l'Etat, compte anéantir toute opposition en commençant par l'Eglise catholique. « Les prochains mois, nous disait Peyer récemment, nous apprendrons quel genre de compromis ou quel coup de force réglera provisoirement la résistance d'un pays qui ne consent pas à se soumettre au parti communiste. »

A. GALLOIS.

La renaissance du syndicalisme

Fusion... sans effusions

Ce n'était pas seulement par souci d'information que j'avais demandé à représenter la R.P. au congrès de fusion de la Fédération postale F.O. qui s'est réuni les 10 et 11 avril. J'étais aussi impatient de reprendre contact avec de vieux amis, nos compagnons des luttes d'avant-guerre, d'évoquer avec eux cette fervente action syndicaliste et pacifiste que la plupart de mes ex-amis du S.N. des Instituteurs ont reniée dans l'espoir — d'ailleurs vain ! — de gagner la mansuétude des stalinien.

J'aurais voulu consacrer à leur congrès une place importante dans la R.P. Les nécessités de la cuisine du numéro ne me le permettent pas. D'ailleurs mes impressions ne seraient pas de nature à favoriser l'apaisement entre les deux fractions qui se heurtèrent au congrès — apaisement d'autant plus nécessaire qu'il est plus difficile. Je me contenterai de brèves observations.

Les lecteurs de la R.P. connaissent l'histoire de la Fédération syndicaliste des P.T.T. dont Mourgués et Mathé sont les animateurs (cf R.P. d'août-septembre 1947, article d'Henriette Brissac). Pas de doute ici sur les motifs corporatifs et syndicalistes de la scission de 1946. Les minoritaires demeurés à la C.G.T. — à tort ou à raison, ce n'est pas la question — auraient dû être invités, lors de la scission confédérale de 1947, à rejoindre les syndicats autonomes, qui avaient par le canal de la Fédération syndicaliste affirmé leur adhésion à F.O. S'ils y avaient été mal reçus... (pas plus mal sans doute que les autonomes des Métaux dans la fédération Chevalme), ils auraient eu le droit de se plaindre, avec quelque chance d'être entendus. En constituant une fédération indépendante F.O. — en face de la Fédération syndicaliste, ils ont voulu opposer un bloc à un autre bloc — opposition qui a fatalement atteint son paroxysme au congrès.

J'avoue les connaître mal et je voudrais me défendre contre la partialité de mon amitié pour leurs contradicteurs. Je ne crois pas cependant trahir la vérité en distinguant, parmi eux, à la fois des éléments de Front ouvrier, des réformistes de la vieille tendance F.O. et d'ex-corporatistes.

Pourquoi faut-il qu'ils soient apparus dans le congrès comme mal dégagés des formules et des habitudes de la fédération stalinisée ?

La discussion a porté exclusivement sur les statuts. Je ne prends pas parti. Certaines des propositions de la Fédération indépendante pourraient paraître à un observateur impartial, plus démocratiques que celles de la Fédération syndicaliste (quant à l'application de la représentation proportionnelle et à l'instauration d'une tribune libre dans l'organe fédéral, par exemple). Mais il est des débats significatifs qui éclairent un jugement et classent une tendance.

Pourquoi diable avoir voulu maintenir la formule du syndicat unique, groupant à la base tous les postiers de toutes catégories ! Sans souhaiter le retour pur et simple aux trois organisations parallèles qui constituaient autrefois la Fédération postale : syndicats nationaux des agents, des employés et des ouvriers, on doit reconnaître honnêtement que le syndicat unique à la base — ravagé par la démagogie politique — a été l'instrument essentiel de la « stalinisation » de la Fédération. Quand une expérience s'est révélée aussi désastreuse, un militant — qu'aucune arrière-pensée n'anime — ne doit pas hésiter à la liquider définitivement.

Et comment qualifier cette révélation sensationnelle sur le soutien accordé par les syndicats américains au comité de grève de 1946 ? Fallait-il alimenter la calomnie stalinienne, alors qu'il s'agis-

sait d'un acte normal de solidarité ouvrière internationale, alors que les militants de la Fédération indépendante avaient connu l'opération et y avaient même participé ?

Libérer sa conscience au bout de deux ans, parce que l'on n'est pas satisfait d'un vote de congrès, c'est témoigner d'une vertu à long retardement et à explosions opportunes, qui relève plus de la malice politique que de l'intransigeance morale. L'atmosphère du congrès, ainsi chargée, aurait pu aboutir à la rupture, elle pouvait difficilement préparer la collaboration entre les deux fractions. Mais rien d'irréparable ne s'est produit. Nous avons assez participé aux luttes de tendances pour expliquer et excuser les gestes inconsidérés provoqués par les déceptions et les défaites. A la différence des politiciens — qui paraissent mieux qu'ils ne sont — les militants syndicalistes valent souvent mieux qu'ils ne se manifestent. Il faut savoir, comme disait le vieux Boileau « de l'homme d'honneur, distinguer... le partisan ! ».

Ceux qui ont fondé la Fédération autonome et qui dirigent la Fédération syndicaliste ont les défauts de leurs qualités. Leur « mauvais caractère » s'explique par leur caractère. Ils sont — eux aussi, eux surtout — de ceux qui ne se sont résignés ni à la fatalité de la guerre, ni à la fatalité du totalitarisme, ni à la fatalité de la colonisation stalinienne. Lorsqu'une équipe, à notre époque de conformisme écœurant, a prouvé ainsi son originalité, on ne lui marchandé ni son estime ni sa confiance.

R. H.

Le « cheval de Troie » de la défense laïque

L'autonomie devait préserver le Syndicat des Instituteurs des déchirements qui paralysent la classe ouvrière. Partisans de la C.G.T. et partisans de F.O. avaient solennellement juré de s'incliner devant la décision prise et de ne pas constituer de syndicats confédérés dans l'une ou l'autre des deux centrales. Aigueperse pouvait continuer à collaborer avec ses « amis » Labrunie et Delanoue. Seulement... voilà ! Tandis que les camarades F.O. demeurés dans le Syndicat National appliquent loyalement — dans sa lettre et dans son esprit — la décision du congrès, les stalinien qui se moquent éperdument de la légalité syndicale et qui sont passés maîtres dans l'art du « camouflage » des organisations, s'efforcent de déborder le Syndicat National. Et comme toujours c'est en « agitant » les jeunes qu'ils espèrent conquérir des positions-clés d'où l'on pourra mener l'assaut contre le bureau du S.N. Forts du prestige qu'ils doivent à la « grandeur d'âme » des dirigeants de la majorité, ils reprennent contre celle-ci la tactique qui leur avait déjà servi, il y a quelque quinze ans. « Tu l'as voulu, Georges Dandin ! ».

Je n'ai rien à retrancher de mes avertissements antérieurs. On ne dirige pas une grande organisation comme la nôtre en se laissant trainer par les événements et les fractions. Si les leaders de la majorité avaient mené la propagande nécessaire pour l'adhésion à F.O., les camarades de l'Ecole Emancipée les auraient finalement suivis. On aurait renforcé l'opposition syndicaliste au sein de la nouvelle centrale et l'on aurait coupé les ponts — non avec les instituteurs séduits par la démagogie

stalinienne — mais avec les politiciens qui les dupent.

Et je suis absolument convaincu qu'on aurait vite regagné le terrain perdu depuis quatre ans. Si la scission s'était réalisée, on aurait pu procéder immédiatement au renouvellement des conseils départementaux. Comme autrefois les élus staliniens n'auraient pas atteint la dizaine, pour toute la France.

Mais encore une fois, « la sincérité demeure — selon le mot de Fernand Lorient qui fut longtemps notre guide — la forme supérieure de l'habileté ». Il faut découvrir les staliniens tels qu'ils sont sans se laisser séduire par les banderoles qu'ils portent. Il paraît que si le maintien à la C.G.T. a groupé d'importantes minorités dans les départements de l'Ouest, c'est parce qu'ils sont apparus comme les plus ardents défenseurs de la laïcité. Nous reviendrons sur cette question et sur les conditions d'une efficace défense laïque. Mais il est intolérable que l'on ne réagisse pas contre cet abus de confiance.

La vieille équipe syndicaliste du Finistère qui pendant les vingt années d'entre deux guerres a littéralement transformé tout le département était à la pointe du combat à la fois pour la défense laïque et contre la colonisation stalinienne. Et c'est grâce à cette netteté dans la propagande et l'action qu'elle a conquis la grande majorité des instituteurs du Finistère.

Défense laïque ? Alors que sous ce prétexte les leaders staliniens ont présenté au congrès de l'Éducation nationale une motion condamnant la « Troisième Force », l'« Impérialisme américain » et dénonçant — selon la terminologie des rédacteurs de « l'Humanité » et d'« Action » — « l'offensive idéologique contre la culture française ». Cela pue la propagande électorale la plus grossière.

Il faut opposer à cette duperie la position de la Fédération de l'Éducation nationale F.O., qui a fort heureusement défini les caractères d'une véritable défense laïque dans une motion votée par le congrès de la C.G.T.F.O., et dont nous reproduisons ici l'introduction :

I

Le congrès confédéral proclame solennellement le caractère laïque du syndicalisme tel qu'il le conçoit. L'indépendance du syndicalisme doit être sauvegardée aussi bien à l'égard des partis politiques des gouvernements et en général de toutes les puissances ou autorités économiques et administratives qu'à l'égard de toutes les Églises et sectes philosophiques ou religieuses.

Le caractère laïque de l'action syndicale implique donc la tolérance qui est le respect des consciences des hommes, des femmes et des enfants du monde entier. Il implique également l'ambition de développer chez tous les travailleurs l'amour de la liberté, de la démocratie, de la vérité et de la solidarité humaine.

C'est une éducation laïque qui réalisera ces buts. Dans le sens où Diderot a dit : « Avoir des esclaves n'est rien, mais ce qui est intolérable, c'est d'avoir des esclaves en les appelant citoyens. »

Le congrès juge intolérable toute situation où ne sera pas donné, à l'école laïque, le premier rang dans la république. Cette école doit former tous les enfants de la nation. Toutes les œuvres périscolaires et, en particulier, les œuvres d'éducation ouvrière doivent maintenir et développer les hautes aspirations humaines dont l'école laïque favorise et favorisera l'épanouissement.

II

Le congrès exprime sa réprobation pour tous les actes, quelle qu'en soit l'inspiration, qui atteignent et restreignent le libre développement de l'individu. Une école soumise à un dogme religieux aussi bien

qu'une école qui servirait un système politique plus ou moins totalitaire sont la négation, à ses yeux, de la démocratie. Le congrès met en garde tous les travailleurs contre ceux qui, usurpant le titre de défenseurs de la laïcité, le brandissent comme un drapeau, mais l'utilisent en fait pour camoufler leurs entreprises en faveur d'un cléricisme de parti ou d'État, sous l'apparence d'une lutte contre un cléricisme d'Église.

R. H.

Le 1^{er} mai à Marseille

Dimanche Premier Mai, j'ai assisté à Marseille au meeting organisé par l'Union locale de la C.N.T. Il y avait une bonne salle bien que les ouvriers habitant la banlieue n'aient pu se déplacer facilement, les tramways chômant ce jour-là.

Ce meeting était placé sous le signe des martyrs de Chicago. Une grande peinture montrait les cinq camarades se balançant au bout d'une corde. Les initiales C.N.T.-A.I.T. et les mots d'ordre syndicalistes révolutionnaires, que nos staliniens et réformistes n'ont plus l'habitude d'employer, s'étaient sur les murs et sur l'estrade.

À Marseille, ce sont presque tous des jeunes, des moins de trente ans qui dirigent le mouvement syndical de la C.N.T. Il y a bien quelques vieux chevronnés du syndicalisme, mais ils restent dans l'ombre, se contentant de donner des conseils et d'aider leurs jeunes camarades dans l'organisation de la nouvelle centrale révolutionnaire.

C'est Chalvidan, jeune secrétaire de l'Union locale, qui préside le meeting. Il le fait avec simplicité et bonne humeur, sans pédantisme, sans prétentions.

Curty, de l'Union locale, fait l'historique du mouvement ouvrier de 1830 à nos jours. « Lorsque nous étudions l'histoire du mouvement ouvrier, dit-il, nous nous apercevons que chaque fois que la classe ouvrière a voulu suivre les partis politiques, elle est allée à l'aventure, à la catastrophe, sans en retirer aucun profit. Revenons donc à Proudhon, et mettons en pratique ses conseils. Organisons-nous, en dehors de tout parti politique, de toute secte religieuse. En 1948 la Charte d'Amiens est toujours d'actualité. »

Robert, de l'Union régionale parisienne, secrétaire du syndicat des cheminots C.N.T., fait, lui, l'historique du Premier Mai de 1884 à nos jours. « Chicago, Fourmies, Limoges, etc., sont les étapes du martyre de nos militants et du prolétariat. » Il explique ce qu'est la C.N.T. et les buts qu'elle poursuit : unir la classe ouvrière en dehors de tout parti politique, pour obtenir d'abord des améliorations immédiates et ensuite pour aboutir à la libération économique, c'est-à-dire la disparition de la condition prolétarienne par l'avènement d'une société basée sur la formule suivante : « De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins ».

La sortie s'est effectuée sans incident. On vend le « Combat syndicaliste », « le Libertaire » ; des jeunes camarades femmes font la quête pour payer les frais de la salle, la C.N.T. n'étant pas encore arrosée par les dollars américains, quoi qu'en disent les « cocos » de la C.G.T. marseillaise.

En revenant chez moi, en compagnie d'un ami, j'ai assisté pendant un moment au défilé carnavalesques des staliniens : P.C. et C.G.T. L'Internationale au rancart ; on chante surtout « la Marseillaise », le « Chant du départ ». Beaucoup de pancartes, mais moins de monde que les années précédentes.

La C.G.T.F.O. et le parti S.F.I.O. avaient organisé leur meeting et défilé au Prado. Devant cette division, résultat de deux politiques, nos capitalistes et nos gouvernants doivent être très heureux. La classe ouvrière a pris les chemins de traverse et s'est embourbée dans les marécages de la politique.

Conclusion : fuyons la politique et les politiciens comme la peste !

Martial DESMOULINS.

Nous sommes des déserteurs!

C'est ainsi que nous qualifia Léon Jouhaux au congrès confédéral F.O. Comment le personnel enseignant syndiqué en est-il arrivé à mériter ce qualificatif, s'il le mérite? La tradition syndicale est puissante chez les enseignants de notre pays, surtout chez les instituteurs. Il est même certain que, nulle part ailleurs, le syndicalisme universitaire n'est aussi actif. Les enseignants français ont constitué des syndicats très tôt. Très tôt, certains de ces syndicats se confédérèrent. Très vite ils recrutèrent non seulement dans le primaire, mais aussi dans le secondaire, et même dans le supérieur. Après la libération, les syndicats d'enseignants adhérant à la C.G.T. avaient la majorité absolue parmi le personnel sauf dans le supérieur. C'est ce que démontraient les diverses élections universitaires. Adrien Lavergne, secrétaire général de la F.E.N., pouvait déclarer dans l'« Enseignement public » de février 1948 qu'en 1947, il avait distribué 187.292 cartes confédérales sur 220.000 ressortissants environ du ministère de l'Education nationale. Cela tient à l'ampleur du mouvement syndical français, à la vieille tradition laïque française, mais aussi au fait que les universitaires français ont été très tôt parmi les plus prolétariés du monde.

Pourquoi cette fédération est-elle devenue autonome? Comment l'est-elle devenue?

Il y a à cela un certain nombre de raisons. Examinons-les. Adrien Lavergne, secrétaire général de la F.E.N., était un militant de Force ouvrière. Il appartenait à la C.A. confédérale à la « minorité ». Henri Aigueperse, secrétaire général du puissant S.N. des instituteurs, signait comme lui au C.C.N. les textes de la minorité. C'est ce qu'ils firent au C.C.N. historique d'octobre dernier. La plupart des syndicats nationaux importants adhérant à la F.E.N., le S.N.I., le S.N.E.S., le syndicat des Collèges modernes, entre autres, étaient dirigés par des camarades qui, s'ils n'appartenaient pas tous aux groupes F.O., étaient considérés comme des minoritaires. Rares furent ceux qui, parmi eux, prirent position pour la C.G.T.F.O. On peut citer Janets du S.N.E.S., Pacquez des Collèges modernes; mais pas un membre du B.N. du S.N.I. Lavergne ne prit aucune position, sinon celle qui consistait à demander avant tout le maintien de l'unité de la F.E.N. H. Aigueperse ainsi que tous ses camarades de la majorité du Bureau national prirent position pour l'autonomie du S.N. et de la F.E.N.

Tout cela constitue une première raison, la plus sérieuse peut-être, la seule disent certains qui rappellent le rôle primordial joué par des dirigeants syndicaux dans des circonstances semblables.

Ces dirigeants syndicaux de la F.E.N., partisans de l'autonomie, reçurent très tôt l'appui non négligeable des « Amis de l'Ecole émancipée ». Dès janvier, ceux-ci ont mené campagne pour l'autonomie de la F.E.N. La plupart d'entre eux avaient pris parti pour le mouvement « Unité syndicale », accusant minoritaires et majoritaires de la C.G.T. et refusant de choisir entre Jouhaux et Frachon. Leur conception de l'autonomie est constructive: leur but est la reconstruction d'une C.G.T. unique, dépolitisée et assainie, qui sera l'instrument réel de la libération du prolétariat.

A ces arguments révolutionnaires, qui ont joué leur rôle auprès de bon nombre de syndiqués, se sont ajoutés les arguments apportés par la « majorité ». Il faut reconnaître que ce sont ceux qui ont porté le plus sur l'ensemble du personnel.

La défense de l'Ecole laïque nécessitait, disaient-ils, une fédération puissante, à l'action plus efficace, qu'un cartel ayant regroupé des représentants d'une fédération F.O. et d'une fédération C.G.T.

De nombreux syndiqués auraient refusé de choisir entre F.O. ou C.G.T.; ils auraient renforcé la C.F.T.C. ou certaines organisations « amicalistes » à caractère réactionnaire à peine camouflé; telles la Société des agrégés ou l'ancien Syndicat autonome du secondaire reconstitué (il avait en 1945 fusionné avec le S.P.E.S. cégetiste) ou mieux ils

seraient, comme disait Guilloché, devenus adhérents du « Syndicat des Pêcheurs à la ligne ».

L'argument « revendicatif » a aussi eu un poids important. Nul ne niera l'aspect particulier des revendications du corps enseignant, leurs conditions particulières de travail. Lavergne et ses amis n'ont pas eu de mal à les convaincre que leurs intérêts corporatifs nécessitaient qu'ils restent nombreux, groupés et que là où ils avaient le plus de chances d'être nombreux, c'était dans l'autonomie.

C'est peut-être du particularisme, mais il est un fait que le travail des enseignants les encourage à un état d'esprit particulariste.

Il y a enfin un caractère propre à la structure de la F.E.N. C'est d'ailleurs aussi probablement vrai pour les autres fédérations de fonctionnaires, mais c'est encore plus marqué chez nous.

Un syndicat quelconque, groupant un petit nombre de syndiqués dans une entreprise peut difficilement s'isoler dans l'autonomie. Il est fatalement amené à choisir, sauf si — ce qui ne s'est produit nulle part ailleurs — sa fédération n'opte pas pour l'autonomie. La seule fédération qui comme la nôtre a organisé un referendum est celle du Livre, et l'on connaît le résultat. Ce n'est pas à moi d'en tirer des conclusions.

Chez nous la fédération est composée de syndicats nationaux. Les plus importants d'entre eux pouvaient se permettre d'avoir une vie autonome propre. Il n'est un secret pour personne que la puissance et l'importance de la F.E.N. tiennent à celles du S.N.I. Cela explique beaucoup de choses.

Voici pourquoi la F.E.N. est devenue autonome.

Comment l'est-elle devenue? Les divers syndicats nationaux ont organisé un referendum, après la décision des conseils nationaux des instituteurs et de la F.E.N. Ils ont tenu leurs congrès respectifs dans le cadre de leurs statuts à Pâques. Les résultats des referenda y furent connus et interprétés suivant les mandats qu'avaient les divers délégués. Un seul parmi les syndicats importants, celui des Centres d'apprentissage, décida le maintien à la C.G.T. moins quelques mandats contre et abstentionnistes.

Deux d'entre eux: celui des Agents des lycées et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique votèrent le maintien à la C.G.T. mais admirèrent dans leurs rangs des syndiqués refusant de payer leur part de cotisation confédérale.

Le S.N.E.S. et le Syndicat des Collèges modernes qui ont d'ailleurs fusionné et sont devenus l'Union syndicale du deuxième degré sont autonomes mais admettent en leur sein la coexistence de deux syndicats: un F.O. et un C.G.T. Le Syndicat national de l'Enseignement technique, branche Ecoles, est également devenu autonome, mais à une majorité plus faible. La formule finale qu'il a adoptée est intermédiaire entre les précédentes.

Quant au S.N.I., il est non seulement devenu autonome, mais il interdit à ses adhérents même l'affiliation individuelle à F.O. ou à la C.G.T.

Telle était la situation le mercredi 24 mars au soir, à la veille du congrès fédéral.

Personne ne doutait alors que la F.E.N. ne devienne autonome. Toute la question était de savoir quelle serait cette autonomie. Il y avait en présence deux thèses absolues: celle du S.N.I. et celle de l'Union syndicale du deuxième degré. Entre les deux les dialecticiens que sont les syndicalistes universitaires allaient chercher une ou plusieurs formules de compromis. Car le problème était légèrement différent: une fédération n'est pas un syndicat national. Il importe, disaient certains, que la formule adoptée soit plus souple que celle prise par le S.N.I. Oui mais disaient d'autres, on ne peut appliquer à la fédération la même formule que celle de l'Union syndicale du deuxième degré, car ce serait faire d'elle une nouvelle U.G.F.F., un cartel, système voué à l'impuissance et à l'éclatement. De nombreux orateurs défilèrent à la tribune, défendant avec éloquence telle ou telle thèse. La commission de structure siégea pendant de nombreuses heures. Les conciliabules, les manœuvres tactiques se multiplièrent. Finalement deux textes s'affrontèrent: le premier reprenait avec des variantes le point de vue adopté par l'Union syndicale du deuxième degré, il était défendu par Delanoue; le second, présenté par Fedencien, militant

du S.N.E.S. de Bordeaux, préconisait une Fédération autonome unique composée de syndicats autonomes, un seul syndicat étant admis par catégorie avec cette réserve que si à la date du congrès 1948 des syndicats avaient adopté une formule différente, ils auraient trois mois avec l'arbitrage fédéral pour régler le problème.

C'est ce texte, sur lequel se comptèrent toutes ou presque les voix anticégétistes, qui l'emporta.

La proclamation du vote eut pour conséquence plusieurs déclarations : celles d'Artus et de Giroux qui apportèrent la démission du Syndicat national des Centres d'apprentissage, celles de Guilbert et de Jacqueline Marchand qui proclamèrent qu'il y aurait une F.E.N.C.G.T.

Quel sera l'avenir de la F. E. N. autonome ? La lutte de tendances n'y avait pas été très vive jusqu'à novembre dernier, sauf au S.N.I. et à la section de la région parisienne. C'est d'ailleurs une explication de plus à la « désertion ». Il est vraisemblable qu'elle le sera davantage. Dans les divers organismes administratifs et exécutifs, à la C.A. fédérale, en particulier partisans ou non de F.O. y affronteront cégétistes. Quant à la majorité autonomiste, elle tiendra dans la mesure où ses composants ne se rallieront pas à l'une ou l'autre centrale, et dans ce cas risqueront-ils d'être sans troupes.

Lavergne et ses amis parviendront-ils à faire respecter les décisions du congrès fédéral ? Comment s'adaptera cette nouvelle structure dans les syndicats départementaux dont beaucoup avaient déjà du mal à vivre ? L'avenir nous le dira.

Que ferons-nous, militants de l'Ecole émancipée, qui sommes aux yeux de certains les principaux responsables de la « désertion » ?

Quant à moi, camarade Jouhaux, je refuse ce qualificatif. Nous aurions peut-être pris parti pour la nouvelle centrale, si, au départ, elle était apparue autre chose. Nous avons considéré que vous n'avez rien fait pour faire de la vieille C.G.T. ce qu'elle était avant 1914 ; vous n'avez même pas fait qu'elle soit une maison habitable pour tous. Avez-vous oublié que vous et Fréour avez signé la résolution finale du congrès confédéral de 1946, à laquelle s'opposait celle de Valière ? Vous n'avez presque pas lutté jusqu'en octobre 1947. Vos amis et vous, vous avez défendu les principes qui ont conduit le syndicalisme français à la faillite. Comment voulez-vous que nous ayons confiance en vous ? On nous disait : vous verrez les statuts de la nouvelle centrale, vous verrez son orientation. Vous n'avez même pas accepté la non-réligibilité après six ans, alors que vous saviez que cela aurait eu un succès réel dans la classe ouvrière de ce pays. Si vous aviez jeté votre prestige dans la balance, ces principes l'auraient emporté. Vous nous avez rappelé fort mal à propos que si des soldats désertent, c'est toujours de la faute au général.

Ch. CORDIER.

Il faut « redécouvrir » le syndicalisme

Ce n'est pas manifester un esprit systématique de sembler critique mais simplement objectif que de demander, après le congrès confédéral F.O. : Mais qu'est-ce que le syndicalisme ?

Poser en effet une semblable question, après plus d'un demi-siècle d'activité syndicale, pourrait sembler étonnant ou simplement triste pour ceux qui — s'ils vivaient encore — avaient jeté les bases fondamentales du mouvement syndical, qui en avaient défini les objectifs essentiels et conçu dans leur grandes lignes ses principales activités.

Il nous faut cependant constater que tout cela fut et demeure abandonné, délaissé, oublié, renié.

Il nous faut en outre reconnaître que les objectifs essentiels du mouvement syndical sont loin d'être atteints, que la nature des obstacles à franchir n'est pas changée — les adversaires d'aujourd'hui sont les fidèles continuateurs de ceux d'hier —

et que par conséquent le problème reste entier, et les solutions d'hier demeurent encore valables aujourd'hui.

Faut-il s'étonner aujourd'hui que de jeunes camarades ne connaissant que ce syndicalisme déclinant semblent assimiler le syndicat à une sorte de compagnie d'assurance contre les risques éventuels d'exploitation patronale ?

Faut-il s'étonner que ces camarades vous annoncent un jour : J'en ai assez ! « on paye » et l'on n'est pas défendu !... — Lorsqu'on n'entend pas élever les travailleurs au delà du rang de simples contribuables, il faut s'attendre à ce qu'un jour on vous abaisse au rang de simple percepteur...

Faut-il s'étonner qu'après avoir négligé depuis plus de trente ans d'inculquer aux travailleurs le goût de cette « culture de soi-même », chère à Pelloutier, nous en soyons encore à rappeler ce qu'est le syndicalisme à des travailleurs syndiqués depuis plus de dix années, alors qu'un semblable exposé ne devrait s'adresser qu'à de jeunes camarades terminant leur apprentissage ou sortant des écoles professionnelles ?

Le syndicalisme se manifeste essentiellement par la poursuite de deux buts, non pas séparément, non pas l'un après l'autre, mais d'une façon parallèle. D'une part, se défendre contre l'exploitation présente, immédiate du capitalisme — qu'il soit privé ou d'Etat — c'est-à-dire dans le cadre du système économique actuel, adapter les salaires aux fluctuations constantes du coût de la vie, remédier aux conditions de travail sur les terrains de la sécurité, de l'hygiène, etc. ; diminuer la durée du travail en fonction du développement du machinisme — la machine devant suppléer à la peine du travailleur et non pas supprimer celui-ci. Cette diminution de la durée du travail doit être considérée comme une condition absolument indispensable à l'avènement d'une société d'hommes libres, c'est-à-dire d'une société meilleure, en ce sens que l'homme ne peut prétendre être devenu meilleur que s'il s'est libéré de tout le fardeau de préjugés irrationnels, de toutes les entraves et du culte de l'autorité.

Pour atteindre ce but il lui devient nécessaire de consacrer une partie de son activité à développer son instruction, à étendre ses connaissances. Et ce qui n'est possible aujourd'hui qu'à ceux qui acceptent de sacrifier délibérément une partie de leurs nuits pour se pencher sur les livres, deviendrait demain réalisable pour chacun, et dans de meilleures conditions, si l'on voulait bien admettre que la valeur d'un homme ne s'évalue pas en kilogrammètres...

Voici donc en premier lieu l'activité permanente du syndicalisme propre aux exigences immédiates, présentes. On ne peut cependant considérer cette activité que comme une phase préparatoire à cet autre aspect du mouvement syndical qu'exprime cette lutte positive, tantôt patiente, tantôt impulsive mais continuellement soutenue avec, pour objectif, l'avènement d'un milieu social dans lequel la formule : « De chacun selon ses forces, à chacun ses besoins », en constitue l'un des principes fondamentaux, la substitution au patronat et au salariat du système de gestion des entreprises (qu'elles soient privées ou nationalisées) par les producteurs eux-mêmes, constituant par ailleurs l'une des bases essentielles de ce milieu social.

De cette double activité du mouvement syndical apparaît — sous forme d'exigence absolue qu'il se doit à lui-même — la nécessité d'une formation sociale propre à offrir au travailleur les éléments indispensables de son émancipation.

Voici dans ses grandes lignes ce qu'est le syndicalisme, tel qu'il fut pressenti puis défini par ses pionniers, qui surent clarifier et ordonner dans les textes et dans l'action les aspirations — profondes mais confuses du prolétariat — exprimant sa volonté d'émancipation.

C'est en conservant toujours présent à l'esprit cet objectif d'émancipation que le mouvement syndical retrouvera sa vigueur.

Il serait peut-être encore temps d'y songer, mais il serait grand temps !

R. FAVRY.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1er AVRIL. — A Berlin, conflit entre les autorités soviétiques et les autorités anglo-américaines au sujet du contrôle des communications à travers la zone soviétique de Berlin.

SAMEDI 3 AVRIL. — A Washington le président Truman signe le plan Marshall.

DIMANCHE 4 AVRIL. — Elections à l'Assemblée algérienne : succès du R.P.F. dans le collège européen et des « indépendants », grâce à la pression de l'administration dans le collège indigène.

MARDI 6 AVRIL. — Signature à Moscou du traité d'amitié et d'assistance mutuelle soviéto-finlandais.

MERCREDI 7 AVRIL. — Constitution à Paris d'une commission nationale des Comités d'entreprise, placée sous l'obédience communiste.

JEUDI 8 AVRIL. — Congrès de la Fédération F. O. des Travailleurs de l'Etat.

VENDREDI 9 AVRIL. — A Bogota, émeutes très graves qui semblent dirigées à la fois contre le gouvernement colombien et la conférence panaméricaine.

Congrès de la Fédération F.O. des Mineurs.

SAMEDI 10 AVRIL. — Congrès des Fédérations F.O. des Métaux et des P.T.T.

DIMANCHE 11 AVRIL. — Elections municipales à Eprenay : les communistes gagnent 762 voix.

LUNDI 12 AVRIL. — Congrès de la C.G.T.F.O.

Aux Etats-Unis, la grève des charbonnages prend fin par la satisfaction de la revendication relative à la retraite des mineurs.

MERCREDI 14 AVRIL. — Comité Confédéral National de la C.G.T.F.O.

Comité Central du parti communiste français.

JEUDI 15 AVRIL. — Grève générale des fonctionnaires en Tunisie.

Constitution à Bogota, où l'émeute a été vaincue, de l'organisation des Etats américains.

VENDREDI 16 AVRIL. — Signature à Paris de la Convention de Coopération économique européenne, par les représentants des Seize.

A Marseille, congrès du R.P.F.

Fin de la grève des fonctionnaires de Tunisie.

En Palestine, combats acharnés entre Juifs et Arabes.

DIMANCHE 18 AVRIL. — Elections italiennes qui donneront la majorité absolue, à la Chambre et au Sénat, aux démocrates-chrétiens.

LUNDI 19 AVRIL. — John Lewis et le syndicat des Mineurs condamnés en justice à Washington, pour avoir refusé de mettre fin à la grève des Mineurs.

Grave accident dans la fosse n° 4 des mines de Courrières (déjà plus de 20 morts et 30 blessés).

JEUDI 22 AVRIL. — Les Juifs s'emparent de Haïfa en Palestine.

SAMEDI 24 AVRIL. — Conférence à Paris des représentants socialistes de quatorze pays occidentaux.

DIMANCHE 25 AVRIL. — Elections municipales en Hesse et en Bavière. En Hesse les sociaux-démocrates sont en tête suivis de près par les chrétiens-démocrates qui obtiennent un succès important en Bavière.

Coup de main de l'Irgoun contre Jaffa, cependant qu'une intervention de tous les Etats arabes est annoncée.

MARDI 27 AVRIL. — Conseil national du parti socialiste français.

MERCREDI 28 AVRIL. — Les troupes britanniques s'efforcent de dégager Jaffa. Conversations militaires au Caire au sujet d'une intervention égyptienne en Palestine.

Ratification par le Parlement finlandais du traité soviéto-finlandais.

La main tendue au Comité des Forges

Versons au dossier du plan Marshall, dont les partisans à tout prix comme les adversaires s'évertuent à cacher les conditions exactes, cet article de *France-Dimanche*, 2 mai, intitulé « Le Comité des Forges tend la main aux communistes », mais qui aurait pu indifféremment avoir pour titre : « Les communistes tendent la main au Comité des Forges » :

Lors d'une toute récente assemblée de l'Union des Industries métallurgiques et minières (héritière de l'ex-Comité des Forges) un des assistants lança cette surprenante déclaration :

— Allons-nous être obligés de subventionner le parti communiste ? Il n'y a que sa politique qui coïncide avec nos intérêts, et nous n'avons personne pour nous défendre.

Cette réflexion était provoquée par la nouvelle qu'un expert américain pour la métallurgie viendrait s'installer à l'ambassade des Etats-Unis, avenue Gabriel. Adjoint immédiat d'Harriman, administrateur européen du plan Marshall, cet expert prendra le bureau d'une attachée aux recherches sur la politique extérieure française.

Les membres de l'Union estiment qu'il sera, en fait, un véritable dictateur de la sidérurgie française. Ils considèrent comme très inquiétant le rapport du département d'Etat au Congrès américain :

« Les estimations françaises de production d'acier dans le proche avenir, déclare notamment ce rapport, sont considérées par les experts américains comme beaucoup trop optimistes... Une série de facteurs limitatifs, en particulier les disponibilités européennes, montrent la nécessité de réviser les objectifs français. »

L'Union reproche au plan Marshall de tenter d'intégrer l'économie française dans le bloc américain. Or, dit-elle, l'industrie française à l'exception des branches de luxe et du textile, a besoin d'une adaptation pour ne pas être écrasée par la concurrence.

« La politique américaine, déclarent les héritiers du Comité des Forges, devient fort gênante pour nous. »

Avant guerre, la sidérurgie française devait en grande partie sa prospérité à deux faits :

- 1° L'échange minette de Lorraine (minerai de fer) contre le coke allemand ;
- 2° L'exportation métallurgique en Europe orientale.

Quant à l'exportation de l'acier vers les « démocraties populaires de l'Est, disent-ils, les Américains ne veulent pas en entendre parler. L'U.R.S.S., qui ne peut faire face aux besoins de ces « démocraties populaires », n'aurait pas vu d'un mauvais œil ces échanges. »

Les communistes français, connaissant le point de vue de l'Union, ont fait des ouvertures au grand patronat. D'abord auprès de M. Villiers, président de la Confédération nationale du patronat français, dont le journal « Ce Soir » publiait, dès novembre 1947, une interview qui fit grand bruit, sous le titre « Le danger immédiat : la concurrence des U.S.A. », interview que M. Villiers devait d'ailleurs aussitôt démentir. (M. Villiers, en décembre dernier à New-York, célébra le plan Marshall en termes lyriques). Le P. C. fit ensuite « risette » au baron Petiet.

Les membres de l'Union ont envisagé une campagne pour dénoncer « les périls du plan Marshall ». Ils déclarent qu'ils sont beaucoup moins puissants qu'avant guerre, depuis que les charbonnages et les banques (dans les conseils d'administration desquels les membres du Comité des Forges étaient représentés) ont été nationalisés.

Ils ont demandé au dirigeant de l'Union, M. Waline, d'intensifier la propagande pour défendre leurs intérêts. M. Waline, qui a remplacé M. Peyerimoff de Fontenelle (la Sarah Bernhardt des houillères), n'est pas personnellement un capitaliste. Mais il a toute la confiance du grand patronat pour les négociations internationales. C'est un agrégé de lettres, fin et cultivé. Il a fait la grimace lorsqu'un membre de l'Union a évoqué la communauté de propagande avec le parti communiste.

— C'est une politique à la petite semaine, a-t-il déclaré.

Kravchenko poursuit les « Lettres Françaises »

L'auteur de « J'ai choisi la liberté » poursuit en diffamant les *Lettres Françaises*. Dans un article de *France-soir*, 28 avril, il dit pourquoi il viendra plaider à Paris :

Cet article des « Lettres Françaises », portant la signature d'un certain Sim Thomas, se présentait sous la forme d'une interview avec un certain fonctionnaire du service secret américain du temps de guerre, l'O.S.S. Il n'est pas inutile que je donne ici quelques extraits des « Lettres Françaises ».

« ...C'est ce qui arriva à Kravchenko. Il lui arrivait de boire dans les boîtes de nuit jusqu'au matin... Saoul, il ne refusait pas de jouer, à l'occasion, le « pigeon idéal ». Il fallait l'amener à rompre avec les Russes et arriver ensuite à le conserver comme otage... J'ai encore, dans ce carnet, les histoires de ce gars. Si l'on voulait vraiment être renseigné sur lui, c'est là qu'il faudrait chercher, plutôt que dans son bouquin. Un jour, il me dit que l'organisme soviétique pour lequel il travaillait avait décidé de le ramener à Moscou. Je lui conseillais de gagner du temps, de dire qu'il avait des dettes à payer, ce qui était vrai; nous avions déjà « acheté » les dettes... »

« Tout s'est passé selon le plan prévu. L'aide que nous lui apportions, nous lui avions proposé qu'elle fût complète. La « fuite » dont il parle, c'était une promenade de plaisir. Tout était prêt pour le recevoir. nous l'avons amené à la campagne... Il avait fourni à nos amis quelques notes sur les fonctionnaires soviétiques à Washington. (On) avait eu l'idée de lui demander d'écrire un livre... En plusieurs mois, il a pondu une soixantaine de pages illisibles. Sans même se préoccuper du bouquin de K..., celui de plus de 1.000 pages, qui porte sa signature avait déjà été rédigé par nos amis. »

Cet article, dans lequel on trouve développés point par point les thèmes exposés auparavant dans un organe contrôlé par l'ambassade des Soviets à Paris, fut immédiatement repris par tous les journaux communistes et sympathisants en Europe.

Comme de nombreuses personnes naïves ou mal informées ont pu être portées à accorder quelque crédit à cet article, en raison du prestige dont a joui dans le monde allié l'O.S.S. jusqu'à sa dissolution à la fin de la guerre, je décidai d'intenter une action en diffamation contre les « Lettres françaises ».

J'ai à peine besoin de dire que l'O.S.S. n'a jamais rien eu à voir dans le fait que je décidai un jour d'abandonner la mission d'achats soviétique à Washington et que l'homme sans nom qui, dans l'interview de M. Sim Thomas, passe pour parler au nom des services secrets américains du temps de guerre, est fort probablement aussi un homme sans corps et sans visage.

Récemment, les « Lettres françaises » ont déclaré dans un nouvel article, que j'avais été moi-même un agent de l'O.S.S.

Le procès qui sera plaidé à Paris tirera sans doute son importance particulière du fait que, pour la première fois depuis qu'il existe, le gouvernement soviétique se trouvera contraint d'accepter que les méthodes de contrôle totalitaire qu'il exerce sur les personnes et la pensée des citoyens soient exposées au cours de débats publics, devant le tribunal d'un pays démocratique, où se trouvent garantis d'une façon effective les droits de la défense et de l'accusation.

Je suis heureux que ce tribunal soit français.

A travers les « Lettres françaises », c'est bien du Kremlin qu'il s'agit. Sans m'étendre plus longuement sur cette question, je demanderai simplement ici comment un journal français publié à Paris a pu, en un temps extrêmement court, produire une liste de témoins résidant en U.R.S.S. avec leurs adresses, parmi lesquels toute une série ne sont pas nommés dans mon livre.

Mais il y a mieux. La police secrète soviétique m'a littéralement « inventé » deux femmes. Ainsi se sont trouvées citées par les « Lettres françaises », Mmes Gallina Goncharouk et Tatiana Charnova auxquelles, non seulement, jamais au grand jamais je n'ai été marié, mais que je n'ai jamais même connues. Il y a quelque temps, l'opinion mondiale s'était émue, parce que le Kremlin, au mépris de toutes les lois

humaines, refusait à des femmes russes, mariées à des citoyens britanniques, le droit de rejoindre leurs époux hors des frontières de l'Union Soviétique. Le parlement britannique s'éleva contre cette iniquité. Les maris éplorés s'adressèrent directement à Staline et à Molotov. Les maîtres du Kremlin demeurèrent inflexibles. A mon égard, au contraire, ils sont d'une générosité toute orientale. Non seulement ils m'allouent libéralement deux épouses en U.R.S.S., mais voilà qu'ils m'en ont découvert une troisième aux Etats-Unis. L'objet de ces « découvertes » est clair. Il s'agit de me faire apparaître comme un Barbe-Bleue de façon à noyer dans quelque flot scandaleux l'objet véritable du procès. On cherche à me compromettre moralement parce que l'on craint que soit abordée la vraie question qui est celle des crimes perpétrés par le régime soviétique à l'égard des peuples de la Russie.

Quant aux autres « témoins », ils sont tous membres du parti. L'un d'eux est membre du gouvernement, un autre lauréat du prix Staline. Sans insister sur ce que ces titres représentent comme garantie d'indépendance, je me contenterai de signaler en passant que ceux des témoins cités qui travaillaient avec moi en Amérique s'occupaient d'espionnage politique et économique au profit de leur gouvernement et au détriment du pays allié sur le territoire duquel ils se trouvaient stationnés.

Le choix des témoins renseigne sur la manière dont les Soviets, sous le paravent des « Lettres françaises », conçoivent leur défense dans le procès qui viendra bientôt.

a) Mes « ex-femmes » seront là pour prouver mon immoralité ;

b) Ceux des autres témoins qui sont des experts des questions industrielles (directeurs de trusts, etc.), devront prouver que pendant des années je sabotai l'industrie soviétique. Ils devront prouver aussi que je m'occupai de transactions financières louches et que je me conduisis d'une manière déloyale à l'égard du gouvernement soviétique quand je travaillais pour lui à Washington ;

c) Les témoins français comme Joliot-Curie et Courtade seront là pour « démontrer » une fois de plus que le système soviétique est démocratique, humain et facteur de progrès ;

d) Quant aux témoins convoqués d'Amérique comme Sayers et Kahn, auteurs de « La grande conspiration contre la Russie », ils auront pour rôle de prouver qu'il existe, en Amérique, un « anti-Komintern » dont les activités sont directement dirigées contre l'Union Soviétique.

Telle est la distribution des rôles dans la tragédie mise en scène par le Kremlin. Il ne faut pas que l'opinion publique des pays libres se laisse égarer par des manœuvres de ce genre. Les exercices littéraires des « Lettres françaises » et de leurs moniteurs ne leur permettent pas d'échapper aux responsabilités qu'ils encourrent du fait des accusations diffamatoires qu'ils ont publiées. Le Politburo — qui est le vrai gouvernement soviétique — et ses agents devront prouver au tribunal toute une série de faits s'ils ne veulent pas perdre la face devant l'opinion mondiale. Pour leur permettre de se préparer à une tâche difficile, je donne ci-dessous la liste de ces faits qu'ils devront prouver s'ils veulent que l'on attache le moindre crédit à leurs déclarations :

1° Où, quand et comment l'O.S.S. a-t-il organisé ma « fuite » de la Commission d'achats soviétique de Washington ?

2° Quels documents ai-je volés, quand et à qui les ai-je vendus ?

3° Par qui, où et quand ai-je été enrôlé à l'O.S.S. ?

4° Par qui, et en se fondant sur quels documents, peut-on prouver que j'ai travaillé à un moment quelconque pour le Département d'Etat ?

5° Quel est le fonctionnaire de l'O.S.S. qui a écrit mon livre ?

6° Par qui l'O.S.S., quand, où, et pour combien mes « dettes » ont-elles été « achetées », et à qui ?

7° Si je me suis vendu à l'impérialisme américain, où, quand, comment, par qui et combien ai-je été payé ?

8° Qui de l'O.S.S. m'enivrait, dans quelle boîte de nuit m'a-t-on amené à « rompre » avec le régime soviétique ?

La hausse de 112 % des tarifs d'électricité Dans le même temps où le gouvernement prétend faire une politique de baisse il fait pratiquement une politique de hausse. Rien de plus typique que l'exemple de l'électricité. Les petits usagers se contentent de gémir. Les gros usagers, eux, se défendent ; le *Figaro* du 20 avril, dans un article « Le Parlement va trancher la question des hausses rétroactives », se fait l'écho de leurs protestations :

L'émotion soulevée, il y a trois mois, par l'augmentation de 112 p. 100 des tarifs de l'électricité, n'est pas près de se calmer. L'Electricité de France, à l'occasion de la récente et modeste baisse de 7 p. 100 (réduite d'ailleurs à 2 p. 100 pour les contrats à trois tranches) a tenté de justifier la rétroactivité qui s'appliquerait pour la baisse comme pour la hausse. Mais 7 p. 100 d'un côté et 112 p. 100 de l'autre ne sont nullement comparables, et l'augmentation apparaît ici comme un piège destiné à enlever tout fondement aux réclamations des consommateurs.

Or, depuis trois mois que nous suivons cette affaire (en liaison avec la Fédération des groupements de consommateurs d'électricité, 5, avenue de l'Opéra), nous sommes bien obligés de constater que l'Electricité de France s'est bornée à affirmer le bien-fondé de sa position, sans produire à l'appui aucun texte précis.

L'affaire a été discutée au Conseil municipal qui, dans sa séance du 11 mars (B.M.O. du 19), s'est prononcé à l'unanimité contre la rétroactivité.

Le Comité national des prix avait bien été réuni en novembre, mais il n'avait alors autorisé qu'une hausse de 45 p. 100. La commission supérieure de contrôle de l'Electricité, qui aurait tout de même son mot à dire, n'a pas été consultée. Cet organisme ne se réunit d'ailleurs jamais, et c'est fort regrettable.

Les chambres de commerce se sont émues à leur tour de la situation, et la prochaine conférence des présidents se fera l'écho de leurs protestations.

Bien plus, sur la proposition de plusieurs députés et avec l'accord de tous les groupes parlementaires, une proposition de loi a été déposée sur la tribune de l'Assemblée, tendant à interdire l'application rétroactive des modifications de tarifs. Des interpellations sont prévues pour ces jours-ci. Nous sommes curieux de connaître la position du gouvernement dans cette affaire. M. Lacoste, à qui la direction de l'Electricité de France avait soumis de substantielles diminutions de tarifs, n'y était pas, nous dit-on, hostile, et l'opposition irréductible viendrait du ministre des Finances, peu disposé à grever son budget de charges nouvelles.

Aussi bien, ce n'est pas tant le principe des augmentations de tarifs qui est contestable, mais leur ampleur et surtout leur application abusive. Même aux niveaux actuels, et devant l'impécuniosité de l'Etat, il manquera cette année à l'Electricité de France quelque 40 milliards pour mener à bien ses travaux d'équipement. Une fois de plus, c'est le crédit des établissements nationalisés qui est en jeu et l'on sait à quel point l'épargne se montre réticente à leur égard.

Si la gestion technique de l'Electricité de France ne prête pas aux critiques, il en va autrement de sa gestion administrative. La comme ailleurs, on ne semble guère se soucier d'économies. Le personnel bénéficie d'un statut libéral, hérité en partie d'ailleurs des anciennes compagnies (3.000 kw. gratuits par an, avantages divers : domestiques en particulier). Tout cela, qui est fort louable, coûte cher et l'on pourrait en contrepartie réduire les effectifs du personnel : la nationalisation, qui devait concentrer l'exploitation, aurait déjà dû aboutir à ce résultat essentiel. Or, sur les quelque 92.000 agents d'Electricité et Gaz de France, beaucoup font double emploi, en particulier les relevés de compteurs, qui pourraient fort bien relever en même temps les consommations de gaz et d'électricité. Cela ferait déjà quelques milliards de récupérés, en attendant mieux, et contribuerait à ramener la confiance dans le public... payant !...

Un portrait de Vychinski

Jusqu'aux « procès de Moscou » Vychinski était peu connu en Russie et il était complètement ignoré hors de Russie. Aujourd'hui il occupe le devant de la scène, étant devenu l'homme à tout faire de Staline, au dedans et au dehors, et rien ne caractérise mieux le degré de la dégénérescence où, sous la direction de Staline, a sombré la Révolution russe.

Qui est-il ? D'où vient-il ? David J. Dallin, qui l'a bien connu, retrace sa carrière dans le *New Leader* (New-York). — A. R.

Des années ont passé depuis que j'entendis Vychinski pour la dernière fois, mais Vychinski n'a pas changé. C'était il y a 28 ans, durant la guerre civile. A l'automne de 1919, l'armée blanche du général Denikine, remontant du Sud, s'approchait de Moscou. Le front était à environ cinquante kilomètres de Toula ; la situation était dangereuse pour le gouvernement soviétique. J'appartenais alors à l'aile gauche du parti menchéviste ; mes camarades et moi nous souhaitions la victoire des armées soviétiques parce que nous considérons inévitable la réurrection de la vieille autocratie au cas où les Blancs l'emporteraient, et aussi parce que nous chérissions l'espoir qu'après la victoire le parti de Lénine pourrait renoncer à la terreur et reprendre les voies de la démocratie. Il fut décidé d'envoyer un groupe de six hommes à Toula pour y organiser une campagne de presse et de meetings en ce sens. Je fus mis à la tête de cette commission ; André Vychinski était un de ses membres.

Nous menâmes notre campagne — non sans succès — durant deux mois. La population était particulièrement impressionnée en voyant qu'un parti qui était fortement opposé à la politique et aux méthodes du communisme défendait la cause de l'Armée rouge.

Chacun de nous parla devant des foules nombreuses à des meetings organisés dans les usines, dans les gares et dépôts, dans les mairies. Quand il m'arrivait d'entendre parler Vychinski j'étais désappointé ; il parlait sans émotion, sans chaleur, sans conviction, et d'ailleurs si vite que ses auditeurs ne pouvaient le suivre et comprendre clairement ce qu'il disait. Quand nous rentrâmes à Moscou, je fis un rapport de notre mission à la direction du parti dans lequel, concernant Vychinski, j'écrivais que « son attitude a été si lamentable que je me demande s'il pensait vraiment ce qu'il disait, ou si ses sympathies réelles n'étaient pas, après tout, avec Denikine, ou s'il préparait un alibi, juste pour le cas où il le jugerait nécessaire ».

Mon impression n'était pas sans fondement. Avant sa désignation comme membre de notre commission, il s'était déplacé lentement de la « droite » vers la « gauche », à mesure que la Révolution se développait dans cette direction. En mars 1917, il était avocat à Pétrograd et sympathisait avec la fraction de droite du parti menchéviste dont l'effectif grandissait rapidement, mais il restait dans l'ombre, ne jouant aucun rôle dans la politique russe ni même dans le parti. Après la Révolution d'Octobre, il passa de la droite à la gauche du menchévisme, sans pourtant faire le pas qui l'aurait mené au mouvement bolchéviste victorieux.

Le nouveau régime était encore instable ; nombreux étaient ceux qui attendaient sa chute rapide, et Vychinski resta dans son opposition au régime soviétique jusqu'en 1920. Quant il devint évident que l'Armée rouge sortait victorieuse de la guerre civile, il rompit avec son attitude d'opposant, alors sans profits mais non sans risques, et il devint un bolchévik.

A ce moment, tous ceux qui préféraient un poste à la fidélité à leurs idées passèrent chez les bolchéviks. Ils étaient traités avec mépris non seulement par leurs anciens amis politiques mais par Lénine lui-même. La première purge du parti fut dirigée contre ces opportunistes et arrivistes. Vychinski réussit à rester dans son nouveau parti.

Pendant des années, Vychinski occupa un poste subalterne au commissariat du ravitaillement ; puis, par suite du manque de personnel juridique, il fut admis à l'Université de Moscou comme expert en toutes branches de la théorie et de la pratique légale — ainsi qu'il se qualifiait lui-même. Il ne se

Il n'en eut jamais — mais en revanche il témoigna de l'habileté particulière qui devait plus tard le signala jamais par des idées personnelles — en fait conduire vers de hautes positions — celle d'un obéissant porte-parole du chef. L'ère des procès des groupes d'opposition avait commencé. C'est en 1935, après le meurtre de Kirov, que Vychinski fut choisi pour diriger la terrible répression dont furent victimes des centaines d'innocents. Staline en fut si satisfait qu'il lui accorda une récompense spéciale. Il fut le procureur des « procès de Moscou » où les accusés étaient les anciens bolchévistes, leaders de l'opposition.

C'était toujours le même Vychinski, celui que j'avais connu dans les débuts de la Révolution ; pas d'ombre de sincérité dans ses réquisitoires. Il savait aussi bien que les prisonniers, que les accusations étaient de grossiers mensonges. Il s'efforçait cependant d'exhiber une émotion feinte, d'utiliser de faux témoins — et il envoyait au mur des douzaines de figures éminentes de la Révolution.

Il fut alors aiguillé vers la diplomatie ; il y apporta les mêmes qualifications : pas d'idées, pas de conviction, servile obéissance aux instructions d'en haut. Maintenant il fulmine contre les fauteurs de guerre aux Nations Unies. Il sait ce que valent ses déclamations. Son histrionisme est préfabriqué, sa colère faite sur commande. S'il reçoit l'ordre de Moscou de dire le contraire demain, il le fera avec la même ardeur et la même « conviction ».

Si Hitler avait été victorieux, je n'ai pas le moindre doute que Vychinski serait devenu un Pierre Laval russe. Si la monarchie était restaurée, il servirait le trône avec la même fidélité. Il n'y a qu'un régime politique dans lequel il n'y a pas de place pour lui : c'est pourquoi il lui réserve toute sa haine. Et cette haine est le seul sentiment authentique qui existe au cœur de cet individu.

ENTRE NOUS

Nous devons encore des explications, sinon des excuses. D'abord pour nos retards. Nous nous étions promis de « cuisiner » chaque numéro, afin qu'il soit chez l'abonné entre le 10 et le 15 de chaque mois. Et nous enrageons chaque mois de ne pouvoir tenir notre promesse.

On a beau se dire qu'une revue mensuelle ne doit pas être prisonnière de l'actualité ; on craint toujours, en bouclant trop tôt, d'être dépassé par les événements. La composition, la correction et la mise en page d'une revue que nous voudrions aussi soignée que possible demandent de longues journées et l'équipe de notre imprimerie n'est pas exclusivement à notre disposition. Pour paraître avant le 15, il faudrait que toute la copie soit donnée à composer dès les premiers jours du mois. Et que nos rédacteurs, tous nos rédacteurs, tiennent leurs promesses et donnent leurs papiers à la date fixée.

La « cuisine » d'un numéro n'est pas une opération simple. On ne peut pas publier tout ce que l'on reçoit dans l'ordre de la réception. Il n'est pas toujours facile de choisir ce qui fixera, dans le mois, l'intérêt du lecteur. Il faut tenir compte de l'équilibre du numéro, de la mise en page, de l'impossibilité pour des raisons financières et techniques de garder « un marbre » trop copieux ou de faire composer des papiers dont la publication n'est pas certaine. Impossible aussi de trop charger une rubrique. Nous voudrions publier le plus tôt possible deux fortes études bibliographiques de Jacquet, ainsi qu'une monographie de Lemire sur l'Association des ouvriers en instruments de précision. On a tendance à réserver ce qui ne semble pas répondre aux questions que pose l'actualité immédiate. C'est une erreur qu'il faudra réparer.

Nous nous croyons tenus — outre nos études et monographies — de publier des articles inspirés par les nécessités de la bataille syndicale — même si cela n'est pas tout à fait de la matière pour revue. Mais là aussi il faut que nos amis se disciplinent. Qu'ils participent à nos débats, en nous apportant des éléments nouveaux ou en exposant des situations et des faits caractéristiques.

Si d'aucuns pourraient nous reprocher de nous répéter... d'autres s'étonnent de notre libéralisme.

« Si la tribune libre se conçoit et même s'impose dans un organe syndical officiel, elle n'a pas sa place dans une revue comme la vôtre qui doit être orientée », nous disait dernièrement un camarade de l'École Emancipée. La tendance trouble ici un esprit cependant vif et audacieux. Aucune confusion entre la confrontation de thèses « officielles » (qu'elles soient majoritaires ou minoritaires) et la libre recherche à laquelle se livrent — au sein et autour du syndicalisme révolutionnaire — les rédacteurs de la R.P. C'est ainsi qu'il faut discuter — car il faut les discuter ! — les conclusions d'études d'inspirations aussi différentes que celles de Louzon, de Péra et de Vallet. Encore une fois, nous ne voulons fournir ni des certitudes ni des illusions. Ceux qui en ont besoin sont de pauvres révolutionnaires. Et après tout, les militants que notre R.P. d'avant guerre a influencés ne se sont pas si mal comportés pendant vingt-cinq ans. Ils tiennent encore, pour la plupart, alors que tant d'autres, formés par les partis et les sectes, se sont effondrés.

Au bout d'un an, nous pouvons déjà juger de l'effet produit par la renaissance de la R.P. Très peu de désabonnements, et presque tous pour des raisons de gêne matérielle. Ceux qui nous abandonnent ne se sont abonnés que par erreur. Celui-là est saisi d'un délire sacré, en constatant que nous avons osé discuter Marx. Un autre qui n'admettait pas notre titre — parce que prolétarien — s'effarouche de notre position sur le problème algérien. Sans nous abandonner totalement, certains sont réticents. Parce que les rédacteurs ordinaires de la R.P. se sont prononcés pour le regroupement dans la C.G.T.F.O., on nous prédit de plantureux repas avec Jouhaux... et les ministres. (C'est comme on vous le dit). Cependant qu'il nous est reproché d'autre part de trop nous accrocher à la minorité de la C.G.T.F.O.

Un ami qui nous reste fidèle étudie sérieusement notre évolution depuis la guerre. Aurlons-nous abandonné nos positions fondamentales ? Sur le pacifisme ? Sur la nécessité d'une transformation révolutionnaire ? Questions que nous nous proposons d'éclaircir prochainement.

Dans leur grande majorité nos abonnés ne semblent pas déçus. La R.P. leur a apporté ce qu'ils en attendaient. C'est un premier résultat. Elle se développera selon ce qu'ils lui apporteront à leur tour.

On entend aussi l'observation sarcastique sur « la vieillesse des idées... même des hommes de la R.P. ». « Quel est l'âge moyen de vos rédacteurs et abonnés », nous demande-t-on ? Objection qui n'est pas fraîche. Nous l'entendions déjà en 1925, sous la plume et dans la bouche d'un Dorlot ou d'un Marion, qui ont vieilli plus vite que nous.

Certes pas mal... « d'anciens » sont sortis, grâce à la R.P., de leur isolement, de leur découragement... même de leur désespoir. C'est avec joie et émotion que nous entendons ces gens qui ont tout donné au mouvement, sans en tirer ni gloire ni profit — ce qui les distingue des représentants de « l'éternelle jeunesse des grandes organisations »... dont l'âge moyen oscille entre 65 et 80 ans. Mais il est parmi nous beaucoup de jeunes... des jeunes sans uniforme, qui ne cherchent ni gloire ni places, qui n'ont pas la crainte de la pensée libre ou le mépris de la masse, qui ne s'alignent pas derrière les chefs et les prophètes ! On les entendra mieux quand ils auront vaincu leur naturelle timidité. C'est déjà bien qu'ils aient choisi l'âpre chemin sur lequel nous sommes engagés.

Renouvelez !

Nous ne ferons pas de recouvrement pour les renouvellements en retard : ça demande un gros travail et ça coûte trop cher.

Nous prions donc les camarades de se mettre en règle avec notre caisse dans le courant du mois suivant la fin de leur abonnement.

Merci.

Imprimerie S. N. I. E.
32, rue de Ménilmontant, 32

Le gérant : J.-P. FINIDORI



D'où vient l'argent ?

SITUATION A FIN AVRIL

RECETTES

Abonnements :			
Ordinaires	44.352		
De soutien	31.890	=	76.152
Souscription			
	6.230		
Vente « R. P. »	3.040		
Vente brochure « Où va la C. G. T. ? »	45		
Publicité	200		
<hr/>			
Total des recettes	85.667		
En caisse au 1er avril	65.785		
<hr/>			
			151.452

DEPENSES

Frais divers	2.273		
<hr/>			

SOLDE

En espèces	10.065		
Aux chèques postaux	139.114	=	149.179
<hr/>			
Frais d'impression dus :			
Reliquat mars	8.268		
Numéro d'avril	52.000		
<hr/>			
	60.268		

Nombre d'abonnés à fin avril : 1.519.

SOUSCRIPTIONS

A. Edel (Territoire de Belfort), 50 ; Magri (Bas-Rhin), 200 ; A. Lermittier (Oise), 50 ; F. J. M. (Vaucluse), 150 ; Bailot (Orne), 50 ; Chestier (Cher), 30 ; Poethier (Doubs), 30 ; Mlle Landry (Vienne), 200 ; Loiseau (Rhône), 200 ; Bonnaud (Maine-et-Loire), 80 ; Berlot (Seine), 200 ; Houpeau père (S.-et-O.), 20 ; Morel (Seine), 30 ; P. Costa (B.-du-Rhône), 100 ; G. Caillet (Loire), 200 ; Ch. Cordier (Seine), 200 ; A. Borie (Gironde), 150 ; E. Sauve (Dordogne), 300 ; F. Martin (Drôme), 250 ; G. Raugier (Indre), 200 ; Ménard (Loiret), 50 ; G. Goujon

(Seine-Inférieure), 100 ; Plocquin (Seine), 100 ; Lacarce (Paris), 50 ; Beynet (B.-du-Rhône), 100 ; Henriette Minaire (Seine), 100 ; Jean Lorient (Côte-d'Or), 200 ; Barbet (Somme), 50 ; Colson (Oise), 100 ; Philippon (Cher), 100 ; J. Loiseau (Allier), 30 ; Guy Thorel (Paris), 300 ; Irma Boyer (P.-de-Calais), 300 ; Larribeau (Paris), 200 ; Hans Thoma (Suisse), 120 ; Boudault (Maine-et-Loire), 200 ; Th. Argence (Isère), 150 ; G. Thomas (Indre), 50 ; Paul Rassinier (Saône-et-Loire), 200 ; Jassaud (Haute-Savoie), 50 ; Mlle Barrère (Haute-Garonne), 100 ; Denat (Drôme), 50 ; R. Bulcourt (Paris), 30 ; Hennaut (Belgique), 100 ; Jacqueline Talon (Loire), 200 ; A. Veiller (Cantal), 80 ; Jules Marie (Seine), 200 ; Bouyssou (Paris), 20 ; Mlle Thomas (Saône-et-Loire), 50 ; J. Cipièrre (Cantal), 80 ; A. Jardin (Côte-d'Or), 80. — Total : 6.230 francs.

Un ancien parle aux jeunes syndiqués, sans galons... et les « moins jeunes »... et les anciens, même s'ils sont légèrement galonnés, peuvent l'entendre...

OU VA LA C. G. T. ?

une brochure de Pierre MONATTE

L'exemplaire : 10 francs

En vente à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy - PARIS (2^e)

Chèque postal : 734-99

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV^e

Tél. SEGUR 89-81

Méto : Pasteur

C. C. P. PARIS 5450.00

LES LIVRES DU MOIS :

Syndicalisme et vie sociale

Jacques Rennes : <i>Syndicalisme français</i>	200 »
F. Pelloutier : <i>Histoire des Bourses du Travail</i>	150 »
Georges Sorel : <i>Lettres à Paul Delesalle</i>	195 »
Edouard Dolléans : <i>Proudhon</i>	600 »

Histoire

Grégoire Alexinski : <i>La Russie révolutionnaire</i>	280 »
F. Challayé : <i>Petite histoire des grandes religions</i>	200 »
Charles Morazé : <i>La France bourgeoise</i>	250 »
Flora Tristan : <i>Morceaux choisis par Scholer</i>	180 »

Littérature

A. de Saint-Exupéry : <i>Citadelle</i>	535 »
Jean Paulhan : <i>De la paille et du grain</i>	240 »
Paul Nizan : <i>La Conspiration</i>	170 »

Extrait de notre catalogue

Alfred Rosmer : <i>Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre</i>	300 »
C. Talès : <i>La Commune de 1871</i>	100 »
Marcel Martinet : <i>Culture prolétarienne</i>	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Accumulation du Capital</i>	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Lettres de la Prison</i>	40 »

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre Catalogue général et notre Bulletin mensuel.

EN SOUSCRIPTION

JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

avec la collaboration de CHARLES ALEXANDRE

HISTOIRE DE LA GUERRE 1939-45

en 4 numéros spéciaux illustrés du « CRAPOUILLOT »
à paraître à partir de juin 1948

*Rédigée dans le même esprit d'indépendance et de
non-conformisme que « l'Histoire de la Guerre 14-18 »*

Edition sur papier surgiacé (les 4 liv.) 1.000 Fr.
(Colonies 1.050 Fr. — Etranger 1.160 Fr. — Envois recommandés)

Edition originale num. sur papier couché : 2.000 Fr.
(Colonies 2.100 Fr. — Etranger 2.350 Fr. — Envois recommandés)

CRAPOUILLOT

3, place de la Sorbonne, Paris. — C. P. 417-26. — Tél. : ODE 87-91